

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ANALYSE DE LA PARTICIPATION CHINOISE AUX OPÉRATIONS DE
MAINTIEN DE LA PAIX :
ÉTUDE SELON LE POSTULAT LIBÉRAL, CONSTRUCTIVISTE ET
RÉALISTE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

ULRIC COUTURE

JANVIER 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

Remerciements

Au cours de mes nombreuses années d'études, plusieurs personnes ont contribué à ma formation.

Je tiens tout d'abord à remercier certains professeurs du département de science politique de l'université Bishop's, notamment Dr. Stritch, Dr. Tucker et Dr. Hogg. L'enseignement de qualité qu'ils m'ont prodigué tient une place importante dans mon quotidien.

Je suis également reconnaissant envers mes parents qui m'ont fait découvrir le monde. Merci à ma mère, Lyse Garant, pour m'avoir transmis l'amour du travail, de la discipline et de bonnes valeurs. À mon père, Yves Couture, qui a su m'apprendre à réfléchir de manière critique et éclairée. Je vous suis particulièrement reconnaissant pour la découverte de la Chine à travers l'adoption de Amélyse, Danaé, Mia-Jade et Liam.

Mes remerciements à mon directeur de recherche, le Dr. André Laliberté pour la grande patience qu'il a eue envers moi. Merci pour votre aide précieuse, votre soutien constant, votre rigueur et vos conseils éclairés qui m'ont permis de mener à bien ce projet.

Merci à mes amis de *Phd Comics* (notamment Ann, Bij et Frenchie) qui ont grandement contribué à ma santé mentale. Enfin, je tiens à exprimer toute ma gratitude envers ma future épouse, Julia Barkhouse. Elle qui a su être là dans les moments difficiles, pour sa patience et son amour sans limites.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	V
LISTE DES TABLEAUX.....	VI
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	VII
RÉSUMÉ	X
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I.....	1
HISTORIQUE DE LA PARTICIPATION CHINOISE	1
1.1 1949 À 1970 : GRANDE FRUSTRATION ET LUEUR D'ESPOIR	1
1.2 1971 À 1993 : MÉFIANCE ET FAIBLE PARTICIPATION	9
1.3 1991 À AUJOURD'HUI : UNE PARTICIPATION PLUS ACTIVE ET DIVERSE	12
1.4 STATISTIQUE COMPARÉE DE LA PARTICIPATION CHINOISE.....	17
1.5 CONCLUSION.....	22
CHAPITRE II	24
LES ANALYSES LIBÉRALES DE LA PARTICIPATION CHINOISE	24
2.1 INTRODUCTION.....	24
2.2 LE LIBÉRALISME OPTIMISTE	25
2.2.1 <i>L'importance du commerce</i>	26
2.2.2 <i>Les relations entre la Chine et l'ONU</i>	31
2.3 LE LIBÉRALISME PESSIMISTE	34
2.3.1 <i>L'armée comme garant de la sécurité intérieure</i>	34
2.3.2 <i>L'incapacité de l'APL de répondre aux besoins de l'ONU</i>	38
2.4 LA PARTICIPATION CHINOISE SELON LES APPROCHES LIBÉRALES	43
2.5 CONCLUSION.....	48
CHAPITRE III.....	49
LES ANALYSES CONSTRUCTIVISTES DE LA PARTICIPATION CHINOISE	49

3.1	INTRODUCTION.....	49
3.2	LES CONSTRUCTIVISTES OPTIMISTES	51
3.2.1	<i>Les transformations de l'identité chinoise.....</i>	<i>51</i>
3.2.2	<i>Les changements de la culture stratégique chinoise.....</i>	<i>58</i>
3.3	LE CONSTRUCTIVISME PESSIMISTE	64
3.3.1	<i>La permanence de l'identité chinoise</i>	<i>65</i>
3.3.2	<i>L'identité chinoise renforcée</i>	<i>67</i>
3.4	CONCLUSION.....	72
	CHAPITRE IV.....	74
	LES ANALYSES RÉALISTES DE LA PARTICIPATION CHINOISE	74
4.1	INTRODUCTION.....	74
4.2	LE RÉALISME OPTIMISTE	76
4.2.1	<i>La croissance des capacités de l'État.....</i>	<i>78</i>
4.2.2	<i>Les ambitions modestes de la Chine.....</i>	<i>81</i>
4.3	LES APPROCHES RÉALISTES PESSIMISTES.....	84
4.3.1	<i>La crainte du déclin relatif.....</i>	<i>85</i>
4.3.2	<i>Les possibilités de confrontation.....</i>	<i>95</i>
4.4	CONCLUSION	99
	CONCLUSION.....	101
	BIBLIOGRAPHIE.....	108

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1 : TAUX DE PARTICIPATION CHINOIS AUX OMP	20
FIGURE 2 : CONTRIBUTION MAXIMALE DE LA CHINE	21
FIGURE 3 : PRÉSENCE DES CASQUES BLEUS CHINOIS EN AFRIQUE	30
FIGURE 4 : ÉVOLUTION DES PROTESTATIONS EN CHINE DE 1993-2003	37
FIGURE 5 : ORGANIGRAMME DE L'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE POPULAIRE DE LIBÉRATION	42
FIGURE 6 : PARTICIPATION CHINOISE ANNUELLE AUX OMP	80
FIGURE 7 : L'IMPACT DU FACTEUR TAIWANAI SUR LES OMP CHINOISES	94

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : LISTE DES MISSIONS AUXQUELLES LA R.P.C A PRIS PART. 18

TABLEAU 2 : COMPORTEMENT DE LA CHINE ENVERS LES RÉOLUTIONS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ70

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ACDI	Agence canadienne de développement international
AMIS	African Union mission in Sudan
APL	Armée populaire de libération
APRONUC	Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge
ATNUTO	Administration transitoire des Nations Unies au Timor Oriental
CMC	Commission militaire centrale
CSOMP	Commission spéciale des opérations de maintien de la paix
DOMP	Département des opérations de maintien de la paix
HCNUDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
KMT	Kuomintang
MAEC	Ministère des Affaires étrangères chinois
MANUTO	Mission des Nations Unies au Timor-Oriental
MINUBH	Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine
MINUEE	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
MINUK	Mission d'administrations intérimaire des Nations Unies au Kosovo
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINURCA	United Nations Mission in the Central African Republic

MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation à Haïti
MIPONUH	United Nations Civilian police mission in Haiti
MONUA	United Nations observer mission in Angola
MONUC	Mission des Nations Unies en République Démocratique du Congo
MONUC	United Nations organisation mission in the Democratic Republic of Congo
MONUIK	Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït
MONUL	Mission d'observation des Nations Unies au Libéria
MONUSIL	Mission d'observation des Nations Unies au Sierra Leone
MPF	Multinational protection force
MSP	Ministère de la Sécurité publique chinois
OMP	Opération de maintien de la paix
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUB	Opérations des Nations Unies au Burundi
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
ONUMOZ	Opération des Nations Unies au Mozambique
OSCE	Organisation for Security and Co-operation in Europe
P5	Les cinq membres permanents du conseil de sécurité
PAP	People's Armed Police

PNB	Produit national brut
RdC	République de Chine (Taiwan).
RECAMP	Renforcement des Capacités africaines de Maintien de la Paix
REMCFF	Resolving emergency mobile combat force
RPC	République populaire de Chine
RRF	Rapid reaction force
SDN	Société des Nations
UNAMA	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
UNGOMAP	Mission de bons office des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan
UNMIBH	United Nations mission in Bosnia Herzegovina
UNMIH	United Nation Mission in Haiti
UNOMIG	United Nations Observer mission in Georgia
UNSAS	United Nation stand-by arrangement system
UNSMIH	United Nations Support mission in Haiti
UNTSO	Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (Moyen-Orient)
URSS	Union des Républiques socialistes soviétiques

RÉSUMÉ

La tentative de certains experts en relations internationales d'analyser la participation chinoise aux opérations de maintien de la paix a relevé de nombreux facteurs pouvant expliquer l'engagement chinois : le développement du commerce, la croissance des capacités de l'État chinois, la crainte que d'autres pays n'améliorent leur position sur la scène internationale à ses dépens, les transformations au niveau des perceptions suscitées par des contacts répétés avec le monde extérieur, les besoins de l'armée populaire de libération pour garantir la sécurité intérieure, et enfin l'existence d'une structure militaire inefficace. L'intention de ce mémoire est d'évaluer la pertinence de plusieurs approches analytiques pour comprendre les raisons qui facilitent ou contraignent la participation chinoise. Compte tenu de l'impossibilité de poursuivre une recherche sur le terrain, il a été décidé d'opter pour une étude critique de plusieurs approches théoriques et d'évaluer leur cohérence interne plutôt que leur capacité explicative. Il a été choisi d'examiner les explications qui ont été avancées pour expliquer la participation chinoise au cours des années 90, jusqu'à l'opération des Nations Unies au Burundi en juin 2004. Trois approches théoriques des relations internationales sont privilégiées dans cette étude : le réalisme, le libéralisme et le constructivisme. Le mémoire avance que les approches libérales permettent de prendre en compte d'importantes dimensions économiques et domestiques et que les approches constructivistes aident à mieux comprendre la dynamique des relations entre la Chine et l'ONU. Cependant, le pouvoir explicatif des approches réalistes semble plus convaincant parce que ces dernières soulignent l'importance de la quête d'avantages et les ambitions de la Chine sur la scène internationale. Il a été tenu compte de la diversité de chacune des approches théoriques, et pour cette raison, une distinction entre courants optimistes et pessimistes à l'intérieur de chacune de ces approches a été opérée. Si l'on s'en tient aux courants optimistes, la participation chinoise est causée par l'interdépendance économique, l'importance des relations avec l'ONU, la transformation de l'identité, l'évolution de la culture stratégique chinoise, la croissance des capacités de l'État ainsi que les ambitions modestes du gouvernement chinois. Par ailleurs, les courants pessimistes croient que les facteurs domestiques, le renforcement de l'identité chinoise, le rejet partiel de l'identité de l'ONU, l'appropriation de gains et la possibilité de confrontation représentent des variables déterminantes pour expliquer le refus du gouvernement chinois à collaborer plus activement. En définitive, le travail présenté ici suggère que les réalistes proposent les réponses les plus cohérentes à la question de recherche. Il n'est pas exclu que des études plus approfondies prenant en compte d'autres facteurs, dans le cadre d'une approche libérale ou constructiviste, puissent remettre en question cette conclusion.

INTRODUCTION

Lors de sa visite en 2005 à Beijing, la secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, a déclaré que la période de transition que vit la Chine va amener le pays à devenir une force importante sur la scène mondiale.¹ Comme en font foi de nombreux éditoriaux, articles et ouvrages écrits à son sujet, la République populaire de Chine (RPC) s'affirme de plus en plus sur la scène internationale. À ce sujet, un grand débat entre spécialistes fait rage. Certains, dont Robert D. Kaplan, continuent de croire que l'émergence du pays comporte des risques pour la paix et la sécurité internationale², tandis que d'autres, tel Wang Jisi, présument que ceci est une grande occasion de garantir des relations prospères et pacifiques sur la scène internationale.³ Une chose certaine, au-delà de ces débats, est que la Chine continue de prendre une place de plus en plus importante sur la scène internationale. Sur fond de performances économiques toujours impressionnantes, la RPC a accru sa participation au sein d'organisations internationales telles que l'organisation mondiale du commerce (OMC), le fond monétaire international (FMI) et plus de cinquante autres institutions.⁴ Toutefois, il reste difficile de savoir quels sont les facteurs qui motivent cette participation. Bien que la Chine soit membre de l'Organisation des Nations Unies (ONU) depuis plus de trente ans, les raisons pouvant expliquer sa présence au sein de cette organisation demeurent complexes. Notamment, et même s'il existe beaucoup d'analyses sur les relations entre la Chine

¹ [Anonyme], «US does not view China's rise as a threat», [en ligne], http://english.people.com.cn/200507/11/eng20050711_195438.html, (page consultée le 4 juillet 2006).

² Robert D. Kaplan, «How we should fight China», *The Atlantic Monthly*, vol. 295, no. 5, (juin 2005), p. 49-64.

³ Wang Jisi, «China search for stability with America», *Foreign Affairs*, vol. 84, no. 5 (septembre/octobre 2005), p. 35-49.

⁴ CIA World factbook, «China's international organization participation», *Central Intelligence agency*, [en ligne], <http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/ch.html#Govt>, (page consultée le 5 juillet 2006).

et le conseil de sécurité, l'assemblée générale où plusieurs autres organes de l'ONU, très peu d'études rendent compte des motivations de la RPC pour sa participation aux opérations de maintien de la paix (OMP) de l'organisation internationale.

Pourtant, la décision du gouvernement chinois de participer aux OMP de l'ONU constitue un facteur essentiel pour comprendre les buts et ambitions du pays au sein de cette organisation. Malgré tout, la documentation sur cette question demeure rare. Depuis la première participation chinoise aux OMP, seulement un ouvrage et quelques articles se sont intéressés au sujet. Ces documents nous présentent les activités de la Chine, mais nous disent peu sur les motivations de son gouvernement.

Les analyses de plusieurs sinologues intéressés par cette question, dont notamment Leïla Choukroune, Taylor Fravel et Pang Zhongying, ont permis de dégager certains facteurs susceptibles d'expliquer les motivations chinoises. Ces facteurs sont : le développement du commerce, la croissance des capacités de l'État chinois, la crainte que d'autres pays n'améliorent leur position sur la scène internationale à ses dépens, les transformations au niveau des perceptions suscitées par des contacts répétés avec le monde extérieur, les besoins de l'Armée populaire de libération pour garantir la sécurité intérieure, et enfin l'existence d'une structure militaire inefficace. Certains sinologues, notamment Deng Yong, croient que le tissage de liens économiques a contribué à rendre le gouvernement chinois plus sensible à la cause de certains pays pauvres.⁵ Pang Zhongying, pour sa part, soutient que la Chine participe aux OMP pour démontrer les nouvelles capacités de l'État chinois⁶, tandis que Zheng Yongnian croit que la participation chinoise consiste à maximiser ses gains.⁷ Leïla

⁵ Yong Deng, «Conception of national interest: Realpolitik, liberal dilemma and the possibility of change», In Deng, Yong et Wang Fei-ling, 1999, *In the Eyes of the Dragon: China Views the World*, p. 53, Lanham, Maryland: Rowman and Littlefield.

⁶ Pang, Zhongying, «China's changing attitude to UN peacekeeping», *International Peacekeeping*, vol. 12, no. 1 (Spring 2005), p. 87.

⁷ Zheng Yongnian, 1999, *Discovering Chinese Nationalism in China: Modernization, Identity, and International Relations*, Cambridge : Cambridge University Press, p. 113.

Choukroune affirme que ce sont les nombreux contacts entre la Chine et l'ONU qui ont permis une plus grande participation de la Chine⁸ alors que Pang Zhongying, Taylor Fravel, Bates Gill et James Reilly croient au contraire que la sécurité intérieure et la structure militaire inefficace de la Chine freinent la participation aux OMP.⁹ Malgré une multitude de motifs avancés, il est possible de constater qu'il n'existe aucun consensus quant aux facteurs pouvant influencer la participation chinoise. Le présent mémoire ne propose pas de combler cette lacune, mais de faire une recension des différentes positions sur le sujet et de jeter les bases d'une évaluation des différentes approches utilisées.

En conséquence, l'étude de ce sujet ne prétend pas offrir une explication générale du comportement chinois au sein de l'ONU et encore moins sur la scène internationale. Une quantité considérable de facteurs expliquent la modestie des ambitions de ce mémoire. Par exemple, le manque d'accès aux décideurs au sein de la bureaucratie rend l'étude des motivations du gouvernement chinois très difficile. Il est cependant espéré que l'analyse d'articles scientifiques, de documents et de communiqués officiels puisse contribuer à susciter l'intérêt pour un aspect peu connu de la politique internationale contemporaine, de la part d'un de ses acteurs majeurs. Afin de rendre la recherche plus gérable, il a été décidé de porter une attention particulière à la participation chinoise au cours des années 90, jusqu'à l'opération de l'ONU au Burundi en juin 2004.

⁸ Leila Choukroune, 1999, *La Chine et le maintien de la paix et de la sécurité internationale*, Paris : L'Harmattan, p.17.

⁹ Taylor. Fravel «China's Attitude Toward U.N. Peacekeeping Operations Since 1989». *Asian Survey*, vol. 36, no 11 (November 1996), p. 1102-1122. Bates Gill and James Mulvenon, «Chinese Military-Related Think Tanks and Research Institutions», *The China Quarterly*, vol 171, (2002), p. 617-624. Bates Gill et John Reilly. «Sovereignty, Intervention and Peacekeeping: The View from Beijing». *Survival*, vol. 42, no 3 (2000), p. 41-59. Pang Zhongying. «China's changing attitude to UN peacekeeping». *International Peacekeeping*, vol. 12, no 1 (Spring 2005), p. 87-104.

Afin d'évaluer lesquels des facteurs peuvent mieux expliquer les motivations du gouvernement chinois relatives aux OMP, mon mémoire propose d'examiner cette question à la lumière des trois perspectives dominantes en théorie des relations internationales; soit le libéralisme, le constructivisme et le réalisme. Bien que la démarche d'analyse classique des Relations internationales commence par une critique du postulat réaliste suivie d'une étude du courant libéral et constructiviste, ce mémoire adopte une autre approche. L'hypothèse qui sera avancée est que si le libéralisme permet de prendre en compte d'importantes dimensions économiques et intérieure et que si le constructivisme aide à mieux comprendre la dynamique des relations entre la Chine et l'ONU, le pouvoir explicatif du réalisme semble plus convaincant parce qu'il prend en compte la croissance des capacités de l'État chinois et ses ambitions sur la scène internationale.

Malgré la capacité des trois approches évoquées plus haut à expliquer la participation chinoise, il arrive très souvent que l'analyse d'un chercheur ait tendance à mettre un accent particulier sur certains aspects au détriment d'autres. Cette limitation est apparue clairement dans les divergences d'opinions entre les auteurs cités précédemment qui se sont attardés à la question de la collaboration chinoise aux OMP. Il est proposé ici de faire un état des lieux des différentes approches analytiques qui cherchent à comprendre quels sont les facteurs qui déterminent la Chine à prendre part aux OMP. Par ailleurs, il est apparu que cette recension ne peut rendre justice à la diversité des approches si elle se limite aux trois courants théoriques mentionnés ci-haut. Les lectures menant à la rédaction de ce mémoire ont permis de dégager que chaque approche théorique peut aussi être subdivisée en deux courants, optimistes et pessimistes.

L'idée fut développée par Aaron L. Friedberg, dont l'article *The future of U.S.-China relations : is conflict inevitable?*, analyse l'avenir des relations entre la Chine et les États-Unis. Lors de ses recherches, Friedberg a découvert que de nombreux

chercheurs utilisent le même cadre théorique, mais arrivent à des conclusions différentes au sujet de la relation sino-américaine.¹⁰ En effet, les recherches de l'auteur ont permis de voir des libéraux qui prévoient des confrontations, des réalistes qui croient que la relation se dirige vers une plus grande collaboration et des constructivistes qui pensent des deux façons.¹¹ Devant cette multitude d'opinions contradictoires, Friedberg a décidé d'éclaircir le débat en distinguant au sein de chaque approche théorique un courant optimiste et un courant pessimiste. De cette façon, le courant optimiste propre à chacune des trois perspectives théoriques permet de proposer des solutions pour que la relation entre les deux acteurs se dirige vers une plus grande coopération, tandis que le courant pessimiste au sein de chacune des trois mêmes perspectives théoriques permettent de relever des aspects suscitant davantage de tensions au sein de la relation sino-américaine.¹² Notre mémoire va reproduire cette méthodologie utilisée par Friedberg afin d'examiner le problème plus spécifique des motivations de la Chine relativement à sa participation aux OMP.

Afin de développer ce qui précède, le mémoire sera séparé en quatre parties. Après une première section qui récapitulera l'évolution historique de la relation entre la Chine et l'ONU, la deuxième section du texte passera en revue les postulats libéraux utilisés pour analyser la participation chinoise aux OMP, ainsi que leurs limites. La section suivante démontrera dans quelle mesure les approches constructivistes permettent de répondre de façon plus adéquate aux questions laissées en suspens par les libéraux, avant de souligner les questionnements que celles-ci laissent à son tour sans réponse. La dernière section du mémoire proposera une analyse de la participation chinoise aux missions de maintien de la paix selon des approches réalistes, et démontrera que si elles peuvent répondre à certaines questions laissées

¹⁰ Aaron L. Friedberg, «The future of US-China relations: is conflict inevitable?», *International Security*, vol. 20, no. 3 (Fall 2005), p. 10.

¹¹ *Id.*

¹² *Ibid.*, p. 40.

en suspens par les approches libérales et constructivistes, elles laissent aussi dans l'ombre certaines questions relatives aux motivations chinoises.

Dans le but d'avoir une meilleure vue d'ensemble des objectifs de la Chine, il demeure essentiel de commencer par comprendre la nature de la relation entre la Chine, les Nations Unies et les opérations de maintien de la paix avant la fin de la guerre froide.

Chapitre I

HISTORIQUE DE LA PARTICIPATION CHINOISE

1.1 1949 à 1970 : grande frustration et lueur d'espoir

Le gouvernement de la République de Chine (RdC) était présent à la table de négociations lors de la création de l'ONU. Bien que, selon certains experts, la RdC n'a pas joué un rôle important dans la fondation de l'organisation¹³, les trois grandes puissances victorieuses de la Deuxième Guerre mondiale ont décidé, lors de la conférence de Yalta, que la Chine aurait droit à un siège permanent au sein de l'ONU.¹⁴

À la suite de la prise du pouvoir par Mao Zedong, les premiers face à face entre la toute nouvelle République Populaire de Chine (RPC) et l'ONU ne sont pas des plus chaleureux. En effet, il est important de se rappeler qu'en 1949 les grandes puissances ne reconnaissaient pas la légitimité du nouveau gouvernement à Beijing et voyaient encore dans le Parti nationaliste défait et réfugié dans l'île de Taiwan le seul porte-parole légitime pour tout le pays. Malgré les nombreuses demandes du premier ministre Zhou Enlai pour devenir membre, tous ses appels furent rejetés.¹⁵ Quelques mois plus tard, la Chine a combattu la force d'intervention de l'ONU lors de la guerre de Corée. Dès lors, le pays se perçoit comme l'une des premières cibles

¹³ Yeshe Choedon, 1993, *China and the United Nations*, New Dehli : South Asian publishers, p. 8

¹⁴ *Ibid.*, p. 9.

¹⁵ *Id.*

des actions de sécurité collective de l'ONU¹⁶ entraînant ainsi, pendant plusieurs années, une forte opposition de la Chine à l'égard des actions de l'organisation. De plus, les suites du conflit ont réduit le soutien international dont bénéficiait la Chine, lui laissant ainsi encore moins de chance d'accéder à l'ONU.¹⁷

Dans les années qui ont suivi, les relations entre les deux acteurs ont évolué en dents de scie. En général, la Chine a tenté de faire belle figure pour démontrer qu'elle est un bon élève des relations internationales. Par exemple, lors de la conférence de Bandung en 1955, Zhou Enlai, alors ministre des Affaires étrangères, louangeait la *coexistence pacifique*¹⁸ dans les relations interétatiques. Néanmoins, déçue par l'isolement imposée par l'ONU, la Chine a tenté de créer un forum international parallèle pouvant rivaliser avec l'organisation.¹⁹

L'arrivée de la révolution culturelle replonge les relations entre les deux acteurs au plus bas. En 1965, à la veille de la révolution culturelle, un article du *Quotidien du Peuple* définissait l'ONU comme étant « une répugnante place boursière aux mains de grandes puissances qui n'hésitent pas à acheter et à vendre la souveraineté des autres États, tout particulièrement celle des plus petites d'entre eux, comme de vulgaires actions. »²⁰ À cette époque, la politique étrangère chinoise se limitait à une attitude diplomatique provocatrice, idéologique et hostile qui a grandement affaibli

¹⁶ Wang Jianwei, «Managing Conflict : Chinese perspective on multilateral diplomacy and collective security», In Yong Deng et Wang Fei-ling, 1999, *In the Eyes of the Dragon : China Views the World*, p. 75, Lanham, Maryland : Rowman and Littlefield.

¹⁷ Cheodon, *op. cit.*, p. 11.

¹⁸ [Anonyme], Les Cinq Principes de Coexistence Pacifique sont : le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, la non-agression mutuelle, la non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et bénéfice réciproque et la coexistence pacifique. Source : [Anonyme], Les cinq principes de coexistence pacifique, Xinhuanet, [en ligne], http://www.french.xinhuanet.com/french/2005-04/23/content_106918.htm, (page consultée le 12 février 2006).

¹⁹ Selon Cheodon, le forum se devait d'être une deuxième rencontre de Bandung où certains pays africains et asiatique se serait joint à la Chine. Il semble que cette volonté de créer un nouveau forum se soit transformée en ce que nous connaissons aujourd'hui comme le mouvement des non-alignés. Cheodon, *op. cit.*, p. 4.

²⁰ Choukouné, *op. cit.*, p.17.

sa condition sur la scène internationale.²¹ L'aboutissement de la révolution culturelle coïncide avec l'arrivée d'une nouvelle stratégie formulée lors du neuvième congrès du parti communiste, où la Chine se fixe comme priorité d'utiliser une diplomatie plus accommodante pour obtenir son droit d'entrée au sein de l'ONU.²²

1.2 1971 à 1991 : Méfiance et faible participation

Au début des années 70, la désapprobation internationale à l'intégration de la Chine au sein de l'ONU s'est lentement transformée en une volonté de voir une plus grande participation du pays sur la scène internationale. Toutefois, l'opposition du gouvernement chinois envers toutes actions de l'institution pour assurer la paix et la sécurité continuait d'attirer plusieurs critiques. Au sein des opposants, certains croyaient même que l'intégration de la RPC au conseil de sécurité allait détruire l'organisation en la rendant inefficace.²³ Pourtant, le 25 octobre 1971, la résolution 2758 reconnaît le gouvernement de Pékin comme celui de la Chine, amenant le représentant du gouvernement nationaliste à Taïpei à quitter les Nations Unies.²⁴ Malgré les craintes de plusieurs, l'arrivée de la première délégation chinoise aux Nations Unies a clairement fait savoir que la Chine ne voulait d'aucune façon détruire ou perturber les procédures.²⁵ Malgré les bonnes intentions de la mission diplomatique chinoise, l'attitude du gouvernement chinois relativement aux OMP a néanmoins tardé à changer. Lors des débats au sein du conseil de sécurité, la RPC continuait de s'opposer aux OMP sous l'argument que ceux-ci violaient la souveraineté étatique. En dépit de sa forte opposition verbale, la Chine n'a cependant que rarement utilisé son droit de veto pour bloquer des interventions. En

²¹ Cheodon., *op. cit.*, p. 4.

²² *Ibid.*, p. 5.

²³ Samuel S. Kim, 1979, *China, the United Nations, and World Order*, Princeton : Princeton University Press, p. 194; Cheodon, p. 16.

²⁴ [Anonyme]. «Resolution 2758 : Restoration of the lawful rights of the PRC in the UN, General Assembly», [en ligne], <http://www.un.org/documents/ga/res/26/ares26.htm>, (page consultée le 12 septembre 2006).

²⁵ Cheodon, *op. cit.*, p. 16.

très grande majorité, son opposition s'exprimait sous la forme d'abstention au vote du conseil de sécurité.²⁶ De même, la Chine refusait aussi de participer matériellement ou financièrement à toute intervention.²⁷ Il fallut attendre la mort du *Grand Timonier*, en 1976, pour voir s'installer le début d'une nouvelle ère de collaboration avec l'ONU.

Dans le but de faciliter la modernisation économique de la Chine, le nouveau leader suprême chinois²⁸, Deng Xiaoping, décida que la Chine se devait de participer plus activement au sein des organisations internationales.²⁹ Cette époque correspond à l'arrivée de nouveaux dirigeants moins « idéologiques » tels que Zhao Ziyang et Hu Yaobang, qui ont favorisé une politique différente de celle de Mao.³⁰ En conséquence, le gouvernement chinois a assoupli ses critiques envers les OMP.³¹ Malgré une volonté de collaborer plus activement, le niveau de participation chinois au sein des OMP a cependant évolué très lentement. Il fallut attendre en 1981 pour que la Chine commence à soutenir certaines opérations.³² Cet appui n'était cependant que verbal et aucun envoi de troupes, ni même d'observateurs, n'a été effectué par le gouvernement chinois. Le plus grand changement de perspective relativement à l'ONU vint en 1982, lors du 12^e congrès du parti communiste chinois. Approuvé par Deng Xiaoping et Zhao Ziyang, Hu Yaobang a alors annoncé³³ que la Chine poursuivrait à partir de maintenant une « politique étrangère indépendante de

²⁶ Kim, *op. cit.*, p. 202.

²⁷ *Ibid.*, p. 17-18.

²⁸ De 1978 à 1983, le poste de Président de la République a été aboli et c'est à titre de Président de la Commission militaire centrale du Parti et la CMC de l'État que Deng Xiaoping était maître du pays.

²⁹ Evan S. Medeiros, «China's new diplomacy», *Foreign Affairs*, vol. 82, no. 6 (2004), p. 24.

³⁰ Immanuel C.Y. Hsü, 1990, *The rise of modern China*, 4th ed, New York : Oxford University Press, p. 854-855.

³¹ Lowell Dittmer, «Reform and Chinese Foreign Policy», In Chien-min Chao et Bruce J. Dickson (eds.), 2001, *Remaking the Chinese State: Strategies, Society, and Security*, p. 180, New York and London : Routledge.

³² Choukroune, *op. cit.*, p. 41.

³³ Lu Ning, 2000, *The dynamics of foreign policy decision making in China*, Boulder (Co) : Westview Press, p. 95.

paix », adoptant ainsi une politique équilibrée envers les États-Unis et l'URSS.³⁴ Conséquemment, la Chine décida du même coup d'intensifier ses activités au sein de l'ONU.³⁵ De la sorte, la Chine mit fin à toute forme d'hostilités envers l'organisation, affirmant que celle-ci avait commis des erreurs dans le passé, mais reconnaissant qu'en général elle avait contribué à assurer la paix et la prospérité dans le monde.³⁶

Au milieu des années 80, la Chine commence sérieusement à s'intéresser aux OMP. En 1985, le gouvernement chinois dépêche une première délégation composée de deux officiers de l'armée populaire de libération (APL) et du directeur chargé des organisations internationales au sein du Ministère des Affaires étrangères (MAE) pour examiner le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies chargée de la Surveillance de la Trêve au Moyen-Orient (ONUST).³⁷ Il fallut toutefois attendre encore quelques années pour constater des changements significatifs de la part du gouvernement chinois.

Étant le seul partenaire du conseil de sécurité à ne pas être membre du Comité spécial des OMP (CSOMP), la Chine choisit 1988, année où les casques bleus ont reçu le prix Nobel de la paix, pour faire une demande d'admission au secrétaire général, Javier Pérez de Cuellar.³⁸ Quelques mois plus tard, le CSOMP et l'Assemblée générale autorisent à l'unanimité que la Chine siège au sein du comité. Dès lors, le gouvernement chinois décide de participer plus activement au sein du processus décisionnel. Deux mois après son entrée au CSOMP, il envoie au

³⁴ Pang Zhongying, «China's changing attitude to UN peacekeeping», *International Peacekeeping*, vol. 12, no. 1 (Spring 2005), p. 90.

³⁵ Wang Jianwei, *op. cit.*, p. 75.

³⁶ *Id.*

³⁷ Choukroune, *op. cit.*, p. 41.

³⁸ *Ibid.*, p. 42.

secrétaire général un lot de suggestions et de commentaires à propos des OMP.³⁹ Après ces débuts prometteurs, le processus semblait condamné à stopper: dans l'année qui suivit le massacre de la place Tian'anmen⁴⁰, le gouvernement chinois a semblé adopter un profil bas sur la scène internationale.⁴¹ Il a plutôt choisi de redorer son image internationale⁴² et s'est engagé sérieusement dans les discussions du conseil de sécurité en votant favorablement l'envoi de trois forces d'observation de l'ONU.⁴³ Malgré qu'il n'ait pas déployé d'observateur lors de ces missions, le gouvernement chinois a suivi le déroulement des mandats avec une grande attention. Dès 1990, il décide, pour la première fois, de déployer cinq observateurs au sein de l'ONUST.⁴⁴

Essentiellement, les quarante années qui séparent l'arrivée au pouvoir du Parti communiste et sa première grande participation aux OMP peuvent se résumer comme une période de grande frustration, d'espoir et d'apprentissage. Les années suivantes annoncent le début d'une nouvelle ère dans la relation entre le gouvernement chinois et l'ONU.

1.3 1991 à aujourd'hui : une participation plus active et diverse

La fin de la guerre froide a inauguré le début d'une nouvelle ère pour la préservation de la paix et de la sécurité par l'ONU. Les nouvelles missions sont plus nombreuses

³⁹ Malgré plusieurs recherches, aucun document, ni spécialiste, n'élabore sur les propositions du gouvernement chinois. Si l'on s'en tient à la position du gouvernement, les recommandations doivent se rattacher au cinq concepts de coexistence pacifique.

⁴⁰ En chinois, le massacre de la place Tiananmen en 1989 est connu sous deux termes : l'incident du 4 juin ou le mouvement du 4 juin pour les dissidents.

⁴¹ Pang Zhongying, p. 97.

⁴² *Id.*

⁴³ Les trois missions sont : le Groupe d'Observateurs Militaires des Nations Unies en Iran et en Irak (GOMNUII / UNIMOG), la Mission de Bon Offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan (MBONUAP), et le Groupe d'Observateurs des Nations Unies en Amérique Centrale (UNOGICA). Source : Choukroune, *op. cit.*, p. 43.

⁴⁴ *Id.*

qu'autrefois, nécessitant ainsi une demande accrue de personnel. En effet, les besoins de l'ONU sont passés de 11 000 en 1991 à 78 000 deux ans plus tard.⁴⁵ En plus, nombre de ces nouvelles missions sortent du cadre d'intervention classique qui était de s'interposer entre deux partis en conflit.⁴⁶ La nouvelle collaboration entre les cinq membres permanents du conseil de sécurité (P5) permet maintenant à l'ONU d'aborder une variété de conflits tels que les guerres civiles et les crises humanitaires⁴⁷, et ainsi décider quelles mesures l'organisation doit entreprendre pour régler une situation qui menace la paix.⁴⁸ Dans plusieurs de ces cas, les règles d'intervention élaborées par Dag Hammarskjöld ne pouvaient plus être appliquées à la lettre. Comme le stipule John Gerard Ruggie : Les « Nations Unies sont entrées dans le domaine des activités militaires qui pourraient être définies comme étant un "no man's land" situé quelque part entre les OMP traditionnelles et l'intervention militaire pour laquelle l'ONU manque de direction. »⁴⁹ Contrairement aux interventions classiques de l'ONU, le nouveau type de mission prend racine dans le chapitre VII⁵⁰ de la Charte des Nations Unies et de façon générale, possèdent un ou plusieurs des aspects suivants : l'absence d'une résolution politique, l'absence du consentement de tous les partis, l'autorisation d'utiliser la force et un commandement autre que celui de l'ONU.⁵¹

⁴⁵ Charles-Philippe David, 2000, *La guerre et la paix*, Paris : Presses de Science Po, p. 370.

⁴⁶ Taylor M. Fravel, «China's Attitude Toward U.N. Peacekeeping Operations Since 1989», *Asian Survey*, vol. 36, no. 11 (November 1996), p. 1105.

⁴⁷ *Id.*

⁴⁸ [Anonyme], «Chapitre VII : Action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression », Chartes de Nations Unies, [en ligne], <http://www.un.org/french/aboutun/charte7.htm>, (page consultée le 20 juillet 2005).

⁴⁹ John Gerard Ruggie tel que cité par Alex Morrison, 1993, *The Changing Face of Peacekeeping*, Toronto : Canadian Institute of Strategic Studies, p. 71.

⁵⁰ Intitulé *action en cas de menace contre la paix, de la rupture de la paix et d'acte d'agression*

⁵¹ Taylor, *loc. cit.*, p. 1106.

Devant ces nouveaux changements, la RPC a décidé que le concept *non traditionnel*⁵² d'intervention était non conforme avec la perception qu'elle entretient des OMP.⁵³ Selon le gouvernement chinois, ce type de mission enfreint sa conception « westphalienne » de la souveraineté ainsi que les cinq principes de coexistence pacifique.⁵⁴ La RPC entrevoit une participation seulement si la force d'intervention est impartiale, que tous les partis ont consenti à l'intervention, qu'aucune force n'est utilisée sauf dans un cas d'autodéfense, et que tout déploiement est effectué seulement après l'accord de cessez-le-feu.⁵⁵ Dans le cas où les missions s'écartent de ces concepts classiques d'intervention, la Chine retourne à la même position tenue lors des années 70 et 80 et s'abstient de tout vote au conseil de sécurité.⁵⁶ Bien que plusieurs accusent la Chine d'indifférence envers la variété de conflits qui sévit dans le monde, le gouvernement chinois prétend qu'il s'oppose pour éviter un précédent qui pourrait éroder la souveraineté étatique et amener une intervention étrangère au sein des affaires internes d'un État.⁵⁷ Pourtant, même si le type de mission qu'il exclut réduit ses chances de collaborer à certaines interventions, la RPC continue néanmoins d'augmenter sa participation au sein des OMP.

Pour la première fois le 11 mars 1991, l'état-major de l'APL a donné l'ordre de former une première unité de casques bleus chinois.⁵⁸ Malgré la ferme opposition de la RPC à l'intervention en Iraq, le gouvernement chinois a dépêché des observateurs pour la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (MONUIK) et la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au

⁵² L'utilisation du terme non-traditionnel incluent les deux nouveaux types d'interventions : l'imposition de la paix (*Peace enforcement*) et la consolidation de la paix (*peacebuilding*).

⁵³ *Id.*

⁵⁴ *Ibid.*, p. 1107.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 1105.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 1109.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 1116.

⁵⁸ Choukroune, *op. cit.*, p. 51.

Sahara (MINURSO) en 1991. En avril 1992, le gouvernement chinois a décidé d'augmenter sa participation en envoyant pour la première fois un bataillon de quatre cents ingénieurs pour la mission de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC).⁵⁹ En dépit de cette participation considérable, la Chine n'a pas senti le désir de reproduire ce type d'engagement lors d'autres missions.

Entre 1993 et 1998, la Chine est retournée à sa position antérieure et s'est limitée à n'envoyer que des observateurs dans quelques missions; telles celles de l'Opération des Nations Unies au Mozambique (ONUMOZ) en 1993; la Mission de bons office des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan (UNGOMAP)⁶⁰ et la Mission d'observation des Nations Unies au Sierra Leone (MONUSIL) en 1998. Pourtant, en même temps que cette faible participation, le gouvernement chinois a décidé de prendre part en 1997 aux *United Nations Stand-by Arrangements System*⁶¹ (UNSAS); un comité au sein du département des OMP chargé d'établir des standards de déploiement de casques bleus dans un court laps de temps.⁶²

Il fallut attendre l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) en 2000 pour revoir le gouvernement chinois faire appel à un nombre important de casques bleus. Toutefois, la Chine n'a pas déployé cette fois-ci un bataillon d'ingénieurs, comme lors de la mission au Cambodge, mais bien un contingent de policiers de la Police armée populaire (PAP) ou « *renmin wuzhuang jingcha budui* ». Ce n'est qu'avec la participation à la Mission de l'ONU au Congo (MONUC) en 2001 que le gouvernement chinois décide d'envoyer à nouveau des

⁵⁹ Choukroune, *op. cit.*, p. 132.

⁶⁰ United Nations Good Offices Mission in Afghanistan and Pakistan

⁶¹ Ce standard permet à l'ONU d'avoir des troupes en réserve dans les pays participant prêtes à être déployé dans un délais rapide. Pour les pays faisant partie de la classe A ceux-ci doivent être apte à déployer des troupes pour l'ONU en 90 jours. Un pays de classe B se doit de le faire en 60 jours tandis qu'un pays de classe C est capable en 30 jours.

⁶² Sun Xiaoqin et al, « History of UN peacekeeping operation, Chinese peacekeepers in action », [en ligne], http://english.chinamil.com.cn/site2/special-reports/2004-09/13/content_12903.htm, (page consultée le 8 février 2005).

militaires.

En 2002, la Chine n'a participé à aucune mission de paix, mais le pays a finalement rejoint le statut de classe A au sein de UNSAS; position qui détermine que la Chine a maintenant les capacités de déployer certains contingents de casques bleus dans un espace de 90 jours.⁶³ Cette même année, le gouvernement chinois a accepté les invitations de l'Australie, du Canada et de la France pour visiter leurs installations afin d'améliorer la formation des casques bleu chinois et aider la Chine à participer plus activement aux OMP.⁶⁴ En 2003, malgré l'envoi d'un seul policier à la Mission d'assistance de l'ONU en Afghanistan (UNAMA)⁶⁵, la Chine a renouvelé son engagement au sein des OMP avec l'envoi de 558 soldats, 14 observateurs et 25 policiers pour la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL)⁶⁶. En 2004, après l'envoi de 19 policiers pour la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), la Chine organisa sa dernière grande participation en avril de la même année pour la Mission des Nations Unies pour la stabilisation à Haïti (MINUSTAH) où le gouvernement chinois a envoyé 133 policiers à Haïti. À la fin de 2004, trois observateurs chinois ont pris part à l'Opération des Nations Unies au Burundi (ONUB) et depuis cette date, la Chine n'a plus déployé de casques bleus. Toutefois, les récentes déclarations de la mission chinoise aux Nations Unies témoignent que le gouvernement chinois a la ferme intention de coopérer si l'ONU

⁶³ Sun Xiaoqin et al, «Background : UN peacekeeping operation, Chinese peacekeepers in Action», PLA daily, [en ligne], http://english.chinamil.com.cn/site2/special-reports/2004-09/13/content_12906.htm, (page consultée le 18 octobre 2005).

⁶⁴ Robert Sae-Liu, «China Rethinks UN Role», *Jane's Defence Weekly*, vol. 37, no. 21 (May 8, 2002), p. 21.

⁶⁵ United Nations Assistance Mission in Afghanistan.

⁶⁶ [Anonyme], *China's National Defense in 2004*, Information Office of the State Council of the People's Republic of China, (December 2004), Beijing, chapitre 9, [en ligne], <http://english.people.com.cn/whitepaper/defense2004/defense2004.html>, (page consultée le 12 juillet 2005).

décide d'intervenir dans la province du Darfour au Soudan.⁶⁷ Par conséquent, la Chine a démontré entre 1991 et 2004 qu'elle désire maintenant agir activement au sein de l'ONU et des OMP.

La position officielle du gouvernement chinois exprimée dans son livre blanc de la défense de 2004 résume bien la façon dont le gouvernement entrevoit les OMP.

La Chine supporte et participe activement aux opérations de maintien de la paix qui sont en harmonie avec l'esprit de la Charte des Nations Unies. Nous maintenons que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies doivent être conformes aux buts et principes de la Charte de l'ONU ainsi que d'autres principes universellement reconnus gouvernant les missions de paix.⁶⁸

Au-delà des déclarations d'intention, il reste des pas importants à franchir pour que la participation chinoise soit au même niveau que d'autres nations. L'analyse des missions auquel la Chine a collaboré avec les besoins de l'ONU permet d'évaluer la portée réelle de ces engagements.

1.4 Statistique comparée de la participation chinoise

La liste de missions auxquelles la Chine a participé s'allonge. En quatorze ans, le gouvernement chinois a dépêché plus de 2570 militaires, 785 observateurs et 404 policiers dans 18 missions.⁶⁹ En 2004, 776 militaires, 66 observateurs et 194 policiers sont encore en opération à travers le monde.⁷⁰ En ordre d'importance, la

⁶⁷ [Anonyme], «China takes active part in UN peacekeeping operations», *People's Daily Online*, [en ligne], http://english.people.com.cn/200509/13/eng20050913_208332.html, (page consultée le 13 octobre 2005).

⁶⁸ *China's National Defense in 2004*, *op. cit.*

⁶⁹ *Id.*

⁷⁰ *Id.*

mission à laquelle la Chine a déployé le plus de soldats demeure la MINUL avec 1172 personnes, l'APRONUC avec 897 individus et la MONUC avec 698 soldats.

Tableau 1 : Liste des missions auxquelles la R.P.C a pris part.

Opération de maintien de la paix	Abréviation	Année	Troupes		Observateurs		Police	
			Actif	Total	Actif	Total	Actif	Total
Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve	UNTSO	Avr. 1990-présent			5	75		
Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït	MONUIK	Avr. 1991-Oct. 2003				164		
Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental	MINURSO	Sept. 1991-présent			19	252		
Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge	APRONUC	Dec. 1991-Sept. 1993		800		97		
Opération des Nations Unies au Mozambique	ONUMOZ	Juin. 1992-Dec. 1994				20		
Mission d'observation des Nations Unies au Libéria	MONUL	Nov. 1993-Sept. 1997				33		
Mission de bons office des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan	UNGOMAP	Mai 1998-Janv. 2000				2		
Mission d'observation des Nations Unies au Sierra Leone	MONUSIL	Aug. 1998-présent			3	36		
Administration transitoire des Nations Unies au Timor Oriental	ATNUTO	Janv. 2000-présent					16	200
Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée	MINUEE	Oct. 2000-présent			7	28		
Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine	MINUBH	Janv. 2001- Jan 2002.						20
Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo	MONUC	Avr. 2001-présent	218	654	12	44		
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	UNAMA	Janv. 2003-présent					1	2
Mission des Nations Unies au Libéria	MINUL	Oct. 2003-présent	558	1116	14	26	25	30
Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire	ONUCI	Mar. 2004-présent			3	5		
Mission d'administrations intérimaire des Nations Unies au Kosovo	MINUK	Avr. 2004-présent					19	19
Mission des Nations Unies pour la stabilisation à Haïti	MINUSTAH	Mai 2004-présent					133	133
Opérations des Nations Unies au Burundi	ONUB	Juin 2004-présent			3	3		
Total			776	2570	66	785	194	404

Source : [Anonyme], *China's National Defense in 2004*, Information Office of the State Council of the People's Republic of China, (December 2004), Beijing, chapitre 9, [en ligne] <http://english.people.com.cn/whitepaper/defense2004/defense2004.html>, (page consultée le 12 juillet 2005).

Au cours de ces missions, plus de trente soldats furent blessés, et six casques bleus chinois ont perdu la vie.⁷¹ Selon Drew Thompson, la Chine a fourni depuis 2004, plus de troupes, observateurs et policiers aux OMP que n'importe quel autre membre permanent du conseil de sécurité.⁷² Toutefois, parmi les contributeurs, la Chine se place au 15e rang.⁷³ Si l'on s'en tient à ce classement, il serait possible de conclure que la Chine participe de façon importante au sein des OMP. Toutefois, la réalité oblige à nuancer. Avec seulement 3 750 individus ayant participé aux OMP, la participation chinoise représente une modeste proportion des 71 554 soldats, observateurs et policiers qui travaillent en ce moment dans 18 missions de l'ONU.⁷⁴ L'envoi de troupes constitue une tranche énorme des besoins de l'ONU avec 86 %, les forces policières et les observateurs ne représentent que 105 et 4 % respectivement. Si l'on compare l'ensemble du personnel présentement déployé par la Chine en proportion du nombre total de participants au sein des OMP, on peut constater que la collaboration chinoise est presque invisible. D'après les statistiques de l'ONU, la Chine ne contribue qu'à 1.28 % des 61 748 soldats, 2.67 % des 2 692 observateurs et 2.70 % des 7 271 policiers oeuvrant au sein des OMP.⁷⁵ Ces statistiques suggèrent donc que la participation chinoise reste minime.

⁷¹ [Anonyme], «Six chinese servicemen died in UN peacekeeping operations : White paper», People's Daily Online, [en ligne], http://english.people.com.cn/200412/27/eng20041227_168796.html, (page consultée le 5 février 2006).

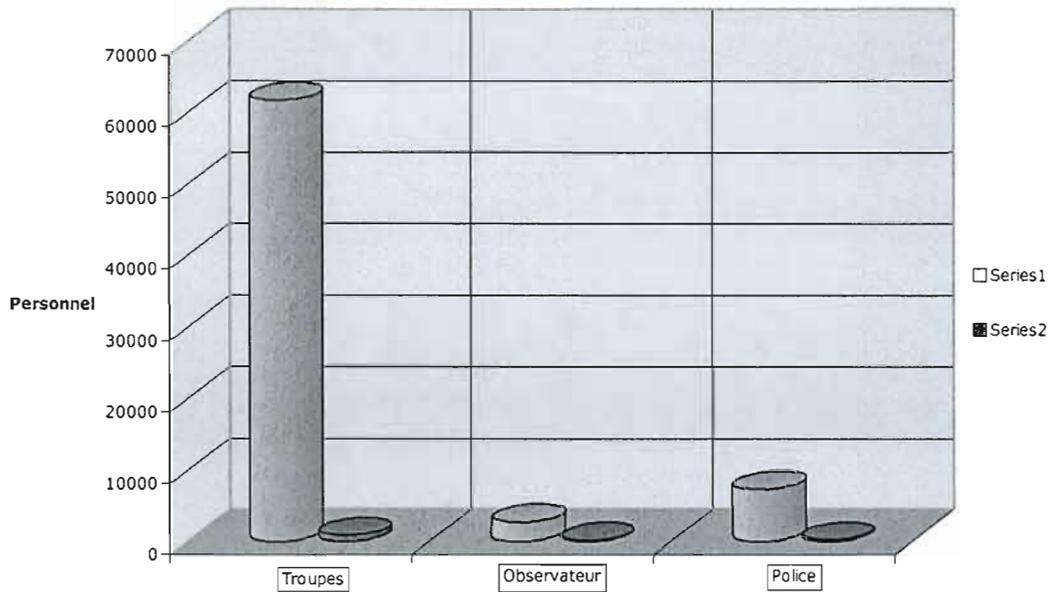
⁷² Drew Thompson, «Beijing's participation in UN peacekeeping operations», The Jamestown foundation, [en ligne], http://www.jamestown.org/publications_details.php?volume_id=408&issue_id=3328&article_id=2369731, (page consultée le 30 octobre 2005).

⁷³ [Anonyme], «Ranking of military and Police contributions to UN Operations, United Nation Peacekeeping department», [en ligne], http://www.un.org/Depts/dpko/dpko/contributors/2006/jan06_2.pdf, (page consultée le 15 février 2006).

⁷⁴ [Anonyme], «United nations peacekeeping operation fact sheet, United Nation Peacekeeping department», [en ligne], <http://www.un.org/depts/dpko/dpko/bnote.htm>, (page consultée le 30 mars 2006).

⁷⁵ *Idem.*

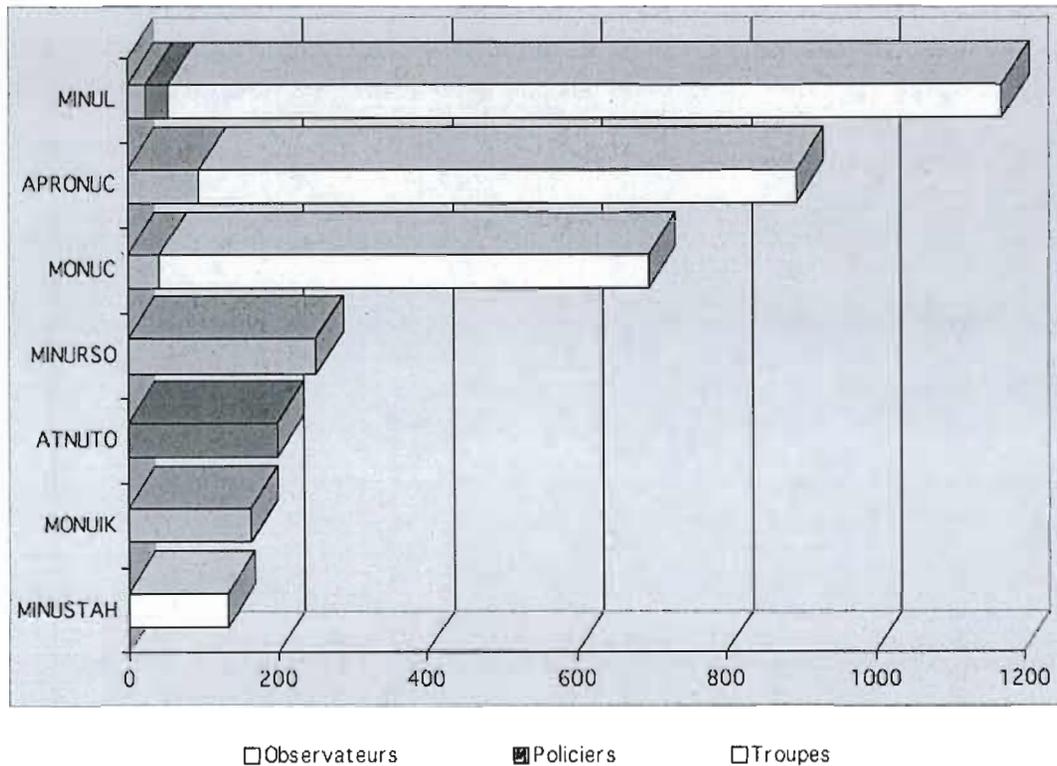
Figure 1 :Taux de participation chinois aux OMP



Source : United Nation Peacekeeping department, et *China's National Defense in 2004*.

Bien qu'il soit possible d'observer une augmentation croissante de la collaboration chinoise aux OMP, très peu de ces missions ont nécessité un engagement majeur de la part du gouvernement chinois. Sur ces 18 missions, 10 n'ont été que des missions d'observations et cinq n'ont nécessité qu'un contingent de policier. Si l'on soustrait les missions où le gouvernement chinois a recouru à du personnel totalisant moins de 100 individus, la Chine n'a participé qu'à sept missions d'importance dont seulement trois ont dépassé l'envoi de cinq cents casques bleus.

Figure 2 : Contribution maximale de la Chine



Source : [Anonyme], *China's National Defense in 2004*, Information Office of the State Council of the People's Republic of China, (December 2004), Beijing, chapitre 9, [en ligne], <http://english.people.com.cn/whitepaper/defense2004/defense2004.html>, (page consultée le 12 juillet 2005).

Néanmoins, toutes ces statistiques n'incluent pas le phénomène de rotation de troupes. En effet, il est d'usage que certains contingents soient remplacés lors d'une mission par d'autres troupes, ce qui augmente le nombre total de casques bleus chinois ayant participé, décuplant ainsi les statistiques d'un pays. Par exemple, le gouvernement chinois a fait usage d'un bataillon de quatre cents ingénieurs pour l'APRONUC au Cambodge. Toutefois, sur le Tableau 1.1, il est possible de constater que le gouvernement chinois inscrit que la totalité des troupes déployée lors de la mission est de 800 soldats. La véritable collaboration est de 400 soldats, mais une rotation de troupes donne une image erronée qui surestime la participation de l'État, au cours de la mission. Par conséquent, la réelle participation chinoise se

situe même plus bas que les statistiques du tableau 1.1. En effet, la Chine n'a fourni qu'un total de 1 176 soldats, une centaine d'observateurs ainsi qu'environ 200 policiers au sein des nombreux postes de l'ONU.

En comparaison avec d'autres pays similaires, la Chine ne fait pas plus belle figure. Par exemple, l'Inde a dépêché pour le mois de janvier 2006 plus de 7339 soldats, observateurs et policiers pour les missions onusiennes.⁷⁶ En comparaison, la Chine n'a que 1060 soldats, observateur et policier déployés sur le terrain.⁷⁷ Par conséquent, la Chine participe beaucoup moins que d'autres États dans une situation similaire à la sienne.

En plus, plusieurs statistiques démontrent que la Chine contribue à moins d'un pour cent du budget de l'ONU et des OMP, ce qui est, encore une fois, très faible comparativement aux autres pays participants.⁷⁸ En effet, la Chine reste ambivalente, voire méfiante envers les OMP. Même si le gouvernement chinois semble affirmer que la Chine participe de plus en plus à tous les aspects qui entourent les OMP, sa participation demeure principalement verbale.

1.5 Conclusion

Il est maintenant clair que l'évolution de la participation chinoise aux OMP est plus modeste que les apparences et le statut de puissance émergente de la Chine ne le suggèrent. Au-delà des 18 expéditions auxquelles la RPC a collaboré, on peut compter sur une main les missions qui peuvent être considérées comme une intervention importante. Malgré une rhétorique plus positive, une évolution de la

⁷⁶ Ranking of military and Police contributions to UN Operations, United Nation Peacekeeping department, *loc. cit.*

⁷⁷ *Id.*

⁷⁸ Bates Gill et John Reilly, «Sovereignty, Intervention and Peacekeeping: The View from Beijing», *Survival*, vol. 42, no. 3 (2000), p. 43.

participation ainsi que de grands discours sur l'importance de l'ONU, il reste que les statistiques ne semblent pas appuyer les paroles du gouvernement chinois. Ainsi, il reste essentiel d'analyser les éléments qui peuvent expliquer la position de la Chine envers l'ONU. Les prochains chapitres vont tenter d'évaluer la capacité de différentes approches théoriques à expliquer les motivations du gouvernement chinois.

CHAPITRE II

LES ANALYSES LIBÉRALES DE LA PARTICIPATION CHINOISE

2.1 Introduction

Fondée en partie sur les idées de John Locke, d'Immanuel Kant et d'Adam Smith, l'approche libérale croit que le monde peut être unifié et pacifié par des « institutions universelles et le libre-échange ». ⁷⁹ Les théories libérales insistent que la coopération n'est pas aussi difficile que les réalistes le prétendent. ⁸⁰ Si l'on s'en tient à ce postulat, la vieille théorie des « Boules de billard » ⁸¹ est donc remplacée par l'interdépendance sous forme de « Toile d'araignée ». ⁸² Contrairement à la vision réaliste qui considère les conflits armés comme inévitables et la quête de la puissance insatiable, les libéraux croient qu'il est possible de prévenir les guerres et d'instaurer une paix durable en tenant compte des nouveaux mécanismes multilatéraux, tels les Nations Unies, pouvant assurer à long terme un système international stable. ⁸³ Au sein des relations internationales, les libéraux affirment qu'il existe trois éléments qui incitent les acteurs à coopérer : l'interdépendance

⁷⁹ Chantal Robichaud, «Libéralisme», In Alex Macleod et al, 2004, *Relations internationales : Théories et concepts*, p. 123, Montréal, Éditions Athéna.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 91.

⁸¹ Le concept des boules de billard est rattaché au paradigme réalisme classique qui centre l'étude des relations internationales sur les relations interétatiques où la capacité et la lutte pour la survie des États dans un environnement anarchique est centrale. Au sein de celui-ci, il n'existe aucune place pour les acteurs non étatiques, la coopération et l'élaboration de règles de droit. Source : Charles-Philippe David, 2000, *La guerre et la paix*, Paris : Presses de Science Po, p. 39.

⁸² *Ibid.*, p. 41.

⁸³ *Ibid.*, p. 42.

économique, les institutions internationales et la démocratisation.⁸⁴ Pour la Chine, ces trois aspects seraient très importants pour aider à comprendre la participation chinoise aux OMP. Toutefois, devant les nombreuses contradictions entre la participation limitée et la volonté affichée de collaborer du gouvernement chinois, il est essentiel d'analyser le sujet en prenant en compte deux approches libérales distinctes; l'une optimiste, l'autre pessimiste. La différence entre les deux perspectives se situe dans la façon dont celles-ci entrevoient l'impact qu'exercent sur la politique étrangère chinoise les variables que les approches libérales considèrent importantes. Les optimistes croient que les éléments pacificateurs du postulat libéral contribuent à augmenter la coopération entre deux acteurs tandis que les pessimistes préfèrent identifier les facteurs qui peuvent réduire cette collaboration.⁸⁵ Ces deux variantes des approches libérales permettent de prendre en compte un large éventail de facteurs qui peuvent influencer la participation chinoise aux OMP.

2.2 Le libéralisme optimiste

En grande partie parce que l'approche libérale relève de Kant et des courants idéalistes qui ont repris ses idées au début du XXe siècle, la théorie se veut relativement optimiste quant aux relations interétatiques.⁸⁶ Les libéraux optimistes prétendent que plusieurs facteurs au sein des relations internationales favorisent la coopération. En ce qui concerne la Chine, les tenants de cette approche croient que la coopération avec les Nations Unies peut être affectée par l'interdépendance économique et l'importance des institutions internationales.⁸⁷ Malgré que le gouvernement chinois adhère à de nombreuses notions réalistes au cœur de sa

⁸⁴ Aaron. L. Friedberg, «The future of US.-China relations: is conflict inevitable?», *International Security*, vol. 20, no. 3 (Fall 2005), p. 11.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 12.

⁸⁶ *Id.*

⁸⁷ *Id.*

politique étrangère, plusieurs concepts libéraux prennent une place de plus en plus importante pour inspirer la politique extérieure du gouvernement chinois.⁸⁸ C'est ce qu'avance dans son étude Deng Yong, qui constate que les valeurs libérales sont en pleine expansion au sein du gouvernement chinois.⁸⁹ Depuis l'ouverture de la Chine vers une économie de marché, l'importance de la puissance militaire est de plus en plus reléguée au deuxième rang, derrière l'économie.⁹⁰ Serait-il possible que le commerce ait joué un rôle important dans la participation chinoise aux OMP? Il reste à savoir quelle est l'influence de celui-ci dans la formulation de la politique étrangère chinoise.

2.2.1 L'importance du commerce

Selon Albert Hirschman, l'impact positif des activités commerciales dans les relations internationales est un sujet qui a été examiné dès le 18e siècle.⁹¹ Intitulé *doux commerce anciennement*, la théorie de l'influence positive du commerce se voulait un contrepoids à la doctrine réaliste défendue à l'époque par les mercantilistes, qui mettaient l'accent sur l'importance du protectionnisme pour préserver le pouvoir économique des nations dans un monde où ceux-ci se livrent une compétition farouche.⁹² Le libéralisme économique rejette cette vision et préconise le libre-échange et une économie de marché comme moyens de préserver la paix et la prospérité dans le monde.⁹³ En conséquence, les libéraux optimistes

⁸⁸ Hu Weixing, Gerald Chan, et Zha Daojiong, «Understanding China's Behaviour in World Politics», In Hu Weixing, Gerald Chan et Zha Daojiong, 2000, *China's International Relations in the 21st Century: Dynamics of Paradigm Shifts*, p. 121, Maryland : University Press of America.

⁸⁹ Yong Deng, 1999, Conception of national interest, *op. cit.*, p. 53.

⁹⁰ Michel Oksenberg, «Introduction», In Elizabeth Economy and Michel Oksenberg (eds.), 1999, *China Joins the World: Progress and Prospects*, p. 5, New York : Council on Foreign Relations Press.

⁹¹ Albert Hirschman cite par Micheal Doyle, 1997, *Ways of war and peace : realism, liberalism and socialism*, London : Norton and company, p. 231

⁹² *Ibid.*, p. 231.

⁹³ John Baylis et Steve Smith, 2005, *The Globalization of World Politics*, New York : Oxford University Press, p. 212.

voient dans les échanges économiques entre la Chine et les autres pays la démonstration de la volonté du gouvernement chinois à développer des relations pacifiques entre les États.⁹⁴ Comme l'affirme Aaron Friedberg, les activités commerciales entre pays établissent des intérêts mutuels et puissants créant un environnement pacifique.⁹⁵ Selon les théories libérales qui sous-tendent ce raisonnement, le commerce deviendrait donc une force incitant les États à coopérer.⁹⁶ Sachant qu'un environnement sans conflit est propice au commerce, les libéraux optimistes croient que le gouvernement chinois participe aux OMP pour réduire les hostilités qui pourraient autrement affecter son économie. En d'autres termes, si la Chine accroît ses échanges économiques avec d'autres États, ses intérêts au sein de l'ONU devraient être mieux soutenus. Il est donc important d'examiner si la RPC a accentué sa participation à cause de sa croissance économique et du désir de protéger son commerce. Pour ce faire, il apparaît capital de vérifier s'il existe une corrélation entre l'essor de l'économie chinoise et sa coopération aux OMP.

En égard au progrès économique, il est possible de parler de « miracle économique chinois.» Entre 1979 et 1997, la croissance du produit intérieur brut chinois a été en moyenne de 9.8 %.⁹⁷ Simultanément à ces bonds fulgurants de l'économie chinoise, les intérêts du gouvernement de la RPC au sein des relations internationales se sont développés. Selon Pang Zhongying, c'est principalement la mutation vers une économie de marché qui a poussé le gouvernement communiste à transformer des aspects importants de sa politique étrangère.⁹⁸ Par exemple, Deng Xiaoping a décidé, au cours des années 80, de promouvoir un engagement plus constant avec la

⁹⁴ Friedberg donne en exemple James L. Richardson, «Asia-Pacific : The case for geopolitical optimism», *National Interest*, no. 38 (winter 1994/1995), p. 28-39.

⁹⁵ *Id.*

⁹⁶ Charles-Philippe David, *op. cit.*, p. 116.

⁹⁷ Keith Crane et al, «Modernizing china's military: opportunities and constraints», RAND corporation, [en ligne], <http://www.rand.org/pubs/monographs/MG260-1/index.html>, (page consultée le 12 février 2006).

⁹⁸ Pang Zhongying, «China's changing attitude to UN peacekeeping», *International Peacekeeping*, vol. 12, no. 1 (Spring 2005), p. 89.

communauté internationale dans le but de faciliter la modernisation économique du pays.⁹⁹ Depuis, la Chine interagit plus fréquemment avec plus d'États et d'organisations internationales que jamais auparavant.¹⁰⁰ La croissance économique chinoise a donc pris forme dans l'acceptation que les intérêts nationaux de la RPC demandent une intégration de plus en plus grande au sein de la communauté internationale.¹⁰¹ De plus, l'interdépendance économique a apporté certains éléments de libéralisation en Chine qui se reflètent maintenant dans sa politique étrangère.¹⁰² Il va sans dire que la croissance de la RPC est impossible sans un accès constant au marché étranger.¹⁰³ En effet, les liens économiques qu'a tissés la Chine ont contribué à intéresser le gouvernement chinois au sort de certains États. Pour cette raison, la Chine se décide d'utiliser une politique étrangère beaucoup plus participative au sein des relations internationales.¹⁰⁴

Par exemple, durant la crise financière asiatique de 1997, la Chine a saisi l'occasion pour projeter une nouvelle image de *pays responsable* au sein de la communauté internationale.¹⁰⁵ Créé par Zhu Rongji, le terme suggérait que la Chine est un acteur engagé à maintenir un environnement pacifique.¹⁰⁶

La collaboration du gouvernement chinois aux OMP sur le continent africain témoignerait elle aussi de l'importance de l'économie. Quoique la Chine soit

⁹⁹ Evan S. Medeiros et M. Taylor Fravel, «China's New Diplomacy», *Foreign Affairs*, vol. 82, no. 6 (2004), p. 24.

¹⁰⁰ Taylor, M. Fravel, «China's Attitude Toward U.N. Peacekeeping Operations Since 1989», *Asian Survey*, vol. 36, no. 11 (November 1996), p. 1120.

¹⁰¹ Bates Gill et John Reilly, «Sovereignty, Intervention and Peacekeeping: The View from Beijing», *Survival*, vol. 42, no. 3 (2000), p. 43.

¹⁰² Yong Deng, «Escaping the Periphery : China National Identity in World Politics», In Weixing Hu, Gerald Chan et Daojiong Zha, 2000, *China's International Relations in the 21st Century Dynamics of Paradigm Shifts*, p. 58, Maryland : University Press of America.

¹⁰³ George Segal, «Does China matter?», *Foreign Affairs*, vol. 78, no. 5 (1999), p. 48; Yongnian Zheng, 1999, *Discovering Chinese Nationalism in China: Modernization, Identity, and International Relations*, Cambridge : Cambridge University Press, p. 112.

¹⁰⁴ Pang Zhongying, *loc. cit.*, p. 96.

¹⁰⁵ *Id.*

¹⁰⁶ *Id.*

présente en Afrique depuis 1960, le niveau de participation a nettement augmenté et les intentions du gouvernement sont largement différentes de celles d'autrefois. Au début, les intentions du gouvernement chinois en Afrique étaient principalement de faire une lutte diplomatique aux pays occidentaux, à l'URSS, et à Taiwan.¹⁰⁷ À la fin du siècle, la Chine est retournée en Afrique avec un besoin grandissant en ressources naturelles, mais aussi de l'argent et le pouvoir nécessaire pour protéger ses intérêts.¹⁰⁸ En effet, la RPC offre maintenant aux pays africains, ce que Princeton Lyman intitule, le *complete package*; de l'argent, de l'expertise technique et l'influence de la Chine comme membre permanent du conseil de sécurité.¹⁰⁹ L'envoi de casques bleus chinois sur le continent africain semble faire aussi partie des avantages accordés par la Chine.

Avec des échanges commerciaux estimés à 18 milliards en 2003¹¹⁰ et des investissements de 40 milliards dans les mines africaines, la Chine se doit de s'assurer que ces investissements sont protégés et rapportent à son économie.¹¹¹ Ces chiffres sont particulièrement imposants lorsque l'on sait que, entre 1996 et l'an 2000, les États-Unis n'ont investi que 9,25 milliards sur le continent africain.¹¹²

Depuis 1991, la Chine a participé à neuf opérations sur dix-huit en Afrique, ce qui témoigne de la volonté du gouvernement chinois à voir des relations pacifiques sur le continent, et à y préserver ses intérêts économiques présents et futurs. Par

¹⁰⁷ Princeton N. Lyman, «China's rising role in Africa», *Council on Foreign relation*, [en ligne], http://www.cfr.org/publication/8436/chinas_rising_role_in_africa.html, (page consultée le 20 février 2006).

¹⁰⁸ *Id.*

¹⁰⁹ *Id.*

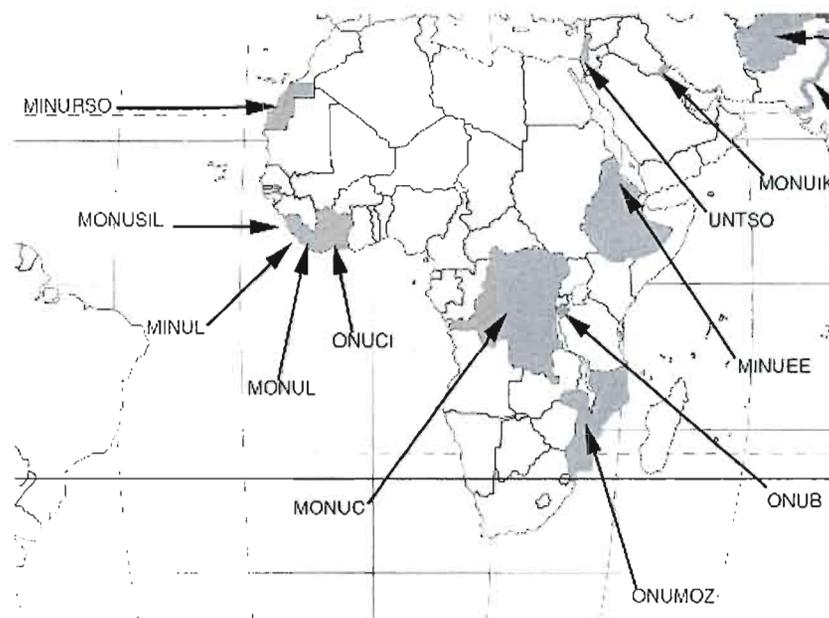
¹¹⁰ Chris Alden, «Leveraging the Dragon : toward an Africa that can say no», *Yale Global*, [en ligne], <http://yaleglobal.yale.edu/display.article?id=5336>, (page consultée le 16 juillet 2005).

¹¹¹ Matthew Yeomans, «Crude politics: The United States, China and the race for oil security», *Atlantic Monthly*, vol. 295, no. 3 (April 2005), p. 48; Chris Alden, *op. cit.*

¹¹² Chantal Dupasquier et Patrick N. Osakwe, Foreign direct investment in Africa : performance, challenges and responsibilities, African Trade Policy Centre, United Nations Development Programme (UNDP), [En ligne], <http://www.uneca.org/atpc/Work%20in%20progress/21.pdf>, (page consultée le 11 novembre 2007)

exemple, Princeton Lyman note que les forces d'intervention dépêchées lors des OMP au Congo, au Libéria, en Éthiopie ainsi qu'au Sierra Leone ont eu comme but, entre autres, de sauvegarder et de promouvoir les intérêts économiques chinois en Afrique.¹¹³ Il est donc concevable que la Chine va continuer sa participation aux OMP pour s'assurer d'un environnement pacifique, propice à son économie.

Figure 3 : Présence des casques bleus chinois en Afrique



L'argument du commerce aide donc à comprendre les motifs de la collaboration chinoise aux OMP. La Chine a manifesté son désir à garantir la paix pour s'assurer d'un accès instantané aux marchés africains à travers la participation aux OMP. Toutefois, les libéraux optimistes conçoivent que la variable économique n'est pas la seule à pouvoir expliquer la situation.¹¹⁴

¹¹³ *Id.*

¹¹⁴ Friedberg, *op. cit.*, p. 13.

2.2.2 Les relations entre la Chine et l'ONU

Outre l'importance du commerce comme élément pacificateur, d'autres composantes tout aussi importantes incitent la Chine à participer. Les libéraux optimistes croient fermement que les institutions jouent un rôle primordial pour favoriser la coopération entre acteurs.¹¹⁵ L'un des grands défenseurs du rôle des institutions fût Woodrow Wilson, qui a longtemps espéré voir une organisation internationale régulariser les relations inter-étatiques.¹¹⁶ Malgré l'échec de la Société des Nations (SDN) en 1939, les libéraux optimistes continuent néanmoins de croire que les institutions internationales peuvent faciliter les relations entre États.¹¹⁷ Selon eux, les acteurs non étatiques, telles les Organisations non gouvernementales (ONG), facilitent les relations interétatiques en créant un système international¹¹⁸ qui améliore la communication, augmente la coopération,¹¹⁹ contribue à réduire l'utilisation de la force,¹²⁰ et ainsi crée un phénomène de domestication de la scène internationale.¹²¹ Comme l'avance Antoine Gazano : « De nos jours, le développement des relations internationales contemporaines est marqué par les phénomènes d'interdépendance et d'institutionnalisation de la vie internationale. »¹²² Devant l'incertitude qui règne dans les relations inter-étatiques, il devient quasi impossible pour un État d'agir unilatéralement. *Ipsa facto*, la coopération est requise pour résoudre les problèmes communs.¹²³ Pour ces raisons, les libéraux optimistes croient que les relations entre une organisation internationale et un État permettent de diminuer l'incertitude qui règne au sein des relations internationales.¹²⁴ Ainsi, les

¹¹⁵ John Baylis et Steve Smith, *op. cit.*, p. 191.

¹¹⁶ *Id.*

¹¹⁷ Micheal Doyle, *op. cit.*, p. 191.

¹¹⁸ Charles-Philippe David, *op. cit.*, p. 113.

¹¹⁹ Freidberg, *loc. cit.*, p. 13.

¹²⁰ Charles-Philippe David, *op. cit.*, p. 118.

¹²¹ Baylis et Smith, *op. cit.*, p. 187.

¹²² Antoine Gazano, 2000, *L'essentiel des Relations internationales*, Paris : Gualino Editeur, p. 13.

¹²³ Baylis et Smith, *op. cit.*, p. 193.

¹²⁴ Freidberg, *loc. cit.*, p. 13.

optimistes croient qu'en réduisant l'ambiguïté, les États vont vouloir s'impliquer plus activement dans l'arène internationale. Le comportement du gouvernement chinois semble confirmer ce postulat : il ne faisait partie que de deux institutions en 1980. Maintenant, la Chine est membre de 12 institutions, ce qui représente une hausse de 500 %.¹²⁵

En conséquence, les libéraux optimistes croient que les relations entre la Chine et l'ONU expliquent la participation accrue des troupes chinoises aux OMP. Selon ces libéraux, les contacts entre la Chine et l'ONU contribuent à réduire les effets pernicioeux de l'anarchie sur la scène internationale, laissant donc place à un plus haut niveau de collaboration. En d'autres mots, le but de l'ONU est d'encourager le gouvernement chinois à voir que le monde est un endroit bénin où la coopération est possible.¹²⁶ Par conséquent, la meilleure façon pour la RPC d'intervenir au sein de la communauté internationale est par l'entremise d'organisations comme les Nations Unies.¹²⁷

La Chine est longtemps restée passive au sein de l'ONU et préfère réagir aux situations présentées par d'autres membres. Toutefois, la fréquence de ces réponses a augmenté avec le temps.¹²⁸ Selon plusieurs spécialistes, dont Pang Zhongying, la Chine a su développer des contacts, une plus grande communication, une compréhension mutuelle et même des liens de confiance avec l'ONU.¹²⁹ Le gouvernement chinois reconnaît le rôle important que possèdent les Nations Unies comme une institution essentielle pour réduire le coût des transactions, améliorer la

¹²⁵ Alastair Ian Johnston et Robert Ross, 2000, *Engaging China : the management of an emerging power*, London : Routledge, p. 258.

¹²⁶ Zhao Suisheng, 2004, *Chinese foreign policy : pragmatism and strategic behaviour*, New York : East Gate, p. 44.

¹²⁷ Gill et Reilley, *loc. cit.*, p. 43.

¹²⁸ Alastair Ian Johnston et Robert Ross, *op. cit.*, p. 244.

¹²⁹ Pang Zhongying, *op. cit.*, p. 96.

coopération et la défense des États.¹³⁰ Cette évolution est dépeinte par Johnston et Ross comme étant un phénomène où « la participation amène plus de participation » : plus l'ONU présente de cas, plus la Chine participe au sein de l'organisation.¹³¹ Tandis que la coopération augmente, l'agenda de l'institution devient plus complexe, poussant ainsi l'État à développer une expertise pour comprendre et agir lors de situations données.¹³² L'évolution de la contribution chinoise semble confirmer la validité de cet argument. Depuis la fin des années 80, la Chine a augmenté sa participation aux OMP et amélioré son expertise à propos de ce genre de missions. De nos jours, certains au sein du gouvernement chinois considèrent que cette évolution de la participation chinoise fut l'occasion d'acquérir plus d'information et d'expertise à travers les Nations Unies.¹³³ La participation aux OMP est donc un instrument très utile pour le gouvernement chinois, car les Nations Unies lui donnent les outils nécessaires pour augmenter sa présence et son influence sur l'arène internationale.¹³⁴ Par exemple, la collaboration au sein des OMP aide le gouvernement chinois à se faire percevoir comme une puissance qui privilégie le *statu quo* et cherche à contribuer à la stabilité internationale à travers des mesures diplomatiques et sécuritaires.¹³⁵ Par conséquent, l'ONU a contribué à développer la participation du gouvernement chinois aux problèmes mondiaux.

Que ce soit l'essor économique ou l'utilité des institutions créées, ces deux arguments des libéraux optimistes aident à comprendre les motifs de la coopération et de la participation de l'État chinois aux OMP. Toutefois, comme mentionné précédemment dans le chapitre 1, la contribution chinoise aux OMP reste faible.

¹³⁰ Gill et Reilley, *loc. cit.*, p. 43.

¹³¹ *Ibid.*, p. 237.

¹³² *Ibid.*, p. 233

¹³³ *Ibid.*, p. 235.

¹³⁴ *Id.*

¹³⁵ Drew Thompson, «Beijing participation in Chinese peacekeeping operation», [en ligne], http://www.jamestown.org/publications_details.php?volume_id=408&issue_id=3328&article_id=2369731, (page consultée le 30 octobre 2005).

Pourquoi, alors que la Chine a tout avantage à coopérer sur la scène internationale, celle-ci semble-t-elle hésiter à le faire? Pour combler cette contradiction, il importe de prendre en considération les arguments des libéraux pessimistes, notamment leurs analyses des aspects internes de la politique chinoise, pour apporter des éclaircissements.

2.3 Le libéralisme pessimiste

Quoique le postulat libéral se veut principalement optimiste, les horreurs de la Deuxième Guerre mondiale ont rendu le discours libéral beaucoup plus pragmatique, octroyant ainsi une place aux pessimistes au sein de la théorie libérale.¹³⁶ Contrairement aux libéraux optimistes, qui entrevoient les aspects pouvant conduire la Chine à coopérer plus activement, les libéraux pessimistes avancent les nombreux motifs qui peuvent réduire sa participation. Tandis que les optimistes analysent les bienfaits du commerce, les pessimistes ont tendance à voir les contrecoups d'une telle évolution. Par exemple, les pessimistes analysent les facteurs domestiques pouvant expliquer le manque de collaboration entre deux acteurs.¹³⁷ Contrairement aux réalistes, les libéraux pessimistes centrent leur recherche sur la dynamique de la politique domestique et sur la structure interne d'un État.¹³⁸

2.3.1 L'armée comme garant de la sécurité intérieure

À travers l'essor des capacités de la RPC sur la scène internationale se cachent certains problèmes qui jouent à l'encontre d'une participation plus active au sein des OMP. L'un des pères fondateurs de la pensée libérale classique, Adam Smith, a mis

¹³⁶ Baylis et Smith, *op. cit.*, p. 192.

¹³⁷ Freidberg, *loc. cit.*, p. 29.

¹³⁸ *Id.*

en garde les pays à cet effet en affirmant que l'essor du commerce réduirait l'attitude servile de la population envers ses supérieurs.¹³⁹ Les libéraux pessimistes prétendent que la faible participation chinoise est en lien avec le dernier mécanisme pacificateur du postulat libéral; la démocratisation. Certes, la Chine n'est pas un pays démocratique, mais celle-ci n'est pas pour autant un régime totalitaire.¹⁴⁰ La Chine se situe plutôt dans la catégorie des États autoritaires ayant une légitimité douteuse et une emprise incertaine sur sa population.¹⁴¹ Ainsi, le problème résiderait dans l'évolution des capacités du pays sur la scène internationale qui, malgré ses bienfaits, provoquerait un sentiment d'insécurité pour le Parti communiste.¹⁴² En conséquence, la Chine réduirait toute participation à l'extérieur de ses frontières, car le gouvernement chinois a besoin de ses forces militaires pour garantir sa sécurité interne.

Ayant hérité d'une idéologie qui a perdu son pouvoir d'attraction, le parti communiste chinois fonde maintenant sa légitimité sur les progrès économiques plutôt que sur les principes communistes.¹⁴³ Mais malgré un essor fulgurant, l'économie n'a pas favorisé l'ensemble du peuple chinois. En 2004, le pays comptait toujours plus de 100 millions de paysans et 20 millions de citoyens vivant sous le seuil de la pauvreté.¹⁴⁴ Encore aujourd'hui, l'agence canadienne de développement international (ACDI) note que : « malgré l'essor économique [...] près de 20 % de la

¹³⁹ Micheal Doyle, *op. cit.*, p. 230.

¹⁴⁰ Freidberg, *loc. cit.*, p. 29.

¹⁴¹ *Id.*

¹⁴² Wang Fei-Ling, «Self-image and strategic intentions: national confidence and political insecurity», In Yong Deng et Wang Fei-ling, 1999, *In the eyes of the dragon : China views the world*, p. 21, Lanham, Maryland : Rowman and Littlefield.

¹⁴³ Joseph Fewsmith et Stantley Rosen, «The domestic Context of Chinese Foreign Policy : Does public opinion matter ?», In David M. Lampton, 2001, *The Making of Chinese foreign and security policy in the era of reform, 1978-2000*, p. 151-191, Stanford, CA : Stanford University Press; Freidberg, *loc. cit.*, p. 29-30.

¹⁴⁴ Chua Chin Hon, «La Chine, une puissance économique atypique», *The Straits Time* (Singapour), *Courrier international*, no. 792 (jeudi 5 janvier 2006), p. 43.

population pauvre au monde habite en Chine. ».¹⁴⁵ Le phénomène de pauvreté en Chine donne lieu à de nombreuses relations tendues entre les gouvernements provinciaux et le peuple, entre les régions côtières et centrales, entre les villes et les campagnes. Ceci n'est pas sans compter sur l'énorme problème de la corruption qui englobe toutes les sphères de la société chinoise et qui ne fait qu'intensifier le mécontentement de la population.¹⁴⁶ En effet, l'essor de l'économie chinoise a provoqué de nombreux problèmes d'instabilité qui pourraient expliquer la nécessité d'un important contingent pour garantir la sécurité du pays.¹⁴⁷ Appelés *incidents de masses*¹⁴⁸ ou *quntixing shijian* par le ministère de la Sécurité publique (MSP), ces signes de mécontentement ont grandement augmenté depuis une décennie au point de devenir quotidiens.¹⁴⁹ En 1993, le MSP dénombrait 8 700 formes variées de protestations.¹⁵⁰ Ce chiffre a grimpé à 32 000 en 1999, 50 000 en 2002 et selon les estimations a dépassé 58 000 en 2003.¹⁵¹

¹⁴⁵ Agence canadienne de développement international, *China Country Development Programming Framework (2004-2009)*, [en ligne], <http://w3.acdi-cida.gc.ca/CIDAWEB/webcountry.nsf/VLUDocEn/China-ProgrammingFramework>, (page consultée le 20 février 2005).

¹⁴⁶ [Anonyme], «Systemic corruption: Something rotten in the state of China», *The Economist*, [en ligne], <http://www.globalpolicy.org/nations/corrupt/2002/0215china.htm>, (page consultée le 18 septembre 2006).

¹⁴⁷ Wang Fei-ling, *op. cit.*, p. 26.

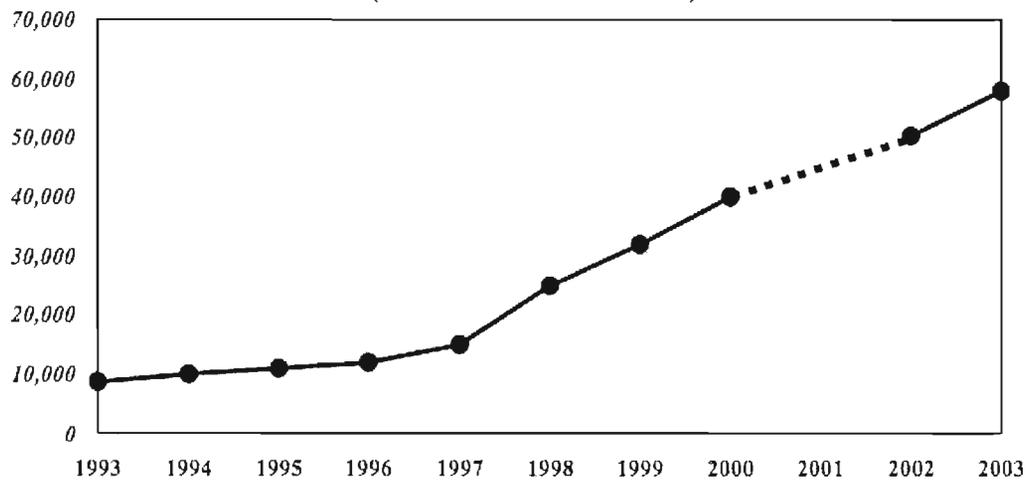
¹⁴⁸ Le terme *mass group incidents* est une définition très large qui inclue la plupart des formes de protestation tel que : *sit-in*, grèves, pétitions de groupes, rassemblement, démonstration, marches, perturbations de la circulation, occupations des locaux, mêlées publique, révoltes et conflits interethniques. Source : Murray Scott-Tanner, «Chinese government response to rising social unrest», RAND, [en ligne], <http://www.rand.org/pubs/testimonies/CT240/>, (page consultée le 10 novembre 2005), p. 3.

¹⁴⁹ *Id.*

¹⁵⁰ *Id.*

¹⁵¹ *Id.*

Figure 4 : Évolution des protestations en Chine de 1993-2003



Source : Murray Scott-Tanner, Chinese government response to rising social unrest, Rand corporation, April 2005, p. 14

En plus du nombre élevé de protestations, de nombreux rapports du MSP prétendent qu'il devient de plus en plus difficile pour les policiers de contrôler, surveiller et surtout prévenir ces rassemblements.¹⁵² Bien qu'une démonstration publique de la taille de l'incident du 4 juin ne se soit pas répétée, le gouvernement a toujours peur qu'une telle situation ne se reproduise. C'est pourquoi, devant l'abondance de manifestations, le gouvernement chinois se doit d'avoir un contingent important sur son territoire pour garantir sa survie, réduisant du même coup la possibilité de prendre part aux OMP. La Chine continue donc de participer aux OMP de façon minimale à cause des pressions internes que connaît le pays.

Toutefois, certains arguments viennent à leur tour contredire les pessimistes. Par exemple, les problèmes d'instabilité domestique en Chine ne sont pas aussi graves

¹⁵² *Id.*

que l'on peut croire. En effet, une majeure partie des protestations viennent du mécontentement des citoyens à l'égard de leurs employeurs, l'économie et leurs bénéfices sociaux. Malgré une colère envers les gouvernements municipaux, cantonaux et villageois très répandue, le gouvernement central reste, à ce jour, très peu touché par les manifestations.¹⁵³ De plus, la majorité des insurrections continuent d'être petites, isolées les unes des autres et en grande partie pacifiques.¹⁵⁴ Par conséquent, le nombre de manifestations, à lui seul, ne permet pas d'avancer que le gouvernement chinois est menacé par des problèmes domestiques.¹⁵⁵ Même si tel était le cas, l'affectation de quelques milliers de casques bleus pour les missions de l'ONU ne changerait pas beaucoup les capacités de l'APL et des forces du MSP qui comptent ensemble plus de deux millions de soldats.¹⁵⁶ Outre ce problème, d'autres facteurs peuvent aussi expliquer la faible coopération chinoise.

2.3.2 L'incapacité de l'APL de répondre aux besoins de l'ONU

Toujours en lien avec les aspects domestiques, les libéraux pessimistes croient que la faible participation aux OMP peut être causée par un manque d'effectifs militaires. Depuis longtemps, la Chine possède une vision très sinocentriste du domaine militaire. Malgré tous les changements géostratégiques depuis la fin de la guerre froide, la Chine continue toujours d'utiliser une stratégie axée essentiellement sur la défense de son territoire.¹⁵⁷ Certes, cette stratégie est celle de nombreux autres pays, mais contrairement à d'autres, le gouvernement chinois ne semble pas détenir

¹⁵³ Murray Scott-Tanner, *loc. cit.*, p. 9.

¹⁵⁴ *Id.*

¹⁵⁵ *Ibid.*, p. 8.

¹⁵⁶ [Anonyme], «Chinese Defense Today, sinodefence.com », [en ligne], <http://www.sinodefence.com/army/default.asp>, (page consultée le 20 février 2006).

¹⁵⁷ [Anonyme], «PLA army, Federation of American scientist », [en ligne], <http://www.fas.org/nuke/guide/china/agency/pla.htm>, (page consultée le 18 mars 2006), p. 1.

l'équipement, l'infrastructure, la technologie et l'expertise nécessaires pour intervenir efficacement à l'extérieur de son territoire.¹⁵⁸

Malgré que la Chine possède la troisième ou quatrième plus grande armée au monde,¹⁵⁹ celle-ci éprouve toujours de nombreux problèmes qui peuvent affecter sa capacité de participer aux OMP.¹⁶⁰ Même avec un budget annuel situé entre 20 et 90 milliards de dollars américains¹⁶¹, la marine et l'aviation chinoise restent loin derrière celles de plusieurs nations.¹⁶² La source de ce retard consiste en de nombreux aspects, habituellement liés à une armée moderne, qui furent pendant plusieurs années reléguées au rang de préoccupations secondaires par le gouvernement chinois. Tel que l'explique Pascal Boniface :

Pendant longtemps l'armée chinoise a été sous-équipée. Selon l'idéologie maoïste, c'était le peuple qui était l'atout principal dans une guerre. La « guerre prolongée du peuple » permettait de faire fi de la différence d'équipement.¹⁶³

Malgré que le gouvernement chinois reconnaisse maintenant l'importance de ces aspects, l'industrie militaire accuse toujours un retard important.¹⁶⁴ L'un de ces domaines est le transport de troupes. En effet, la capacité d'intervention à l'extérieur

¹⁵⁸ À l'exception près du cas taiwanais. Toutefois, la possibilité d'une intervention chinoise sur l'île de Taïwan reste sujet à débat. Pour plus d'information voir Steven Tsang, 2006, *If China attacks Taiwan: military strategy, politics and economics*, New York : Routledge.

¹⁵⁹ Robert Marquand, «China's secretive military», *Christian Science monitor*, [en ligne], <http://www.csmonitor.com/2005/1018/p01s03-woap.html> (page consultée le 18 février 2006), p. 2.

¹⁶⁰ Federation of American scientist, *PLA army*, *loc. cit.*

¹⁶¹ Tout un débat est fait sur le montant exact que la Chine dépense pour son armée. Les experts américains prétendent que leur budget est entre 50 et 90 milliards, tandis que le ministre de la Défense chinois, Cao Gang Chuan, insiste que le budget est de 27 milliards. Dans ces circonstances, l'auteur se fie à la statistique de *l'International Institute for Strategic Studies* (IISS) qui chiffre le budget chinois à 62.5 milliards.

¹⁶² Robert D. Kaplan, «Vers une nouvelle guerre froide», *Courrier International*, no. 777 (jeudi 22 septembre 2005), p. 50.

¹⁶³ Pascal Boniface, 1995, *Relations internationales*, Paris: Éditions Dunod, p. 230.

¹⁶⁴ Keith Crane et al, *Modernizing China's military : opportunities and constraints*, [en ligne], http://www.rand.org/pubs/monographs/2005/RAND_MG260-1.pdf, (page consultée le 12 septembre 2006).

du territoire chinois reste difficile pour l'APL.¹⁶⁵ Selon plusieurs spécialistes, les capacités de l'APL à transporter des troupes sur un terrain d'opération éloigné sont très limitées, réduisant ainsi la possibilité pour la Chine de déployer des casques bleus en grand nombre sur un territoire lointain.¹⁶⁶ Selon les règles en vigueur au sein du département des OMP (DOMP), le pays participant à une mission de l'ONU se doit de transporter ses troupes sur le théâtre d'action en plus de fournir tout équipement, matériel et solde aux casques bleus pendant les premiers trente à soixante jours. Si le gouvernement chinois est incapable de transporter ses casques bleus là où l'ONU le désire, la Chine ne peut pas participer aux OMP. De la sorte, le manque de transport adéquat réduit les capacités du gouvernement chinois à collaborer aux OMP.

Outre ce problème, certains spécialistes ont noté plusieurs autres difficultés au sein du personnel, autant militaire que bureaucratique, rattachés aux OMP.¹⁶⁷ Par exemple, Pang Zhongying critique le fait que seule une très faible proportion du personnel militaire est entraîné adéquatement pour être envoyé dans les OMP,¹⁶⁸ handicapant ainsi toute possibilité de déployer de façon importante des troupes. Toujours selon ce sinologue, la Chine ne posséderait qu'un bataillon d'ingénieurs¹⁶⁹ (*gongcheng bing*), une équipe médicale ainsi que deux compagnies¹⁷⁰ répondant aux standards de l'ONU.¹⁷¹ Selon certains spécialistes, ce manque de troupes s'explique

¹⁶⁵ Dennis J. Blasko, «Chinese military logistics : the GLD system», *The Jamestown foundation*, vol. 4, no. 19 [en ligne], http://www.jamestown.org/publications_details.php?volume_id=395&issue_id=3090&article_id=2368614, (page consultée le 10 mai 2006).

¹⁶⁶ David Shambaugh, 2002, *Modernizing China's military : progress, problems and prospects*, Berkeley : University of California Press, p. 258-270; Dennis J. Blasko, «Chinese military logistics : the GLD system», *The Jamestown foundation*, vol. 4, no. 19 [en ligne], http://www.jamestown.org/publications_details.php?volume_id=395&issue_id=3090&article_id=2368614, (page consultée le 10 mai 2006).

¹⁶⁷ Gill et Reilley, *loc. cit.*; Pang Zhongying, *op. cit.*

¹⁶⁸ Pang Zhongying, *op. cit.*, p. 92.

¹⁶⁹ Un bataillon est habituellement composé entre 300-1200 soldats.

¹⁷⁰ Une compagnie est habituellement composée entre 100 et 200 soldats.

¹⁷¹ Pang Zhongying, *op. cit.*, p. 92.

principalement par la mauvaise gestion du personnel militaire. Par exemple, après leur formation en maintien de la paix, plusieurs officiers et soldats sont dispersés un peu partout dans des académies militaires, aux frontières et dans les ambassades et missions diplomatiques à l'étranger.¹⁷² Dans la plupart de ces situations, il reste très difficile de rappeler ceux-ci lorsque la Chine a besoin d'eux pour une mission à l'étranger.¹⁷³ Ainsi, tel que l'expriment Bates Gill et James Reilley : « Le groupe créé par le programme d'entraînement s'atrophie ». ¹⁷⁴ De plus, la formation reçue par les casques bleus reste souvent inadéquate. Selon des officiers hauts gradés, le manque de casque bleu parlant l'anglais reste l'aspect qui pose le plus grand problème pour le gouvernement chinois.¹⁷⁵

De surcroît, un autre problème réduisant la collaboration se situe au sein de la bureaucratie chinoise. En principe, deux départements se chargent de l'envoi de casques bleus. Le premier département consiste en officiers chargés du bureau des OMP, situés au sein de l'État-Major de l'APL (*PLA general staff headquarters*). Le deuxième groupe comprend plusieurs officiers travaillant au consulat général de la RPC à New York.¹⁷⁶ La première fonction de ces deux départements est d'accumuler de l'information ainsi que de l'expertise pour les décideurs à Beijing.¹⁷⁷

Le problème ne vient pas nécessairement de ces deux départements, mais plutôt du processus de prise de décision au sein de la bureaucratie chinoise. Par exemple après que les deux bureaux aient donné leur accord, la mission doit satisfaire toutes les conditions rigoureuses de l'armée sur des aspects tels que la sécurité et le transport

¹⁷² Gill et Reilley, *loc. cit.*, p. 53.

¹⁷³ *Id.*

¹⁷⁴ *Id.*

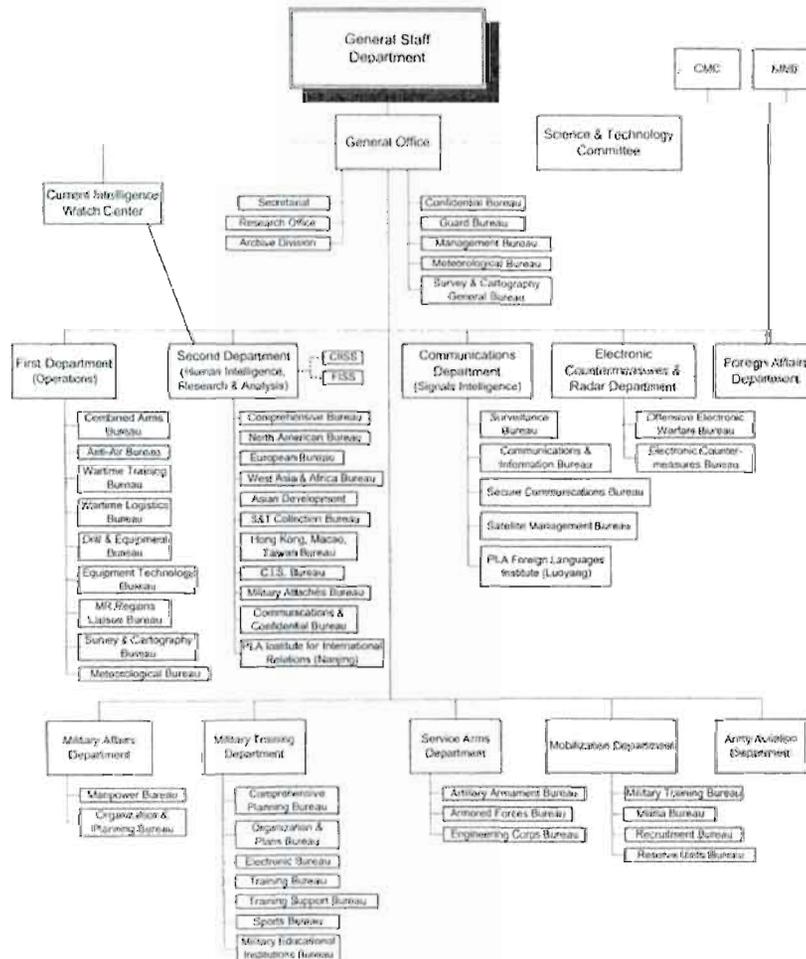
¹⁷⁵ Robert Sae-Liu, «China Rethinks UN Role», *Jane's Defence Weekly*, vol. 37, no. 21 (May 8, 2002). p. 21; [Anonyme], «China plays part in UN peacekeeping operations», *CCTV*, [en ligne], <http://www.cctv.com/lm/124/41/86422.htm>, (page consultée le 22 novembre 2005).

¹⁷⁶ Gill et Reilley, *loc. cit.*, p. 51.

¹⁷⁷ *Id.*

des troupes.¹⁷⁸ Après satisfaction de ces critères, l'état-major de l'APL doit donner son approbation et envoyer le dossier au conseil d'État et le MEAC, qui doivent à leur tour consentir.¹⁷⁹ En plus, la CMC et la commission permanente du Politburo sont tenues, lors de certaines opérations, d'entériner la mission.¹⁸⁰

Figure 5 : Organigramme de l'État-major de l'Armée Populaire de Libération



Source : David Shambaugh, 2002, *Modernizing China's military : progress, problems and prospects*, Berkeley : University of California Press, p.129.

¹⁷⁸ *Id.*

¹⁷⁹ *Id.*

¹⁸⁰ *Id.*

Toutes ces procédures pourraient se dérouler assez rapidement, mais la lenteur notoire de la bureaucratie chinoise diminue les chances de participer au sein des OMP.¹⁸¹ Par exemple, malgré l'approbation de tous les départements concernés, les mécanismes bureaucratiques ont pris tellement longtemps que toutes les positions au sein de la MANUTO¹⁸² étaient comblées par d'autres pays.¹⁸³

Ainsi, les obstacles domestiques créent un environnement défavorable pour les missions de la paix. Que ce soient des problèmes d'ordre technique, logistique, technologique, ou bureaucratique, la Chine semble posséder une structure éprouvée qui réduit la possibilité de participer aux OMP. Malgré une volonté de collaborer plus activement, les pessimistes croient que plusieurs aspects permettent d'expliquer la faible participation chinoise aux OMP. À la lumière des arguments présentés par les optimistes et pessimistes, est-ce que le raisonnement libéral est apte à répondre à notre problématique?

2.4 La participation chinoise selon les approches libérales

Tout au long de cette étude, les approches libérales ont aidé à trouver des pistes de réponses pour expliquer la participation chinoise aux OMP. D'une part, les libéraux optimistes ont aidé à repérer les aspects qui ont contribué à l'évolution de la collaboration chinoise, tandis que d'autre part, les pessimistes ont démontré les facteurs qui empêchent une plus grande participation. Bien que les facteurs avancés pas les libéraux optimistes et pessimistes aient permis de comprendre les motivations du gouvernement chinois à participer aux OMP, aucun de ces facteurs

¹⁸¹ *Id.*

¹⁸² Mission des Nations Unies au Timor-Oriental.

¹⁸³ Gill et Reilley, *loc. cit.*, p. 51.

ne peut expliquer entièrement celles-ci. En effet, plusieurs questions demeurent sans réponse dans l'argumentation libérale.

Par exemple, les optimistes prétendent que le commerce est une force qui pousse la Chine à participer plus activement à des actions internationales. Certes, il y a un fort lien de causalité entre l'essor de l'économie et l'évolution de la participation du gouvernement chinois, mais celui-ci n'est pas apte à expliquer pourquoi la Chine ne participe pas plus énergiquement aux OMP. Si l'on s'en tient aux libéraux optimistes, l'essor de l'économie chinoise aurait dû attirer une plus grande coopération. Par exemple, depuis la fin de la guerre froide, l'évolution de la collaboration n'a pas toujours cru au même rythme que l'économie. Comme il fut mentionné auparavant, le gouvernement chinois a souvent réduit sa contribution malgré sa croissance économique continue et ses besoins grandissants sur la scène internationale.

En effet, la Chine collabore seulement si le type d'opération est propre aux cinq principes de coexistence pacifique et non par une volonté de protéger le commerce. Si l'argument libéral était valide, la Chine participerait aux OMP pour encourager le commerce international sans égard quant au type d'intervention. Selon les prémisses avancées par les libéraux optimistes, la Chine ne devrait pas s'opposer à l'envoi de troupes au Soudan, pays où la Chine a des intérêts économiques importants.¹⁸⁴ Mais malgré ses proclamations en faveur d'une participation à une mission si celle-ci est approuvée par le Conseil de sécurité, la Chine s'est par plusieurs fois opposée à l'envoi de casques bleus au Darfour.¹⁸⁵ Le premier argument des libéraux optimistes n'aide pas à comprendre la position chinoise.

¹⁸⁴ Notamment dans les réserves de pétrole. Source: [Anonyme], «China's involvement in Sudan : arms and oil», *Human Rights Watch*, [en ligne], <http://www.hrw.org/reports/2003/sudan1103/26.htm>, (page consultée le 10 juin 2006).

¹⁸⁵ Nicholas D. Kristof, «China and sudan blood and oil», *New-York Times*, Sunday April 23, 2006, p. 13.

La deuxième proposition des libéraux optimistes n'est pas convaincante non plus. Certes, les institutions ont permis une plus grande coopération, mais il reste que la relation entre l'ONU et la Chine reste encore empreinte de méfiance.¹⁸⁶ L'opposition aux OMP a certes diminué, mais il n'en demeure pas moins que la Chine continue toujours de s'opposer à plusieurs types de missions et son soutien aux OMP n'est pas constant.¹⁸⁷ Par conséquent, l'argument selon lequel les institutions donnent lieu à un plus haut niveau de collaboration n'est pas confirmé dans les faits. Si les institutions aidaient autant la Chine à collaborer, la participation du gouvernement chinois serait beaucoup plus importante que celle observée aujourd'hui.

En somme, les arguments optimistes laissent beaucoup de questions en suspens pour ceux qui veulent comprendre les motivations derrière la participation chinoise. Les libéraux pessimistes peuvent aider à combler ces lacunes des approches libérales optimistes. Notamment, l'argument que les difficultés internes et militaires peuvent limiter la participation chinoise aux OMPs apparaît de prime abord comme un argument très convaincant.

Cependant, ce n'est pas suffisant. Quoique certains problèmes persistent, la Chine n'a pas de facteurs d'instabilité interne assez importants pour nécessiter la présence constante de l'APL sur le territoire chinois. Par exemple, l'APL possède déjà au sein de sa structure un groupe d'armée (*jituan jun*) intitulée force mobiles de combats pour résoudre des urgences, composée de 300 000 soldats spécialement entraînés pour s'occuper des désordres publics.¹⁸⁸

¹⁸⁶ *Id.*

¹⁸⁷ Pang Zhongying, *op. cit.*, p. 140.

¹⁸⁸ Robert B. Brown, 2002. *The Chinese military : Attempting to change ?*, Washington: National War college, p. 2.

Certes, certains problèmes bureaucratiques peuvent contribuer à expliquer certains obstacles que connaît la Chine. Néanmoins, il est peu probable que ces problèmes soient des contraintes importantes, car plusieurs de ces obstacles sont sur le point d'être réglés, ou le sont déjà. En effet, la Chine a récemment réformé certaines sections de sa bureaucratie pour faciliter la participation chinoise aux OMP.¹⁸⁹ Par exemple, le gouvernement chinois a transformé plusieurs procédures pour rendre la prise de décision plus rapide afin de répondre aux besoins de l'ONU. De plus, plusieurs jeunes recrues au sein du MEAC et de l'APL possèdent maintenant des diplômes d'études supérieures d'universités étrangères, ce qui renforce la professionnalisation de la bureaucratie.¹⁹⁰

En ce qui concerne le niveau de préparation des casques bleus chinois, le secrétaire général, Kofi Annan a louangé le fait que ceux-ci sont « bien équipés et bien entraînés ».¹⁹¹ En effet, la Chine transforme rapidement son armée pour que celle-ci soit plus efficace pour répondre aux besoins du 21e siècle. Après des coupures dans le personnel de 18,6 % pour l'armée, 11,4 % pour la marine et 12,6 % pour l'aviation, totalisant 500 000 militaires¹⁹², l'APL met maintenant l'accent sur certaines unités spécialisées d'infanterie de combat.¹⁹³ Pour moderniser son armée, l'APL a conduit des échanges technologiques et militaires avec d'autres États, dont notamment la Russie.¹⁹⁴ De plus, plusieurs rapports précisent que la Chine possède maintenant la technologie nécessaire pour transporter des troupes sur de longues

¹⁸⁹ Gill et Reilley, *loc. cit.*, p.52.

¹⁹⁰ David M. Lampton, 2005, *The Making of Chinese Foreign and Security Policy in the Era of Reform, 1978-2000*, Stanford, CA : Stanford University Press, p. 5.

¹⁹¹ Ding Zhitao, «In the name of peace», *Beijing Review*, [en ligne], [http://www.bjreview.com.cn/200444/World-200444\(D\).htm](http://www.bjreview.com.cn/200444/World-200444(D).htm), (page consultée le 10 janvier 2006), p. 3.

¹⁹² Robert B. Brown, *op. cit.*, p. 1.

¹⁹³ Federation of American scientist, PLA army, *loc. cit.*

¹⁹⁴ [Anonyme], «China's military diplomacy forging new ties», *Xinhua*, [en ligne], http://news.xinhuanet.com/english/2002-10/28/content_611043.htm, (page consultée le 13 février 2005).

distances. Bien que ses aptitudes soient limitées à une division de 10 000 soldats, les capacités de l'APL sont plus que suffisantes pour les OMP.¹⁹⁵

En plus de cette aptitude à transporter ses troupes, la Chine a instauré un centre d'entraînement pour ces troupes à l'académie militaire de Nanjing.¹⁹⁶ En outre, le gouvernement chinois a récemment investi 200 millions de yuan (28 millions canadiens) pour la création d'un centre de formation pour policier dans la ville de Langfang.¹⁹⁷ De même, afin de réduire les problèmes linguistiques vécus dans le passé, tout personnel militaire est obligé de suivre des cours de langues avant d'être déployé sur un terrain d'action.¹⁹⁸ Bien que pour certains casques bleus l'apprentissage continue d'être problématique, le programme semble porter fruit.¹⁹⁹

Il est maintenant certain que la situation domestique mouvementée, certains problèmes logistiques, technologiques et bureaucratiques n'affectent d'aucune façon significative la capacité de l'APL à intervenir au sein des OMP de manière limitée. À son tour, l'argument des libéraux pessimistes ne peut expliquer concrètement pourquoi la participation chinoise aux OMP continue d'être faible. Par conséquent, les hypothèses des approches libérales optimistes et pessimistes ne peuvent expliquer de façon convaincante quelles sont les causes qui influencent la participation chinoise aux OMP.

¹⁹⁵ [Anonyme], China airborne force, *Sino Defense*, [en ligne], <http://www.sinodefence.com/airforce/orbat/airborne.asp>, (page consultée le 18 mai 2006).

¹⁹⁶ Gill et Reilley, *loc. cit.*, p. 52.

¹⁹⁷ Ding Zhitao, *loc. cit.*, p. 2.

¹⁹⁸ *Id.*

¹⁹⁹ [Anonyme], «China plays part in UN peacekeeping operations», CCTV, [en ligne], <http://www.cctv.com/lm/124/41/86422.html>, (page consultée le 22 novembre 2005).

2.5 Conclusion

À première vue, de nombreuses considérations notées par des analystes libéraux optimistes et pessimistes semblaient pouvoir expliquer pourquoi la Chine participe aux OMP. Cependant, les hypothèses dégagées par ces approches libérales n'ont pas permis de dégager d'arguments concluants qui pourraient à eux seuls éclaircir la participation chinoise aux OMP. Bien que les facteurs avancés par les penseurs libéraux optimistes et pessimistes considérés ici aient permis de trouver des pistes de réponse, ces facteurs ne suffisent pas à expliquer les motivations du gouvernement chinois pour participer aux OMP. De plus, les approches libérales reposent sur des prémisses problématiques. Le postulat qui considère que les calculs de coûts et bénéfiques sont fixes ne tient pas compte de l'observation de plusieurs sinologues qui affirment que ce calcul fluctue en raison de l'identité changeante de la Chine sur la scène internationale. Par exemple, les multiples transformations de l'identité chinoise depuis la fin de la guerre froide ont permis, selon Pang, une transformation de la politique étrangère chinoise donnant, notamment, lieu à un rapprochement diplomatique avec les États-Unis.²⁰⁰ L'évolution de l'identité chinoise nous amène donc à examiner l'importance de ce concept d'identité dans la dynamique entre la Chine et l'ONU.

²⁰⁰ Pang Zhongying, *op. cit.*, p. 126.

CHAPITRE III

LES ANALYSES CONSTRUCTIVISTES DE LA PARTICIPATION CHINOISE

3.1 Introduction

Au contraire des tenants des approches classiques, les spécialistes qui souscrivent aux thèses constructivistes s'entendent pour dire que leur approche n'est pas une théorie des Relations internationales, mais plutôt un concept social.²⁰¹ L'idée est apparue au cours des années 80²⁰² en réaction aux débats entre néo-réalistes et néo-libéraux et à ce que les constructivistes jugeaient comme étant leur échec respectif à expliquer les transformations globales.²⁰³ Bien que l'ouvrage de Nicholas Onuf en 1989 ait pour la première fois parlé du terme de constructivisme, c'est l'article d'Alexander Wendt écrit en 1992, intitulé : « Anarchy is what states makes of it », qui a donné le coup d'envoi du constructivisme au sein des Relations internationales.²⁰⁴ En des termes simples, cette approche estime que les relations internationales sont socialement construites.²⁰⁵ Contrairement aux tenants des autres courants théoriques, les constructivistes croient que l'interaction entre deux acteurs ne se résume pas seulement à des facteurs matériels, comme le commerce ou le pouvoir.²⁰⁶ Ils estiment que les relations interétatiques sont façonnées par des aspects

²⁰¹ Alexander Wendt, 1999, *Social Theory of International Politics*, Cambridge : Cambridge University Press, p. 102 ; John Baylis et Steve Smith, 2005, *The Globalization of World Politics*, New York : Oxford University Press. p.258.

²⁰² Baylis et Smith, *op. cit.*, p. 252.

²⁰³ *Ibid.*, p. 264.

²⁰⁴ Isabelle Masson, «Constructivisme», p. 31, In Alex Macleod et al, 2004, *Relations internationales : théories et concepts*, Outremont : Athéna.

²⁰⁵ Aaron. L. Friedberg, «The future of US.-China relations: is conflict inevitable?», *International Security*, vol. 20, no. 3 (Fall 2005), p. 34.

²⁰⁶ *Ibid.*, p. 35.

tels que l'identité, la culture stratégique et les normes.²⁰⁷ En effet, la démarche du constructivisme : « s'intéresse essentiellement aux compréhensions et aux représentations qui sont largement partagées. ».²⁰⁸ L'institutionnalisation des normes incite à analyser le rôle des processus internationaux dans la formation des identités et des intérêts des acteurs.²⁰⁹ Cette théorie conçoit donc qu'il est possible de redéfinir les normes de comportement dans le cadre des relations entre les acteurs (l'État) et le système (le système international).²¹⁰ Une approche constructiviste amènerait donc à se demander s'il est possible que les relations entre la Chine et l'ONU puissent convertir le gouvernement chinois aux normes développées par l'ONU?

Certes, l'influence des idées et des normes sur les relations extérieures chinoises a été longtemps dépréciée par ceux qui analysent la politique étrangère chinoise. Ceux-ci jugent qu'il est trop difficile d'identifier avec précision les facteurs internationaux susceptibles d'influencer l'identité chinoise.²¹¹ Longtemps, ceux-ci ont préféré étudier la politique étrangère chinoise selon le postulat réaliste et libéral.²¹² Malgré tout, le constructivisme représente une perspective intéressante pour l'analyse de la participation chinoise aux OMP, puisqu'elle donne les outils permettant d'évaluer l'influence de l'ONU dans la formation de l'identité chinoise. Quoique l'empreinte de l'ONU sur la Chine demeure indéterminée, l'évolution de la collaboration chinoise au sein de l'institution porte à croire que l'ONU joue un rôle

²⁰⁷ Alexander Wendt, «Anarchy is what states makes of it : the social construction of power politics», *International Organization*, vol. 46, no. 2 (1992), p.391-425; Alexander Wendt, 1999, *Social Theory of International Politics*, Cambridge : Cambridge University Press, 449 p.; Baylis et Smith, *op. cit.*, p. 260.

²⁰⁸ Isabelle Masson, *op. cit.*, p. 32.

²⁰⁹ Baylis, et Smith, *op. cit.*, p. 253.

²¹⁰ Zheng Yongnian, 1999, *Discovering Chinese Nationalism in China: Modernization, Identity, and International Relations*, Cambridge : Cambridge University Press, p. 129; Baylis et Smith, *op. cit.*, p. 258.

²¹¹ Wang Qingxin, «Cultural Norms and the Conduct of Chinese Foreign Policy», In Hu Weixing, Gerald Chan et Zha Daojiong, 2000, *China's International Relations in the 21st Century Dynamics of Paradigm Shifts*, p. 143, Maryland : University Press of America.

²¹² *Id.*

essentiel dans la transformation de l'identité chinoise. Toutefois, il reste à déterminer si cette influence a exercé, ou non, un impact positif sur la contribution chinoise. Les variantes optimistes et pessimistes du constructivisme apportent des réponses différentes à ces interrogations. D'un côté, les optimistes se penchent sur les aspects pouvant motiver la coopération chinoise. De l'autre, les pessimistes veulent identifier les facteurs qui peuvent expliquer la faible participation chinoise aux OMP.

3.2 Les constructivistes optimistes

Les constructivistes tendent généralement à être optimiste puisqu'ils sont conscients de la malléabilité des relations sociales.²¹³ Ceux-ci croient que les relations internationales, comme tout rapport politique, sont socialement construites.²¹⁴ En ce qui concerne la Chine, les constructivistes optimistes croient que ce pays a su adopter des valeurs et une identité compatibles avec celles de l'ONU. Cet isomorphisme se refléterait selon eux dans la participation chinoise aux OMP. Pour démontrer que le gouvernement chinois a bien choisi une perspective similaire à celle de l'ONU, Friedberg croit utile d'examiner deux dimensions clés où émergent visiblement les transformations de la Chine : l'identité et la culture stratégique.

3.2.1 Les transformations de l'identité chinoise.

Quoique les réalistes aient souvent affirmé que la coopération internationale est improbable à cause de l'anarchie qui structure l'arène internationale, il est invraisemblable, de nos jours, qu'un État soit complètement isolé sur la scène

²¹³ Friedberg, *loc. cit.*, p. 34.

²¹⁴ *Id.*

mondiale.²¹⁵ Peu importe son statut, chaque pays entretient des liens avec d'autres acteurs et institutions.²¹⁶ Pour contrer le problème du manque de confiance qui règne dans les rapports entre nations, les constructivistes croient que l'imposition d'un tiers partie (une institution) est nécessaire.²¹⁷ Alexandre Wendt définit cette dernière comme un ensemble, ou structure, d'identités et d'intérêts,²¹⁸ codifiés en règles formelles et en normes, qui motivent les acteurs lors de leur socialisation.²¹⁹ Selon les constructivistes, l'ONU constitue l'une de ces institutions puisque l'organisation joue un rôle important dans la propagation d'une certaine identité sur la scène internationale.²²⁰ Cela n'empêche pas que l'ONU demeure dépendant de l'action des acteurs,²²¹ car les identités et les intérêts se propagent à travers les institutions par l'entremise de ses membres.²²² En effet, les constructivistes optimistes croient que :

Les pratiques sociales ne font pas que reproduire les acteurs à travers leur identité, mais reproduisent également la structure sociale intersubjective à travers les pratiques sociales.²²³

Ainsi, les Nations Unies possèdent des identités données, héritées des interactions entre ses membres, et qui se sont maintenant retransmises par l'institution aux acteurs.

Pour sa part, l'identité de la Chine se trouve, entre autres, forgée par les discours et les croyances de ses décideurs, son passé et les nouvelles identités émanant de la

²¹⁵ Wendt, *op. cit.*, p. 10.

²¹⁶ *Id.*

²¹⁷ Wendt, «anarchy», *loc. cit.*, p. 358.

²¹⁸ *Ibid.*, p. 398.

²¹⁹ *Ibid.*, p. 399.

²²⁰ *Ibid.*, p. 413.

²²¹ *Id.*

²²² *Ibid.*, p. 316.

²²³ Ted Hopf, cité par Éric Jasmin et Éveline Dufault, «Agence/structure», p. 16, In Alex Macleod et al, 2004, *Relations internationales : théories et concepts*. Outremont : Athéna.

scène internationale.²²⁴ En somme, l'identité chinoise peut être transformée à travers les relations qu'elle entretient avec d'autres acteurs ou structures sur la scène internationale. Dans le contexte de telles relations, les États font toujours face à de nombreuses identités, certaines similaires et d'autres divergentes. Chaque État passe alors à travers un processus d'institutionnalisation où l'acteur internalise de nouvelles identités et intérêt.²²⁵ Selon Wendt, l'identité est la base de l'intérêt. Toutefois, la Chine ne dispose pas d'une panoplie d'intérêts qu'elle puisse transporter indépendamment de tout contexte social; l'État définit plutôt ses intérêts au gré des situations.²²⁶ Ceci est important, car, pour que la transformation de l'identité chinoise soit possible, l'État se doit d'être certain que ses besoins seront respectés et que son individualité ne sera pas engloutie par le groupe ou sacrifiée à ce dernier.²²⁷

Pour ce faire, les constructivistes optimistes croient que les interactions répétées entre la Chine et l'ONU ont réussi à institutionnaliser et à transformer son identité à travers un processus d'apprentissage social.

L'apprentissage social

Règle générale pour les constructivistes, un acteur a la possibilité d'apprendre des relations qu'il entretient avec d'autres acteurs dans une structure donnée. Ce type de formation de l'identité peut se diviser en apprentissages simples ou complexes, tout dépendant du comportement ou de la nouvelle construction des identités et intérêts sur laquelle cette formation se base.²²⁸ Selon George Segal, l'ONU est le théâtre où le gouvernement chinois apprend à interagir avec la communauté internationale.²²⁹

²²⁴ Charles-Philippe David, 2000, *La guerre et la paix*, Paris : Presses de Science Po, p. 44.

²²⁵ Wendt, «anarchy», *loc. cit.*, p. 399.

²²⁶ *Ibid.*, p. 398.

²²⁷ *Id.*

²²⁸ Wendt, «*Social Theory*», *op. cit.*, p. 325-336.

²²⁹ George Segal, «Does China matter?», *Foreign Affairs*, vol. 78, no. 5 (1999), p. 18.

La première étape de la transformation d'un État, selon Wendt, réside dans l'écroulement du consensus autour d'une identité.²³⁰ Le pays remet alors en doutes ses anciennes idées et concepts qu'il possédait à propos des acteurs et structures l'entourant.²³¹ Cette période d'autocritique permet à un État de contempler de nouvelles identités que celui-ci devrait convoiter.²³²

L'exemple historique est, sans contredit, la mort de Mao qui a donné le coup d'envoi d'une remise en question de nombreux aspects, dont l'économie.²³³ Kim est d'avis que la Chine a beaucoup appris de la communauté internationale depuis 1976, après le décès du «grand timonier», tant sur le plan du désarmement et de la protection environnementale que sur celui des rapports avec l'ONU et la participation aux OMP.²³⁴ Kim a défini la transformation de l'identité chinoise comme une courbe d'apprentissage globale ou *global learning curve*.²³⁵ Cet apprentissage n'est pas automatique puisque les États ne s'identifient pas les uns aux autres d'emblée, mais au fur et à mesure que les liens des acteurs entre eux, et avec le système s'améliorent.²³⁶ Ce processus témoigne bien de la relation entre la Chine et l'ONU. À travers l'histoire de ses relations avec les Nations Unies, la Chine s'est grandement intéressée aux rôles, fonctions et responsabilités de l'institution.

Au tout début de leur relation, les deux acteurs restaient perplexes quant aux intentions de chacun sur la scène internationale. Par exemple, la Chine a longtemps considéré l'ONU et les OMP comme des instruments occidentaux, tandis que, du

²³⁰ Wendt, «*Social Theory*», *op. cit.*, p. 420.

²³¹ *Id.*

²³² *Id.*

²³³ Evan S. Medeiros et M. Taylor Fravel, «China's New Diplomacy», *Foreign Affairs*, vol. 82, no. 6 (2004), p. 24.

²³⁴ Samuel S. Kim, «China and World politics», In Buzan, Barry et Rosemary Foot, 2004, *Does China matter? A Reassessment : Essay in memory of Gerald Segal*, p. 52, New York : Routledge.

²³⁵ *Ibid.*, p. 40.

²³⁶ Wendt, «*Social Theory*», *op. cit.*, p. 317.

côté de l'organisation, on craignait que ce nouveau membre du conseil de sécurité ne risque de rendre l'organisation inefficace.²³⁷ Malgré des débuts tumultueux, Choedon prétend que la Chine a rapidement adopté : « la posture d'un apprenti appliqué qui est préoccupé à apprendre un nouveau métier ».²³⁸

Depuis deux décennies, la Chine a appris à se conformer, petit à petit, aux règles et aux normes internationales.²³⁹ Si l'on s'en tient à Oksenberg, le gouffre intellectuel entre la RPC et l'ONU s'est grandement réduit.²⁴⁰ Rafe de Crespigny soutient que l'identité traditionnelle chinoise a été remplacée à tous les niveaux par des concepts étrangers.²⁴¹ Ce rapprochement témoigne de la volonté d'apprendre de l'État communiste qui s'est maintenu au fil des années. De nos jours, la Chine est beaucoup mieux intégrée au système de l'ONU, et démontre un plus grand degré de coopération qu'autrefois, à l'intérieur de l'institution.²⁴² En premier lieu, le gouvernement chinois considère maintenant l'organisation comme une institution possédant « une influence unique et essentielle qui ne peut être remplacée par aucune autre organisation internationale ».²⁴³ L'exemple flagrant s'inscrit dans l'évolution de la RPC à l'égard des OMP. Selon Kim, le passage du conflit à la collaboration témoigne que la Chine a bel et bien appris de l'institution.²⁴⁴ Toutefois, d'autres aspects peuvent aussi avoir influencé l'apprentissage chinois.

²³⁷ Yeshe Choedon, 1993, *China and the United Nation*, New Dehli : South Asian publishers, p. 17.

²³⁸ *Id.*

²³⁹ Hu Weixing, Gerald Chan et Zha Daojong, 2000, *China's International Relations in the 21st Century: Dynamics of Paradigm Shifts*, Maryland : University Press of America, p. 8.

²⁴⁰ Michel Oksenberg, «Introduction», In Elizabeth Economy and Michel Oksenberg (eds.), 1999, *China Joins the World: Progress and Prospects*, p. 22, New York : Council on Foreign Relations Press.

²⁴¹ Rafe De Crespigny, «Tradition and Chinese Foreign policy», In Stuart Harris et Gary Klintworth (eds.), 1995, *China as a Great Power, Myths, Realities and Challenges in the Asia-Pacific Region*, p. 28-44, New York : St. Martin's Press.

²⁴² Samuel S. Kim, «China and World politics», *op. cit.*, p. 40.

²⁴³ *Ibid.*, p. 41.

²⁴⁴ *Ibid.*, p. 52.

Influences externes

Outre l'importance des Nations Unies, certains pays occidentaux, possédant une expertise importante au sein des OMP, ont contribué à l'apprentissage et la formation de l'identité chinoise. Certes, les grandes puissances n'opèrent plus comme des empires coloniaux; mais de nos jours celles-ci utilisent néanmoins une multitude de moyens de pression au sein du système international pour inviter un État à transformer son identité.²⁴⁵

Plusieurs pays ont maintes fois demandé à la Chine de participer plus activement aux OMP. Selon Sae-Liu, l'Australie, le Canada, la France, les États-Unis et le Royaume-Uni ont encouragé la RPC à participer plus activement aux OMP.²⁴⁶ Ceux-ci ont servi de catalyseur à l'apprentissage du gouvernement chinois. Par exemple, la France a convié en 1998 la Chine à observer une simulation des OMP pour le *renforcement des capacités africaines de maintien de la paix* (RECAMP).²⁴⁷ En 2002, l'Australie a invité plusieurs officiers de l'APL à un séminaire de deux semaines.²⁴⁸ Les Britanniques ont aidé à former les entraîneurs des casques bleus chinois tandis que les Canadiens ont invité une mission diplomatique de L'APL à visiter ses installations.²⁴⁹ Ces nombreuses demandes, invitations et même pressions ont encouragé le gouvernement chinois à soutenir les OMP.²⁵⁰ Selon Sae-Liu, les efforts de ces États ont porté fruit quand la Chine a annoncé, en février 2002, que le

²⁴⁵ Gerald Segal, «China Changing Shape», *Foreign Affairs*, vol. 73, no. 3 (May/June 1994), p. 56.

²⁴⁶ Robert Sae-Liu, «China Rethinks UN Role», *Jane's Defence Weekly*, vol. 37, no. 21 (May 8, 2002); Edward Cody, «China readies riot force for peacekeeping in Haiti», *Washington Post*, 29 septembre 2004, [en ligne], <http://www.globalpolicy.org/security/issues/haiti/2004/0929chinafirst.htm>, (page consultée le 22 novembre 2005).

²⁴⁷ Renforcement des Capacités Africaines de Maintien de la Paix.

²⁴⁸ Sae-Liu, *loc. cit.*, p. 21.

²⁴⁹ *Id.*

²⁵⁰ Bates Gill et John Reilly, «Sovereignty, Intervention and Peacekeeping: The View from Beijing», *Survival*, vol. 42, no. 3 (2000), p. 41.

pays se tenait prêt à accorder des troupes à l'ONU s'il en faisait la demande.²⁵¹ Récemment, la Chine a répondu plus favorablement à ces requêtes en augmentant sa participation à l'intérieur de l'ONU, notamment au sein des OMP.²⁵² Il est donc possible que l'apprentissage, auprès de l'ONU et de certains pays occidentaux, ait transformé l'identité et l'étendue des intérêts de la Chine sur la scène internationale; forçant le gouvernement chinois à affronter certaines situations qu'il préférerait auparavant ignorer.²⁵³

Malgré tous ces développements positifs, l'apprentissage chinois n'est pas aussi parfait que les constructivistes optimistes l'avancent. En dépit du fait que la Chine ait transformé son identité à travers un processus d'apprentissage et d'influence, sa métamorphose à l'égard des OMP est loin d'être complétée et ne peut définir pleinement la position du gouvernement chinois. Ce pays s'oppose toujours aux missions autorisées sous le chapitre VII de la charte de l'ONU sous prétexte que celles-ci bafouent le concept de souveraineté étatique. Notamment, le gouvernement chinois s'est grandement objecté aux missions d'intervention au Rwanda et au Kosovo, car ces conflits constituent selon lui une violation des affaires internes d'un pays.

La meilleure définition de la situation revient peut-être à Georges Segal, qui explique que la Chine, malgré un système international dominé par les valeurs occidentales, a su apprendre ce qu'elle désirait du monde extérieur tout en conservant la maîtrise de sa destinée.²⁵⁴ La transformation de l'identité chinoise peut donc être qualifiée d'apprentissage limité. Même si les perspectives constructivistes optimistes aident à comprendre la participation chinoise, d'autres aspects peuvent

²⁵¹ Sae-Liu, *loc. cit.*, p. 21.

²⁵² Gill et Reilly, *loc. cit.*, p. 90.

²⁵³ Taylor M. Fravel, «China's Attitude Toward U.N. Peacekeeping Operations Since 1989», *Asian Survey*, vol. 36, no. 11 (November 1996), p. 1120.

²⁵⁴ Segal, «Does China matter?», *loc. cit.*, p. 18.

aussi jouer un rôle essentiel. Notamment, la conceptualisation des relations internationales chinoise est grandement influencée par sa culture traditionnelle.²⁵⁵ Il reste essentiel de vérifier si cet aspect, logé au plus profond de l'inconscient chinois, a été transformé par les relations qu'entretient la Chine avec l'ONU.

3.2.2 Les changements de la culture stratégique chinoise.

Tout comme le constructivisme, la notion de culture stratégique représente un concept récent qui, jusqu'à récemment, n'attirait pas beaucoup d'attention dans les cercles universitaires.²⁵⁶ Similaire au concept d'identité, la culture stratégique établit les valeurs et ambitions acquises lors de l'« éducation » d'un État.²⁵⁷ Elle donne au dirigeant une sélection précise d'options stratégiques.²⁵⁸ Selon Johnston, la culture stratégique a l'utilité d'être un manteau dans lequel l'État puise ses préférences stratégiques et ainsi justifie ses actions sur la scène internationale.²⁵⁹ Selon Philippe Braillard, les éléments qui distinguent la culture stratégique demeurent principalement :

[Les] (structures sociales, politiques et économiques, ressources et caractéristique géographique, personnalités des responsables politiques) alors que les déterminants externes sont constitués par les facteurs propres à l'environnement de l'État (système international, action d'autres États, etc.).²⁶⁰

²⁵⁵ Hu Weixing et al, «Understanding China», *op. cit.*, p. 4.

²⁵⁶ Alastair Ian Johnston, «Thinking about strategic culture», *International Security*, vol. 19, no. 4 (Spring 1995), p. 33.

²⁵⁷ *Ibid.*, p. 37.

²⁵⁸ Alastair Ian Johnston, 1995, *Cultural realism: strategic and grand strategy in Chinese history*, Princeton : Princeton University Press, p. 40.

²⁵⁹ *Id.*

²⁶⁰ Philippe Braillard et Mohammad-Reza Djalili, 2002, *Les relations internationales*, 6ième éd, Paris : Presse universitaire de France, p. 65.

À cause des nombreux facteurs qui englobent le concept, il reste difficile de trouver une définition précise de la culture stratégique. Divers théoriciens, de l'empereur byzantin Léon VI jusqu'à nos jours, ont tenté en vain de définir en quoi consistait la culture stratégique.²⁶¹ Malgré certaines contradictions entre auteurs, il est possible de s'entendre sur la définition de Snyder et Booth, qui avancent que la culture stratégique demeure un élément ethnocentrique accaparant un :

Ensemble de convictions communes, d'attitudes et de modes de comportement concernant la stratégie... [Qui acquièrent] un statut semi-permanent les plaçant au niveau de la culture plutôt que de la simple politique.²⁶²

Notamment à cause du statut semi-permanent du concept, les constructivistes optimistes croient que la culture stratégique chinoise est malléable plutôt que stable. Par exemple, l'interaction entre l'URSS et les États-Unis lors des années 80, au sujet de la limitation des armes nucléaires, a permis d'altérer la culture stratégique soviétique, apportant ainsi une conclusion pacifique à la guerre froide.²⁶³ Les optimistes croient qu'une évolution similaire entre la Chine et les Nations Unies est possible.

Selon ceux-ci, la relation entre la RPC et l'ONU aurait amené un changement dans la culture stratégique chinoise, ce qui se refléterait dans le comportement du gouvernement communiste à accepter de participer aux OMP.²⁶⁴ Les optimistes suggèrent que la transformation de la culture stratégique chinoise a apporté une plus grande acceptation des normes et comportements internationaux, notamment au sein des OMP. Avant d'examiner cet argument, il reste essentiel de vérifier en quoi consiste la culture stratégique chinoise.

²⁶¹ Bruno Colson, «La culture stratégique », In Thierry De Montbrial et Jean Klein, 2000, *Dictionnaire de stratégie*, Paris, : Presses universitaires de France, p. 150.

²⁶² *Id.*

²⁶³ Friedberg, *loc. cit.*, p. 36.

²⁶⁴ *Id.*

Selon le lieutenant-général Li Jijun, ancien vice-président de l'Académie des sciences militaire, la culture stratégique chinoise est fondée en grande partie sur la tradition culturelle chinoise, et plus particulièrement le confucianisme.²⁶⁵ À cette époque, le *Royaume du milieu* avait pour habitude d'utiliser la raison, la vertu et la morale (incluant la force morale) pour plaider leur cause. Dans ce contexte, la force militaire n'était utilisée qu'en ultime recours. Le livre blanc de la défense de 1998 y fait spécifiquement mention, stipulant que la nature défensive de la Chine provient des nombreux siècles de traditions culturelles et historiques pacifiques.²⁶⁶ Selon certains, cette vision de la culture stratégique se veut essentiellement pacifique, centrée sur la défense du territoire chinois, non expansionniste et est en lien direct avec l'approche chinoise des OMP.²⁶⁷ Plusieurs hauts gradés chinois, dont notamment l'amiral Liu Huaqing, prennent en modèle la relation entre la RPC et l'ONU pour démontrer que la Chine demeure un pays possédant une culture pacifique.²⁶⁸ Par exemple, certains considèrent que l'ancien concept chinois « d'utiliser des moyens pacifiques avant d'utiliser la force » ou (*Xianli houbing*) est d'une importance majeure dans la participation chinoise aux OMP. Toutefois, les sinologues ne sont pas d'accord entre eux au sujet de la nature présumément pacifique de la culture stratégique chinoise. Notamment, l'histoire chinoise nous permet de constater que la Chine a, tout au long de son histoire, pris part à de nombreuses guerres civiles, invasions et guerres punitives.²⁶⁹

De son côté, Johnston prétend qu'une grande partie de la culture stratégique chinoise repose sur sept livres militaires anciens: *Si Bing Fa*, *Wu Zi Bing Fa*, *Si Ma Fa*, *Wei*

²⁶⁵ Andrew Scobell, «China and Strategic Culture. Carlisle», *Army War College*, 2002, [en ligne], <http://handle.dtic.mil/100.2/ADA402402>, (page consultée le 4 janvier 2005).

²⁶⁶ *Id.*

²⁶⁷ *Id.*

²⁶⁸ *Id.*

²⁶⁹ Immanuel C.Y. Hsü, 1990, *The rise of modern China*, 4th ed, New York : Oxford University Press.

Liao Zi, Tai Gong Liu Tao, Huang Shi Gong San Lue et *Wen Dui*.²⁷⁰ En analysant ceux-ci, Johnston en est venu à la conclusion que les dirigeants chinois sont influencés par un courant de culture stratégique réaliste, voire belliqueux. Contrairement à la culture stratégique fondée sur une conception idéalisée des concepts de Confucius, celle-ci se veut plus favorable à l'usage de la force.²⁷¹ Entre autres, cette approche fût utilisée pendant les années maoïstes où l'utilisation de la force était perçue comme légitime pour servir la cause chinoise.²⁷² Selon Johnston, cette préférence demeure encore aujourd'hui un aspect central de la culture stratégique chinoise.²⁷³ D'après Zheng, ce type de culture explique la réticence continue de la Chine envers les problèmes internationaux tels que la limitation des armements, les droits humains et même les OMP non traditionnelles.²⁷⁴

Chacune de ces approches, par-delà leurs divergences, permettent d'expliquer certaines actions du gouvernement chinois envers les OMP. Par exemple, la culture stratégique confucéenne témoigne de la volonté de la Chine de collaborer aux OMP, tandis que les conceptions réalistes expliquent les difficultés de la Chine à accepter de nouveaux types d'intervention. De toute évidence, la Chine semble prise avec deux types différents de culture stratégique. En conséquence, il semble probable que les deux types de culture s'affrontent quotidiennement pour déterminer le futur de la politique étrangère chinoise. Qu'en est-il alors de l'influence de l'ONU? Est-ce que l'on peut constater une influence de l'organisation envers la culture stratégique?

Sans contredit, la culture stratégique réaliste de Johnston fût, pendant une grande partie du 20^{ième} siècle, partie intégrante de la politique étrangère chinoise. Par exemple, il y a vingt ans, la Chine évitait de participer activement au sein

²⁷⁰ Alastair Ian Johnston, «*Cultural realism* », *op. cit.*, p. 40.

²⁷¹ Scobell, *loc. cit.*

²⁷² *Id.*

²⁷³ Zheng Yongnian, *op. cit.*, p. 112.

²⁷⁴ *Id.*

d'organisations internationales sous le prétexte que celles-ci allaient imposer des contraintes inacceptables à sa liberté d'action.²⁷⁵ Toutefois, depuis la fin de la guerre froide, la RPC a su transformer la façon dont celle-ci entrevoit les institutions internationales. Tel que le mentionne Friedberg, le paradigme de la Chine belliqueuse de Johnston a été invalidé par les contacts répétés de la Chine avec d'autres acteurs, dont l'ONU, qui ne possèdent pas une vision aussi fataliste des relations étrangères.²⁷⁶ Selon Paul Evans, la récente volonté de la Chine de vouloir joindre les institutions multilatérales reflète le fait que ses dirigeants sont plus sensibles aux encouragements et espèrent ne plus paraître comme des parias sur la scène internationale.²⁷⁷ À travers cette interaction, plusieurs concepts de la culture stratégique se sont transformés en une plus grande acceptation des normes et des comportements internationaux propres à la vision de l'ONU.²⁷⁸ Selon Andrew Scobell, la culture stratégique chinoise est redevenue fondamentalement dans l'intérêt de la paix et prédisposé à maintenir un environnement pacifiste basé sur l'ONU et les cinq principes de coexistence pacifique.²⁷⁹ Conséquemment, il semble que la Chine a su mettre de côté sa culture stratégique réaliste pour revenir à un passé confucéen plus favorable aux OMP.

Toutefois, il est impossible de conclure que la Chine utilise seulement la culture stratégique confucéenne. Malgré une orientation vers une participation plus active au sein de la communauté internationale, plusieurs analystes maintiennent que l'attitude chinoise reste toujours ambivalente, si ce n'est empreinte de soupçons à l'égard de la scène mondiale.²⁸⁰ Il est bon ici de rappeler ce que disait Johnson à propos de la

²⁷⁵ Friedberg, *loc. cit.*, p. 36.

²⁷⁶ *Id.*

²⁷⁷ Paul Evans, «China engagement with multilateral security institutions», In Johnston et Ross, 1999, *Engaging China*, New York : Routledge, p. 265.

²⁷⁸ *Ibid.*, p. 35.

²⁷⁹ Scobell, *loc. cit.*

²⁸⁰ Elizabeth Economy, «The impact of international regimes on Chinese foreign-policy making : broadening perspective and policies but only to a point», In David M Lampton, 2004, *The Making*

culture stratégique : celle-ci change, mais elle ne se transforme que très lentement²⁸¹, car il est très difficile de se départir des contraintes d'une culture stratégique réaliste.²⁸² Notamment, la Chine continue toujours de s'opposer à un grand nombre de missions et sa participation reste minime. Il reste donc difficile de déterminer lequel d'entre les deux types de culture stratégique est déterminant au sein de la participation aux OMP. De plus, l'importance de la relation entre l'ONU et la Chine comme catalyseur de la culture stratégique chinoise reste difficile à prouver.

Malgré une identité et une culture stratégique chinoise se rapprochant de celle de l'ONU, l'analyse des optimistes s'avère problématique.²⁸³ Si l'argument des constructivistes optimistes était vrai, la Chine aurait adopté les nouveaux concepts de sécurité collective, dont notamment l'intervention de casques bleus sous prétexte humanitaire, en plus de participer plus activement aux OMP. Ce n'est pourtant pas le cas actuellement. La Chine continue toujours de s'opposer à un grand nombre de missions et sa participation reste minime. Tandis que la communauté internationale propose de nouveaux concepts d'intervention, la Chine tient obstinément au vieux modèle d'interposition qu'il lui a fallu attendre plus de trente ans avant d'accepter. Ce refus du gouvernement chinois d'acquiescer de nouveaux concepts témoigne du fait que la RPC s'oppose encore à certaines identités propres à l'ONU. Certes, il est probable que l'ONU ait aidé la RPC à adopter une attitude plus favorable envers les OMP, mais les sinologues n'ont noté que peu d'influence générale de la part de l'institution. Selon Wu Xinbo, même si le développement des relations internationales a accru la pression sur le gouvernement chinois, celui-ci continue de refuser toute ingérence dans sa politique et sécurité.²⁸⁴

of Chinese foreign and security policy in the era of reform, 1978-2000, p. 232, Stanford, CA : Stanford University Press.

²⁸¹ Johnson, «Thinking about strategic culture», *loc. cit.*, p. 34.

²⁸² *Id.*

²⁸³ Friedberg, *loc. cit.*, p. 37.

²⁸⁴ Wu Xinbo, «Four contradiction constraining Chinese foreign policy behaviour», *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 27 (May 1, 2001), p. 61.

L'argument des constructivistes optimistes reste donc sujet à débat, car celui-ci ne peut expliquer la position exacte du gouvernement communiste envers les OMP. Reste à savoir si les refus continuels du gouvernement chinois de participer plus activement aux OMP, sont liés à un refus de se plier aux exigences qui découlent de l'identité occidentalocentriste majoritaire au Conseil de sécurité à l'ONU.

3.3 Le constructivisme pessimiste

Sachant que l'identité de l'ONU n'a pas réussi à transformer totalement la perception du gouvernement chinois envers les OMP, il est probable que l'identité chinoise demeure réticente aux changements proposés. Même si certaines identités sont faciles à assimiler, Wendt prétend que de nombreuses identités restent plus complexes à reproduire.²⁸⁵ Bien que les constructivistes croient que les identités des États soient malléables, les pessimistes parmi eux pensent que les constructions mentales existantes restent difficiles à transformer.²⁸⁶ Même dans les meilleures conditions possibles, les transformations d'identités restent un processus long pouvant nécessiter plusieurs années, voire des décennies d'efforts.²⁸⁷ Conséquemment, les constructivistes pessimistes croient que ces limites à pouvoir transformer une identité peuvent expliquer la réticence de nombreux acteurs sur la scène internationale.

Notamment depuis la fin de la guerre froide, le gouvernement chinois a éprouvé d'énormes difficultés à ajuster son comportement aux nouvelles circonstances internationales.²⁸⁸ Selon Deng, le pays demeure encore réticent dans les relations

²⁸⁵ Wendt, «Social Theory», *op. cit.*, p. 80.

²⁸⁶ *Id.*

²⁸⁷ Friedberg, *loc. cit.*, p. 37; Wendt, «anarchy», *loc. cit.*, p. 418.

²⁸⁸ Zheng, *op. cit.*, p. 157.

qu'il entretient avec la communauté internationale.²⁸⁹ Cette réticence se refléterait même dans la participation de la RPC au sein des OMP. L'identité chinoise, particulièrement en ce qui concerne la défense de sa souveraineté étatique²⁹⁰, est souvent accusée d'inhiber toute collaboration plus active. Qu'en est-il vraiment? Comment expliquer la lenteur du changement d'identité chinoise envers les OMP?

3.3.1 La permanence de l'identité chinoise

Tandis que les libéraux pessimistes accordent une importance particulière aux complications intérieures et techniques, les constructivistes pessimistes pensent que le problème se situe dans la difficulté à reproduire l'identité de l'ONU. Selon Wendt, deux conditions restent nécessaires pour que l'identité d'une institution soit apte à influencer celle d'un État : l'interaction entre les deux acteurs doit être constante et l'acteur se doit d'être insatisfait de son identité précédente.²⁹¹ Certes, l'interaction quotidienne entre l'ONU et la Chine répond facilement au premier critère. Toutefois, la volonté de la RPC à transformer son identité demeure complexe. Selon Pang, l'État chinois continue de faire face à de nombreux obstacles qui réduisent sa volonté de participation aux OMP.²⁹² Plusieurs facteurs peuvent être rattachés à ce refus, mais un aspect apparaît plus important que les autres : l'omniprésence des valeurs occidentales au sein des institutions internationales.

Selon de Crespigny, il demeure difficile pour la Chine de revendiquer une identité morale au sein des institutions internationales, car le rôle du gouvernement chinois

²⁸⁹ Yong Deng, «Escaping the Periphery : China National Identity in World Politics», In Weixing Hu, Gerald Chan et Daojiong Zha, 2000, *China's International Relations in the 21st Century Dynamics of Paradigm Shifts*, p. 42, Maryland : University Press of America.

²⁹⁰ Gill et Reilley, *loc. cit.*, p. 41.

²⁹¹ *Ibid.*, 414.

²⁹² *Id.*

est principalement délimité par des valeurs occidentales.²⁹³ Par exemple, la Chine s'est souvent plaint au secrétaire général de l'ONU que la plupart des fonctionnaires travaillant au sein du DPKO sont en majorité des Occidentaux.²⁹⁴ À cause de ce manque de représentation, la Chine perçoit d'un mauvais œil les institutions internationales et continue d'apparaître déloyale envers l'ONU.²⁹⁵ Il est donc possible que la très forte présence des valeurs et identités occidentales incite la Chine à conserver son identité.

Malgré une grande possibilité pour la Chine de transformer son identité, le système international continue de créer de l'insécurité et la méfiance du gouvernement chinois, notamment à cause des nouveaux concepts occidentaux d'intervention.²⁹⁶ Selon Taylor Fravel, une grande partie du refus de collaborer au sein des OMP reflète la volonté du gouvernement chinois de protéger sa souveraineté étatique contre la possibilité de nouveaux types d'interventions.²⁹⁷ Tel est le cas de l'incursion de l'OTAN au Kosovo où, malgré le massacre de civils albanais, la Chine s'est opposée vivement à l'intervention de l'ONU. Elle a soutenu cette position parce que malgré la gravité des massacres, elle jugeait encore plus préoccupant le fait que les troupes mandaté par l'ONU interviennent dans les affaires internes d'un pays.²⁹⁸ En dépit d'une certaine volonté officielle de transformer certains éléments à l'intérieur de l'ONU, l'orientation de la Chine au sein de l'institution, depuis 1980, demeure le maintien du système dans sa forme actuelle plutôt qu'une possible réforme.²⁹⁹ Ainsi, l'omniprésence des valeurs et

²⁹³ Rafé de Crespigny, *loc. cit.*, p. 40.

²⁹⁴ Assemblée Générale des Nations Unies, Quatrième comité; A/C.4/52/SR. 14 février 1998, para. 65; A/C.4/SR.14 janvier 6 1999, para. 33; A/C.4/55/SR.20, décembre 2001, para. 41.; A/C.4/57/SR.13, 27 novembre 2002, para. 20.

²⁹⁵ Zheng, *op. cit.*, p. 140.

²⁹⁶ Wendt, *loc. cit.*, p. 421.

²⁹⁷ Fravel, *loc. cit.*, p. 1109 et p. 1119.

²⁹⁸ Hu Weixing, Gerald Chan et Zha Daojiong, 2000, *China's International Relations in the 21st Century: Dynamics of Paradigm Shifts*, Maryland : University Press of America, p. 2.

²⁹⁹ Pang, *loc. cit.*, p. 88.

normes occidentales au cœur de l'ONU et des OMP aide à rendre l'identité chinoise permanente. Mais malgré ceci, l'identité chinoise n'est pas aussi constante que l'on peut croire. Notamment, la Chine a démontré que son identité demeure perméable à certaines idéologies présentes au sein de l'institution.

En somme, la Chine considère toujours que de nombreux aspects de l'ONU, notamment les interventions au nom du chapitre VII de la charte, relèvent d'une identité étrangère à laquelle elle refuse de s'associer. De plus, le respect de la souveraineté étatique continue de rendre difficile la transformation de l'identité chinoise. Il est permis de se demander si cette insistance sur la souveraineté peut jouer un rôle crucial dans l'identité chinoise. Devant l'entêtement du gouvernement chinois autour de la protection de la souveraineté étatique, serait-il possible que l'identité chinoise soit imperméable, voire même renforcée par rapport aux identités étrangères?

3.3.2 L'identité chinoise renforcée

La Chine ne risque pas d'adhérer au système international sans condition, pour la simple raison que ses dirigeants croient que la structure actuelle ne correspond pas à l'intérêt national du pays.³⁰⁰ Encore aujourd'hui, la Chine refuse d'adopter l'identité de l'ONU et espère que la croissance de ses capacités militaires et politiques va se développer plus rapidement que son acceptation des normes de la communauté internationale; sauvant ainsi le pays avant que celui-ci ne doive fléchir devant les identités occidentales. Quoique le gouvernement chinois bénéficie de certaines valeurs et des normes de l'ONU, Pang croit que le développement de la RPC va un jour être contraint par l'institution.³⁰¹ En lien avec ceci, les constructivistes

³⁰⁰ Zheng Yongnian, *op. cit.*, p.140.

³⁰¹ Pang Zhongying, p. 98.

pessimistes prétendent que l'interaction entre l'ONU et la Chine a renforcé l'identité chinoise. Par exemple, la réticence de la RPC à collaborer à certaines OMP prouve que l'identité chinoise est fortement ancrée dans l'inconscient chinois.

À travers toutes identités, pratiques et informations qui définissent l'acteur, il est probable que la relation entre la Chine et les OMP ait créé une dissonance cognitive amenant ainsi une perception de menace aboutissant à une résistance à tout changement.³⁰² Résultat de son entrée traumatique sur la société internationale, la Chine adhère à une vision très stricte de la souveraineté westphalienne.³⁰³ Le gouvernement chinois n'accepte toujours pas de participer à des OMP dites non traditionnelles, car ce type d'intervention érode la souveraineté étatique.³⁰⁴ Ainsi, la Chine n'accepte pas les interventions qui se rattachent aux modèles non traditionnels des OMP, car ceux-ci apparaissent incompatibles avec ses traditions. Le rejet d'une identité étrangère contribue à sécuriser l'État chinois et sert à confirmer les croyances sur la scène internationale. Par conséquent, il est concevable que l'identité chinoise soit renforcée pour protéger la Chine.

Malgré une situation similaire à une discordance idéologique, le gouvernement chinois n'affirme pas son opposition de façon aussi importante à l'intérieur de l'institution que l'on pourrait le croire. Ceci s'explique notamment par l'importance du pays sur le plan international. Comme l'affirment Buzan et Foot :

Étant membre permanent du conseil de sécurité, l'opinion de la Chine ne peut être ignorée. Aucun conflit militaire, diplomatique, social ou environnemental majeur ne peut être réglé sans le moindre consentement ou coopération du

³⁰² Wendt, *loc. cit.*, p. 411.

³⁰³ Nigel Thalakada, «China's Voting Pattern in the Security Council, 1990-1995», In Bruce Russett (ed.), 1997, *The Once and Future Security Council*, p. 85, New York : St. Martin's Press; Gill et Reilley, *loc. cit.*, p. 42.

³⁰⁴ Fravel, *loc. cit.*, p. 1116.

gouvernement chinois.³⁰⁵

Sachant que l'identité chinoise fut renforcée au cours de ses relations au sein de l'institution, il serait donc logique que la Chine affirme son opposition à l'intérieur du groupe restreint des 5 membres permanents du Conseil de sécurité pour protéger et promouvoir son identité. Ceci n'est pourtant pas le cas. Même dans des situations touchant son identité, le gouvernement chinois ne semble pas défendre ses valeurs et identités comme les pessimistes le prétendent. Particulièrement au sein du conseil de sécurité, la RPC a une attitude surprenante quant à l'élaboration de missions qui font appel au chapitre VII de la Charte.

³⁰⁵ Barry Buzan et Rosemary Foot, 2004, *Does China matter ? A Reassessment : Essay in memory of Gerald Segal*, New York : Routledge, p. 38.

Tableau 2 : Comportement de la Chine envers les résolutions du conseil de sécurité sur des questions relevant du chapitre VII de la Charte des Nations Unies. (1995-2004)

Mission Pays	Résolution Date	But de la résolution	Vote*	Explication du vote
UNMIH Haïti	S/RES/975 01/30/1995	Établir UNMIH	A	Contre le mandat et la taille de la mission
UNMIH Haïti	S/RES/1048 03/29/1995	Prolongement de la taille de la mission	O	Voté en faveur à la demande du P5
UNSMIH Haïti	S/RES/1063 06/28/1996	Maintien de l'ordre et formation de policiers	O	Contre la présence du personnel onusien.
UNOMIG Georgie	S/RES/1077 10/22/1996	Intégration HCNUDH	A	Opposé au HCNUDH
MPF** Albanie	S/RES/1101 03/28/1997	Établissement de la stabilité et la sécurité	A	Contre l'interférence dans les affaires internes d'un pays
MONUA Angola	S/RES/1118 06/30/1997	Remplacement de UNAVEM III	O	Toutefois opposé aux aspects qui touchent d'autres offices de l'ONU
MIPONUH Haïti	S/RES/1123 30/07/1997	Formation de policiers	O	Contre le prolongement. Voté en faveur à la demande du P5
UNMIBH Bosnie	S/RES/1144 12/19/1997	Établir UNMIBH	O	Préoccupé par la réforme juridique et certains aspects économiques
OSCE** Kosovo	S/RES/1199 09/23/1998	Surveiller la situation humanitaire	A	Contre l'interférence dans les affaires internes d'un pays
OSCE** Kosovo	S/RES/1203 10/24/1998	Appel à se conformer aux demandes des observateurs de l'OSCE	A	Contre l'interférence dans les affaires internes d'un pays et la décision de l'OTAN d'utiliser la force.
MINURCA Angola	S/RES/1230 02/26/1999	Prolongement de MINURCA	O	Contre l'interférence dans la restructuration militaire
MONUC Congo	S/RES/1493 07/28/2003	Protection des civiles	O	_____
AMIS** Soudan	S/RES/1556 07/30/2004	Autoriser l'envoi d'observateur au Darfour	O	Contre l'invocation du chapitre VII
AMIS** Soudan	S/RES/1564 09/18/2004	Enquête sur les violations des Droits de l'homme	O	Contre la pression sur le Soudan, mais appuie l'Union africaine

* A= Abstention O= Oui V= Veto

** Ne sont pas des OMP, mais le cas a été présenté devant le conseil de sécurité.

Source : Stefan Staehle, «China's participation in the United Nations Peacekeeping regime», sous la direction de Bruce J. Dickson, Dresden : Technische Universität, Mai 2006.

Selon Economy et Oskenberg, la Chine exerce un impact minimal au sein des régimes internationaux auquel celle-ci participe.³⁰⁶ Le fait que la Chine reste passive au sein de l'ONU démontre que le renforcement de l'identité chinoise n'est pas aussi important que les constructivistes pessimistes le prétendent. Comme il est possible de le constater dans le tableau 3.1, la Chine n'utilise que rarement, sinon jamais, son droit de veto lors des votes du conseil de sécurité pour s'opposer aux missions de la paix non traditionnelle.³⁰⁷ Nigel Thalakada note que la Chine continue de s'abstenir aux votes du conseil de sécurité et fait attention à ne pas utiliser un vocabulaire provocant pour ne pas défier l'ordre international.³⁰⁸

Par conséquent, l'argument des constructivistes pessimistes ne peut être prouvé par le comportement du gouvernement chinois au sein de l'ONU. Les identités peuvent être difficiles à changer, mais celles-ci ne sont pas pour autant intangibles.³⁰⁹ La Chine ne va pas jusqu'à rejeter tous les concepts élaborés par l'ONU comme l'affirment les pessimistes, car si tel était le cas, la Chine ne participerait d'aucune façon aux OMP. L'évolution de la perception chinoise par rapport aux OMP depuis 1971 témoigne de la transformation de l'identité chinoise. Selon certains analystes, dont Gill et Reilley, la Chine serait même prête à accepter certaines missions non traditionnelles tant et aussi longtemps que celles-ci contribuent à l'avancement de la paix et la stabilité sur la scène internationale.³¹⁰ Par exemple, la Chine est intéressée à coopérer au sein d'une mission de paix non traditionnelle si celle-ci est créée pour des motifs humanitaires.³¹¹ L'adoption des concepts d'intervention humanitaire constituerait la preuve que le gouvernement chinois a été influencé par l'ONU.

³⁰⁶ Elizabeth Economy et Michel Oskenberg (eds.), 1999, *China Joins the World: Progress and Prospects*, New York : Council on Foreign Relations Press, p. 23.

³⁰⁷ Stefan Staehle, «China's participation in the United Nations Peacekeeping regime», sous la direction de Bruce J. Dickson, Dresden : Technische Universität, Mai 2006.

³⁰⁸ Nigel Thalakada, *op. cit.*, p. 83.

³⁰⁹ Wendt, *op. cit.*, p. 21.

³¹⁰ Gill et Reilley, *loc. cit.*, p. 46.

³¹¹ *Ibid.*, p. 50.

Manifestement, certains aspects de l'identité chinoise sont fortement enracinés, mais non au point de ne pas pouvoir être transformés. Il est normal que certains comportements de l'ONU puissent intensifier le désir de la Chine de continuer avec les missions traditionnelles. Malgré tout, il reste peu probable que l'identité de l'ONU puisse réduire la participation de la Chine. Malgré les frictions concernant le type d'intervention, l'identité chinoise a bel et bien été transformée dans le passé et il demeure très plausible que celle-ci va continuer à changer dans le futur. Il demeure probable que la Chine désire renforcer son identité en participant davantage aux missions de paix, notamment afin d'améliorer son prestige et son influence.

3.4 Conclusion

Force est de constater que le constructivisme, autant dans ses variantes optimistes que pessimistes, ne peut expliquer de façon concluante les motivations de la Chine à l'endroit des OMP. Les optimistes ont permis de découvrir que la Chine a pu transformer son identité à travers un processus d'apprentissage au sein de l'ONU et l'influence de certains acteurs. D'autre part, ceux-ci croient que la transition d'une culture stratégique réaliste à une culture stratégique confucéenne apporte une explication historique à l'évolution de la collaboration chinoise aux OMP. Toutefois, ces deux arguments sont excessivement optimistes envers le changement de l'identité chinoise.

De leur côté, les constructivistes pessimistes ont su démontrer que l'identité chinoise est loin d'être aussi malléable que les optimistes le proposent. Celle-ci est tenace, voire même rigide, à l'encontre de l'évolution de l'identité onusienne. Toutefois, ce degré de résistance reste très difficile à démontrer. Certains facteurs, tels que le comportement du gouvernement chinois au sein du conseil de sécurité, réduisent la portée de l'argument pessimiste. Malgré une réticence de la Chine

envers les interventions non traditionnelles, le gouvernement chinois a démontré, à plusieurs reprises, qu'il demeure néanmoins ouvert à accepter de telles missions. Toutefois, le manque de données, de témoignages et de rapports rendent une analyse de la participation chinoise aux OMP difficile selon le postulat constructiviste.

De plus, le postulat constructiviste ne permet pas de comprendre toutes les motivations qui entourent la participation chinoise. L'analyse de la participation chinoise selon le constructivisme présume que l'univers mental chinois fonctionne conformément à certains concepts post-westphaliens du monde occidental. Ce n'est pourtant pas le cas. Quoique le courant libéral se développe lentement, Alastair Ian Johnston stipule que la Chine affiche historiquement une perspective très réaliste des relations internationales.³¹² L'analyse réaliste risque donc d'être la clé pour comprendre le comportement chinois au sein des OMP.

³¹² Alastair Ian Johnston, «Cultural realism», *op. cit.*, p. 217.

CHAPITRE IV

LES ANALYSES RÉALISTES DE LA PARTICIPATION CHINOISE

4.1 Introduction

En réaction au courant internationaliste libéral de l'entre-deux-guerres, le réalisme classique s'impose comme théorie dominante des Relations³¹³ internationales lorsque celle-ci émergea des cendres du postulat idéaliste à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.³¹⁴ Se réclamant des théoriciens aussi anciens que Sun Zi, Thucydide, Machiavel et Hobbes, le réalisme utilise des éléments tels que l'analyse des politiques de puissance « à laquelle les États, en particulier les grandes puissances, aspirent inlassablement à travers leurs conduites diplomatico-stratégiques ».³¹⁵ De plus, les réalistes croient que la principale impulsion d'un acteur sur la scène internationale demeure la poursuite et la défense de ses intérêts,³¹⁶ car le système reste anarchique et rien ne peut limiter la compétition entre les États.³¹⁷

Quoique, depuis la fin de la guerre froide, de nombreuses critiques fustigent la grande famille des réalistes, les intellectuels de certains pays ont tendance à favoriser cette approche. Ceci reste particulièrement vrai dans le cas de la Chine.

³¹³ Pour éviter toute confusion, l'auteur a réservé le terme *Relations internationales* avec un r majuscule pour désigner la discipline.

³¹⁴ John Baylis et Steve Smith, 2005, *The Globalization of World Politics*, New York : Oxford University Press, p. 162.

³¹⁵ Frédérick Guillaume Dufour, «Réalisme classique», In Alex Macleod et al, 2004, *Relations internationales : Théories et concepts*, p. 190, Montréal : Éditions Athéna.

³¹⁶ *Id.*

³¹⁷ *Id.*

Selon Thalakada, l'essor de cette approche théorique en Chine fut grandement influencé par les « 150 années d'humiliations », durant lesquelles le pays a subi, contre son gré, le poids et l'influence des puissances occidentales.³¹⁸ Par conséquent, l'adoption du réalisme a conduit la Chine à considérer de façon absolue le concept de souveraineté étatique et l'importance de la politique de puissance dans les relations internationales.³¹⁹

En dépit du fait que certains nouveaux concepts des relations internationales ont commencé à prendre racine en Chine, la pensée dominante reste le réalisme.³²⁰ Certains, dont Christensen, considèrent même que la Chine demeure la « haute église » de la *realpolitik* dans le monde.³²¹ Malgré tout, le gouvernement chinois a ajouté certaines de ses caractéristiques propres à cette approche. Par exemple, tandis que les réalistes des pays occidentaux considèrent les concepts de sécurité et de pouvoir comme de la « high politics » et tout autre aspect comme de la « low politics », les réalistes chinois envisagent les relations internationales comme une compétition pour établir une « puissance nationale tous azimuts » (« comprehensive national power », ou « *Zonghe Guoli de Jiaoliang* »), sur une multitude de fronts dont l'économie, la politique et la technologie.³²²

Malgré une plus grande compréhension de la théorie qui entoure les décisions du gouvernement chinois, le comportement de la RPC sur la scène internationale

³¹⁸ Nigel Thalakada, «China's Voting Pattern in the Security Council, 1990-1995», In Bruce Russett (ed.), 1997, *The Once and Future Security Council*, p. 85. New York : St. Martin's Press; Bates Gill et James Reilly, *loc. cit.*, p. 42; Thomas J. Christensen, *Pride Pressure Politics*, *op. cit.*, p. 242.

³¹⁹ Samuel S. Kim, «China and the United Nations», In Elizabeth Economy et Michel Oksenberg (eds.), 1999, *China Joins the World: Progress and Prospects*, p. 72, New York : Council on Foreign Relations Press.

³²⁰ Yong Deng, «Conception of national interest : Realpolitik, liberal dilemma and the possibility of change», In Deng, Yong et Wang Fei-ling, 1999, *In the Eyes of the Dragon: China Views the World*, p. 47, Lanham, Maryland : Rowman and Littlefield.

³²¹ Thomas J. Christensen, «Chinese Realpolitik», *Foreign Affairs*, vol. 75, no. 5 (September/October 1996), p. 38.

³²² Yong Deng, «Conception of national interest», *op. cit.*, p. 53.

demeure difficile à définir. Plus précisément, il existe de nombreux aspects divergents à l'égard de la relation qu'entretient le gouvernement chinois avec les OMP. D'un côté, il semble que le gouvernement chinois n'adopte pas toujours une politique étrangère conforme à la perspective réaliste, car la Chine a, au fil du temps, augmenté sa collaboration au sein de l'ONU. D'un autre côté, le gouvernement chinois continue de penser selon des conceptions simplistes des approches réalistes les moins sophistiquées lorsque vient le temps de réfléchir sur les types d'interventions auxquelles elle veut participer.

Devant cette divergence, il demeure essentiel d'analyser la position adoptée par la Chine à l'endroit des OMP selon une perspective optimiste et pessimiste de l'approche réaliste. Un tel examen permettra d'identifier les nombreux facteurs qui agissent sur la position du gouvernement chinois. Par exemple, les optimistes vont tenter de démontrer que la RPC participe aux OMP parce que celle-ci a adopté une vision plus flexible du réalisme, tandis que les pessimistes recherchent, au cœur du postulat classique, les arguments qui peuvent expliquer l'ambivalence de la Chine envers les OMP.

4.2 Le réalisme optimiste

Quoique le réalisme repose principalement sur des prémisses pessimistes, plusieurs spécialistes des relations internationales n'ont pas hésité pas à développer un courant qui aborde des positions plus optimistes.³²³ Selon Glasner, le but de ce réalisme optimiste consiste à combler certaines des nombreuses critiques qu'ont reçues les approches réalistes à la fin de la guerre froide.³²⁴ Notamment, les réalistes optimistes

³²³ Charles L. Glasner, «Realist as optimist», *International Security*, vol. 19, no. 3 (1994/1995), p. 50.

³²⁴ *Ibid.*, p. 52.

croient qu'une variété de facteurs peuvent contribuer à réduire la portée du « dilemme de sécurité » au sein des relations interétatiques.³²⁵ Par exemple, tandis que les réalistes pessimistes plus traditionnels soulignent que l'incertitude des motifs de « l'adversaire » rend la coopération trop risquée³²⁶, les optimistes corrigent cette vision en déclarant que cette ambiguïté crée au contraire des raisons puissantes pour coopérer et ainsi comprendre les véritables intentions d'un pays.³²⁷ Pour les optimistes, la coopération apparaît donc possible et même souhaitable pour réduire les risques présents sur la scène internationale.³²⁸ Toutefois, les optimistes conçoivent que la collaboration reste difficile, car il existe une variété de risques à coopérer sur la scène internationale.³²⁹ Dans le cas de la participation chinoise aux OMP, deux arguments peuvent aider à comprendre le comportement du gouvernement chinois : la croissance des capacités de l'État et les ambitions modestes de la Chine sur la scène internationale. Ces deux arguments sont importants, car la croissance des capacités de l'État va permettre de comprendre les facteurs qui incitent la Chine à augmenter sa collaboration tandis que les ambitions modestes servent à expliquer le manque de participation à l'intérieur des OMP. Les réalistes optimistes ne s'entendent cependant pas sur leur lecture de la participation chinoise aux OMP. Certains d'entre eux jugent que la participation de la Chine est encore trop modeste et expliquent ce manque d'enthousiasme par un manque d'ambition des dirigeants de la PRC sur le plan international. D'autres, au contraire, préfèrent mettre l'accent sur la croissance de cette participation et sur l'augmentation des capacités de l'État pour élucider les motifs de cette évolution.

³²⁵ Aaron. L. Friedberg, «The future of US.-China relations: is conflict inevitable?», *International Security*, vol. 20, no. 3 (Fall 2005), p. 24.

³²⁶ Charles Glasner, *loc. cit.*, p. 53.

³²⁷ *Ibid.*, p. 50.

³²⁸ Charles-Philippe David, 2000, *La guerre et la paix*, Paris : Presses de Science Po, p. 39.

³²⁹ Charles Glasner, *loc. cit.*, p. 60.

4.2.1 La croissance des capacités de l'État

Depuis le début des réformes économiques de 1978, la Chine a quadruplé son produit national brut (PNB).³³⁰ Le bureau des statistiques chinois estime que, de 1980 à 1998, la Chine a eu une croissance annuelle moyenne entre huit et neuf pour cent de son PNB.³³¹ Devant l'essor rapide du pays, de nombreux cercles universitaires tentent de savoir si cette croissance a permis à la Chine s'impliquer plus activement sur la scène internationale. Malgré un développement important du pays, il demeure difficile de jauger la puissance de la RPC sur la scène internationale.³³² En effet, est-ce que la croissance des capacités économique, militaire et diplomatique ont permis à la Chine de participer plus activement à l'intérieur des instances internationales? Selon les réalistes optimistes, l'essor des capacités chinoises serait la cause principale de la hausse de la coopération du pays au sein des organisations non gouvernementales, dont l'ONU. Spécifiquement, Christensen soutient que les dirigeants chinois sont convaincus que la participation au sein des institutions internationales n'est pas seulement la norme pour un État en plein essor, mais aussi un préalable pour être considéré comme une grande puissance.³³³

Pour la plupart des grandes puissances, les Nations Unies demeurent l'une des plus importantes institutions pour accomplir leur objectif de s'imposer et légitimer leur statut sur la scène internationale. Devant l'importance des OMP, certains réalistes

³³⁰ Friedberg, *loc. cit.*, p. 244.

³³¹ China : State statistical bureau, *Statistical survey (SA 99)* tel que cité par K.C. Yeh, «China economic growth : recent trends and prospects», RAND corporation, [en ligne], http://www.rand.org/pubs/monograph_reports/MR1300/MR1300.ch5.pdf, (page consultée le 20 Octobre 2006), p. 70.

³³² Yong Deng et Fei-ling Wang, 2005, *China rising : power and motivation in chinese foreign policy*, New York : Rowman and Littlefield, p. 1.

³³³ Thomas J. Christensen, «Pride, pressure, and politics : The roots of China's worldview», In Yong Deng et Wang Fei-ling, 1999, *In the Eyes of the Dragon: China Views the World*, p. 248, Lanham, Maryland : Rowman and Littlefield.

optimistes croient qu'il existe un lien entre la croissance des capacités chinoises et la participation du gouvernement chinois aux OMP. Plus précisément, ces réalistes optimistes considèrent que la croissance des capacités de l'État peut expliquer la hausse de la participation chinoise aux OMP.³³⁴

Avec une croissance fulgurante de l'économie chinoise, Deng et Wang estiment que la Chine a augmenté de façon déterminante son influence sur la scène internationale.³³⁵ Ces deux auteurs considèrent qu'en bénéficiant des avantages de son intégration à l'économie mondiale, la Chine a découvert l'importance de l'interdépendance, du multilatéralisme et surtout de l'influence des institutions internationales.³³⁶ Pour sa part, Friedberg croit que le miracle économique chinois a non seulement modernisé le pays, mais que celui-ci a aussi permis au gouvernement chinois d'accroître son pouvoir dans les relations internationales.³³⁷ Il constate aussi que la participation chinoise aux OMP va de concert avec l'augmentation de sa puissance. Par exemple, au cours des années 90, le gouvernement s'est engagé dans huit OMP et a déployé plus de 530 casques bleus.³³⁸ Depuis le début du nouveau millénaire, la collaboration chinoise a nettement augmenté. Entre 2000 et 2004, la Chine a déjà égalisé la quantité de missions auquel il a participé lors de la dernière décennie. De plus, la quantité de personnel déployé a aussi augmenté. En effet, le gouvernement chinois a déjà eu recours à plus de 1 200 casques bleus, ce qui est deux fois plus que sa collaboration antérieure. Sachant que l'économie a aussi progressé grandement pendant cette période, il est possible de constater un lien entre

³³⁴ Friedman, *loc. cit.* p. 25.

³³⁵ Yong Deng et Fei-ling Wang, *China rising*, *op. cit.*, p. 5.

³³⁶ *Id.*

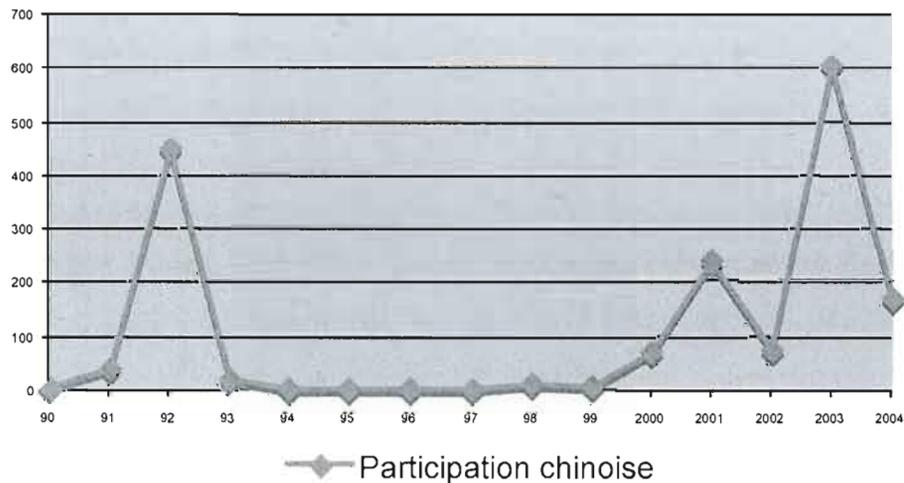
³³⁷ Friedberg, *loc. cit.*, p. 17; Yong Deng et Fei-ling Wang, *op. cit.*, p. 1.

³³⁸ [Anonyme], *China's National Defense in 2004*, Information Office of the State Council of the People's Republic of China, (December 2004), Beijing, chapitre 9, [en ligne], <http://english.people.com.cn/whitepaper/defense2004/defense2004.html>, (page consultée le 12 juillet 2005).

l'apport de la Chine auprès des OMP et l'essor des capacités économiques et militaires chinoises.

Quoiqu'il semble exister une relation entre croissance de la participation chinoise aux OMP et essor de son économie, un examen plus attentif permet de déceler des anomalies. En effet, si l'hypothèse qu'une croissance de la croissance des capacités de l'État influencerait la participation aux OMP était valide, la Chine aurait augmenté progressivement sa participation depuis la fin de la guerre froide.

Figure 6 : Participation chinoise annuelle aux OMP



Source [Anonyme], *China's National Defense in 2004*, Information Office of the State Council of the People's Republic of China, (December 2004), Beijing, Chapitre 9, [en ligne], <http://english.people.com.cn/whitepaper/defense2004/defense2004.html>, (page consultée le 12 juillet 2005).

Comme il est possible de constater avec la figure 4.1, il existe une grande irrégularité dans la participation chinoise aux OMP. Malgré une contribution importante en 1992, la Chine a réduit considérablement sa collaboration entre 1993 et 1998. Pourtant, à la même époque, Deng et Wang constatent que la RPC a

grandement augmenté son pouvoir économique et militaire.³³⁹ Malgré cela, la participation chinoise reste très sporadique et aucune tendance ne peut véritablement être liée à l'essor des capacités du gouvernement. Certes, la Chine semble vouloir collaborer plus activement depuis le début du nouveau millénaire, mais rien ne peut nous prouver que cet engagement se poursuivra dans les années à venir. S'il existait un lien avec la croissance des capacités de la RPC, il serait possible de constater une certaine évolution progressive de la participation aux OMP. À l'opposé, il semble que la collaboration progresse plutôt en dents-de-scie. Par exemple, la Chine s'est engagée activement au sein de mission de paix en 1991, 2001 et 2003, mais retourne aussitôt à une participation minimale. D'autres réalistes, que l'on peut également qualifier d'optimistes, ne croient pas que la croissance ou le déclin de la capacité d'état puisse expliquer cette situation. Ils mettent plutôt l'accent sur les visées des dirigeants

4.2.2 Les ambitions modestes de la Chine

Certains chercheurs des courants réalistes que l'on peut considérer optimistes viennent à la conclusion que la puissance constitue une notion dynamique variant en fonction du système international.³⁴⁰ Selon eux, par exemple, la puissance dépend du caractère bilatéral ou multilatéral des relations interétatiques.³⁴¹ Selon Schweller, chaque État est différent dans les buts qu'il poursuit et le pouvoir qu'il croit nécessaire pour l'obtention de ces objectifs.³⁴² Ainsi, Waltz et Grice affirment que: « les États ont comme principal intérêt leur sécurité et ceux-ci ne recherchent que la quantité requise de puissance pour garantir leur propre survie ». ³⁴³ Par conséquent,

³³⁹ Yong Deng et Fei-ling Wang, *op. cit.*, p. 1.

³⁴⁰ Antoine Gazano, 2000, *L'essentiel des Relations internationale*, Paris : Gualino, p. 13.

³⁴¹ *Id.*

³⁴² Randall L. Schweller, « Neorealism's Status-Quo Bias: What Security Dilemma? », *Security Studies*, vol. 5, no. 3 (Spring 1996), p. 99.

³⁴³ Baylis et Smith, *op. cit.*, p. 174.

les réalistes optimistes pensent qu'une grande majorité de pays adoptent une position défensive sur la scène internationale.³⁴⁴ En effet, un État pourrait compromettre sa propre sécurité si celui-ci décidait d'acquiescer trop facilement et, ce faisant, accroissant la méfiance des autres à son endroit.³⁴⁵ Il est donc possible que certains pays épousent une attitude défensive, pour ne pas nuire à leur pouvoir sur la scène internationale.

Dans le cas de la RPC, ces réalistes optimistes viennent à la conclusion que la faible contribution de la Chine aux OMP est liée aux ambitions modestes du gouvernement chinois sur la scène internationale.³⁴⁶ Certes, la Chine a souvent critiqué le *statu quo* qui règne sur la scène internationale, mais le gouvernement chinois ne semble pas manifester un désir pressant de défier l'ordre mondial.³⁴⁷ Plusieurs raisons sont données pour expliquer les causes de cette attitude prudente de la Chine. Notamment, Shambaugh affirme que le gouvernement chinois aurait adopté une telle attitude pour éviter toute tension ou confrontation pouvant comporter des répercussions néfastes sur ses relations extérieures ou sa croissance économique.³⁴⁸ D'autres, dont feu Gerald Segal, croient que la puissance et l'influence de la RPC sur la scène internationale demeurent beaucoup plus faibles que l'on peut supposer à première vue.³⁴⁹ Selon Oskenberg et Economy, le développement de la Chine sur la scène internationale en est encore à ses premiers balbutiements, et le pays y cherche toujours sa place.³⁵⁰

³⁴⁴ Frédéric Guillaume Dufour, *op. cit.*, p. 191-193.

³⁴⁵ Baylis et Smith, *op. cit.*, p. 174.

³⁴⁶ Freidberg, *loc. cit.*, p. 26.

³⁴⁷ Pang Zhongying, «China's changing attitude to UN peacekeeping», *International Peacekeeping*, vol. 12, no. 1 (Spring 2005), p. 98; David C. Kang, «Getting Asia Wrong: The Need for New Analytical Frameworks», *International Security*, vol. 27, no. 4 (2003), p. 65; Freidberg, p. 24.

³⁴⁸ David Shambaugh, «China's Military Views the World: Ambivalent Security», *International Security*, vol. 24, no. 3 (Winter 1999), p. 79.

³⁴⁹ Gerald Segal, «Does China matter?», *Foreign Affairs*, vol. 78, no. 5 (1999), p. 26.

³⁵⁰ Micheal Oskenberg et Elizabeth Economy, 1999, *Shaping US-China relation : a long term strategy*, New York : Council on Foreign Relations, p. 9.

Quels que soient les motifs, l'attitude modeste de la Chine se reflète notamment dans l'élaboration de sa politique étrangère. Par exemple, la Chine a officiellement adopté, à la suite du massacre de la place Tiananmen, une politique intitulée *Tao Guang Yang Huai* qui consiste en un profil bas, une attitude et une diplomatie étrangère humbles sur la scène internationale.³⁵¹ Même si, selon certains sinologues, le concept fut mis au rancart à la mort de Deng Xiaoping en 1997, il semble que cette politique demeure un facteur important, car la Chine continue toujours d'être prudente et très sélective dans sa participation au sein de l'ONU.³⁵² En 2002, Zheng Bijian reprend ces concepts et formule la doctrine d'émergence pacifique ou (*Heping Jueqi*) selon laquelle la Chine désire développer et maintenir un environnement pacifique sur la scène internationale, propice à son développement économique.³⁵³ Décidément, la RPC préfère marcher d'un pas prudent plutôt que d'effectuer un grand bond en avant dans sa participation aux OMP.

Quoique les arguments des réalistes optimistes aident à comprendre la faible contribution de la Chine au sein des OMP, leurs hypothèses ne sont pas en mesure d'expliquer les raisons poussant le gouvernement chinois à s'engager activement auprès de certaines missions plutôt que d'autres. En effet, la figure 4.1 démontre que la Chine a collaboré à trois missions de façon beaucoup plus importante que d'habitude en 1991, 2001 et 2003. Si la Chine avait adopté une attitude modeste au sein des OMP, le gouvernement chinois n'aurait pas participé à trois missions d'une

³⁵¹ Pang Zhongying, *loc. cit.*, p. 97.

³⁵² *Id.*

³⁵³ Zheng Bijian, 2005, *China's Peaceful Rise: Speeches of Zheng Bijian 1997-2005*, Washington : Brookings Institution Press, 88 pages; Zheng Bijian, «China's peaceful rise to great power status», *Foreign Affairs*, vol. 84, no. 5 (septembre/octobre 2005), p. 18-25; Guo Sujian, 2006, *China's "peaceful rise" in the 21st century : domestic and international condition*, Burlington: Ashgate, 272 pages; André Laliberté, «China's peaceful emergence: hegemonic transition or neo-bismarckian moment?» *CANCAPS papers*, no. 38, (August 2005), 12 pages; [Anonyme], «Military diplomacy helps China's peaceful rise», *China Daily*, [en ligne], http://www.chinadaily.com.cn/english/doc/2005-12/29/content_507781.htm, (page consultée le 18 décembre 2005).

façon aussi extensive. De plus, il est important de noter que ces trois missions correspondent, à elles seules, à 68 % des casques bleus déployés par la Chine. Il est donc possible de conclure que ces interventions constituent le cœur de la participation chinoise. Ceci remet donc en cause la validité de l'argument des réalistes optimistes. Il est maintenant démontré que la Chine n'a aucune réserve quant à sa relation avec les OMP. Certes, une majeure partie de la collaboration chinoise au sein des OMP reste conforme au concept de l'émergence pacifique, mais certains de ces engagements demeurent anormalement imposants et démontrent que l'attitude du gouvernement chinois comporte un aspect qui n'a pas été encore étudié.

À cause des questions que laissent en suspens les hypothèses précédentes en tentant d'expliquer le comportement de la Chine au sein des OMP, l'interrogation sur les véritables intentions de la RPC demeure ouverte. Est-il possible que, derrière la rhétorique officielle, se cache un calcul d'intérêt? Pour vérifier les intentions de la RPC au sein des OMP, il semble nécessaire de laisser de côté l'analyse des réalistes optimistes pour se tourner vers un réalisme qui, plus pessimiste, offre d'autres explications pour comprendre les motifs profonds de la Chine.

4.3 Les approches réalistes pessimistes

Alors que les optimistes se penchent sur les facteurs qui vont amener la Chine vers une plus grande coopération, les réalistes pessimistes conçoivent qu'il existe plutôt des lois naturelles inévitables incitant les États à se livrer à une lutte sans fin pour le pouvoir et leur survie.³⁵⁴ Malgré l'appel constant de la Chine sur la scène internationale pour le respect de son intégrité territoriale et le concept de « paix et développement », les réalistes pessimistes prétendent que le gouvernement chinois

³⁵⁴ Freidberg, *loc. cit.*, p. 16.

ne sera jamais un pays satisfait par des considérations minimales de sécurité.³⁵⁵ Selon Quinn, les États comme la Chine sont motivés par leurs ambitions³⁵⁶ et leur principale impulsion sur la scène internationale demeure la poursuite et la défense de leurs intérêts.³⁵⁷ Au sein d'un monde où la compétition domine tout, les réalistes pessimistes croient que la crainte du déclin relatif et les possibilités de confrontation sur la scène internationale représentent des facteurs omniprésents dans les décisions quotidiennes du gouvernement chinois.³⁵⁸

4.3.1 La crainte du déclin relatif

Dans un monde où le « chacun pour soi » reste constant³⁵⁹, les réalistes considèrent qu'un État comme la Chine se doit de protéger et d'affirmer sa présence dans toutes les sphères de la vie internationale.³⁶⁰ Selon Swaine, le gouvernement chinois poursuit déjà un large éventail de stratégies pour s'assurer de maintenir ou d'augmenter ses capacités sur la scène internationale.³⁶¹ Il ne serait donc pas surprenant que de nombreux aspects de la politique chinoise au sein de l'ONU comportent des objectifs stratégiques précis qui n'ont d'autres fins que d'être bénéfiques au pays.³⁶² Selon Kim, la Chine utilise l'ONU dans le dessein de

³⁵⁵ Yong Deng, «Escaping the Periphery : China National Identity in World Politics», In Weixing Hu, Gerald Chan et Daojiong Zha, 2000, *China's International Relations in the 21st Century Dynamics of Paradigm Shifts*, p. 45, Maryland : University Press of America.

³⁵⁶ Michael Ng-Quinn, «Effects of Bipolarity on Chinese Foreign Policy», *Survey*, vol. 26, no. 2 (Spring 1982), p. 121.

³⁵⁷ Frédéric Guillaume Dufour, *op. cit.*, p. 190.

³⁵⁸ Baylis et Smith, *op. cit.*, p. 162.

³⁵⁹ Friedberg, p. 17.

³⁶⁰ Charles-Philippe David, *op. cit.*, p. 39.

³⁶¹ Thomas Kane, «China's Foundations: Guiding Principles of Chinese Foreign Policy», *Comparative Strategy*, vol. 20, no. 1 (janvier 2001), p. 104.

³⁶² Micheal D. Swaine et Ashley J. Tellis, 2000, *Interpreting China Grand strategy: Past, Present, and Future*, New York : Rand Corporation, p. 135.

³⁶³ Lowell Dittmer, 1999, *Learning and the reform and Chinese foreign policy*, Singapore : Singapore University Press, p. 171.

maximiser ses gains.³⁶³ Selon Thalakada, la Chine a souvent menacé d'utiliser son droit de veto au sein du conseil de sécurité pour obtenir des concessions économiques et politiques d'un État ou simplement pour confirmer son poids sur la scène internationale.³⁶⁴

De façon similaire, les OMP sont aussi sujettes aux pressions des membres du conseil de sécurité. Bien que les OMP doivent être impartiales, celle-ci ne sont jamais neutres.³⁶⁵ Très souvent, des puissances participent à ces missions pour des raisons économiques, politiques, militaires et même de prestige.³⁶⁶ Devant une multitude d'acteurs qui essaient de soutirer des avantages des OMP, les réalistes pessimistes prétendent que le gouvernement chinois collabore aux OMP parce que celui-ci a peur que d'autres pays n'en tirent avantage à ses dépens.³⁶⁷

Même si le gouvernement chinois continue d'affirmer que la position du pays reste impartiale et altruiste, la relation qu'entretient la Chine avec les OMP demeure, comme dans le cas des autres grandes puissances, influencée par des calculs et par la défense de ses intérêts.³⁶⁸ Selon plusieurs sinologues, dont Kim, la Chine utilise une politique dite « Maxi mini » (*Quli Bihai*) où le gouvernement chinois cherche à maximiser ses intérêts tout en minimisant ses coûts.³⁶⁹ Voyant que certains avantages peuvent être soutirés à d'autres pays, Fravel croit que la RPC participe

³⁶³ Samuel S. Kim cité par dans Michael D. Swaine, *op. cit.*, p. 135.

³⁶⁴ Nigel Thalakada, *op. cit.*, p. 87.

³⁶⁵ Rob McRae et Don Hubert, 2001, *Human security and the new diplomacy*, Montréal : McGill-Queen's University Press, p.44.

³⁶⁶ Micheal D. Swaine et Ashley J. Tellis, *op. cit.*, p. 97.

³⁶⁷ Friedberg, *loc. cit.*, p. 19.

³⁶⁸ Wang Jianwei, «Managing Conflict : Chinese perspective on multilateral diplomacy and collective security», In Deng, Yong et Wang Fei-ling, *In the Eyes of the Dragon: China Views the World*, p. 63, Lanham, Maryland : Rowman and Littlefield, 1999.

³⁶⁹ Evan S. Medeiros et M. Taylor Fravel. «China's New Diplomacy», *Foreign Affairs*, vol. 82, no. 6 (2004), p. 23.

aux missions qui lui rapportent le plus.³⁷⁰ De même, selon Economy, le gouvernement chinois est intéressé à profiter à peu de frais de situations qui peuvent lui rapporter une expertise technique, des contrats commerciaux ou toute autre forme d'avantage pouvant faciliter son développement économique et améliorer sa position sur le plan politique.³⁷¹ En accomplissant ceci, la RPC a la conviction qu'elle peut obtenir ce qu'elle désire tout en continuant à contrôler sa destinée.³⁷² Quoique plusieurs raisons (prestige, économie, proximité géographique, Taiwan, technologie, entraînement des troupes) puissent inciter la Chine à collaborer aux OMP, quatre principaux facteurs ressortent.

L'économie

Premièrement, il existe un lien étroit entre le désir du gouvernement chinois de collaborer à certaines OMP et les bénéfices économiques qui peuvent en être soutirés. En effet, la croissance économique de la Chine nécessite des besoins indispensables en ressources naturelles et le continent africain, riche en matière première, répond à une bonne partie de ces besoins.³⁷³ Avec des échanges commerciaux estimés à dix-huit milliards en 2003³⁷⁴, des investissements de quarante milliards dans les mines africaines, et quatre milliards dans les champs pétrolifères du Soudan³⁷⁵, la Chine veut s'assurer que ces investissements sont protégés et rapportent à son économie.³⁷⁶ Corollairement, Lyman croit que la Chine

³⁷⁰ Taylor M. Fravel, «China's Attitude Toward U.N. Peacekeeping Operations Since 1989», *Asian Survey*, vol. 36, no. 11 (November 1996), p. 1116.

³⁷¹ Elizabeth C. Economy, «The Impact of International Regimes on Chinese Foreign Policy-making», In David M. Lampton (ed.), *The Making of Chinese Foreign and Security Policy*, p. 232.

³⁷² Robert S. Ross, «Beijing as a conservative power», *Foreign Affairs*, vol. 76, no. 2 (1997), p. 44.

³⁷³ Andrea Goldstein, 2006, *The Rise of China and India : What's in for Africa*, OECD, p.19.

³⁷⁴ Chris Alden, «Leveraging the Dragon : toward an Africa that can say no», *Yale Global*, [en ligne], <http://yaleglobal.yale.edu/display.article?id=5336>, (page consultée le 16 juillet 2005).

³⁷⁵ Christine Todd Whitman et al, 2003, *More Than Humanitarianism- a strategic U.S. approach toward Africa*, Council on Foreign Relations, p. 43

³⁷⁶ Matthew Yeomans, «Crude politics: The United States, China and the race for oil security», *Atlantic Monthly*, vol. 295, no. 3 (April 2005), p. 48; Chris Alden, «Leveraging the Dragon :

utilise spécifiquement les OMP pour garantir ses gains matériels en Afrique.³⁷⁷ La quantité de missions avec lesquelles la Chine a collaboré sur le continent africain rend l'affirmation de Lyman crédible. Depuis 1991, neuf des dix-huit OMP auquel la Chine a participé ont été en Afrique.³⁷⁸ Au sein de ces nombreuses missions, Lyman estime que les forces d'interventions dépêchées lors des OMP au Congo, en Éthiopie ainsi qu'au Sierra Leone ont eu comme objectif de sauvegarder et de promouvoir les intérêts économiques chinois en Afrique.³⁷⁹

L'argument économique semble donc un facteur incitant la Chine à collaborer aux OMP. Toutefois, cet argument ne peut, à lui seul, expliquer l'attitude du gouvernement chinois. En effet, les intérêts économiques n'ont aucun poids dans la décision du gouvernement de collaborer aux missions au Cambodge et au Timor Oriental. En revanche, ces décisions pourraient peut-être s'expliquer par la volonté de la RPC de collaborer à des missions en raison de leur proximité des frontières chinoises.³⁸⁰ L'importance de la participation à de telles missions peut grandement contribuer à asseoir la réputation et l'influence de la Chine en Asie du Sud-est.

La géopolitique en Asie du Sud-est

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'Asie du Sud-est est largement domination par les États-Unis. Cependant, l'essor de la Chine depuis deux décennies vient remettre en cause cette hégémonie. Même si la Chine concède que la

toward an Africa that can say no», *Yale Global*, [en ligne],
<http://yaleglobal.yale.edu/display.article?id=5336>, (page consultée le 16 juillet 2005).

³⁷⁷ Princeton N. Lyman, «China's rising role in Africa», *Council on Foreign relation*, [en ligne],
http://www.cfr.org/publication/8436/chinas_rising_role_in_africa.html, (page consultée le 20 février 2006).

³⁷⁸ [Anonyme], *China's National Defense in 2004*, Information Office of the State Council of the People's Republic of China, (December 2004), Beijing, Chapitre 9, [en ligne],
<http://english.people.com.cn/whitepaper/defense2004/defense2004.html>, (page consultée le 12 juillet 2005).

³⁷⁹ *Id.*

³⁸⁰ Bates Gill et John Reilly, «Sovereignty, Intervention and Peacekeeping: The View from Beijing», *Survival*, vol. 42, no. 3 (2000), p. 48.

domination des États-Unis demeure nécessaire pour la stabilité de la région³⁸¹, ceci ne l'empêche pas d'augmenter sa présence en Asie. Pour certains, la stratégie contemporaine du gouvernement chinois consiste à établir une sphère d'influence ou une zone de contrôle en Asie.³⁸² Cette quête de pouvoir se reflète aussi au sein des OMP. L'exemple notoire demeure la mission de paix au Cambodge. La Chine n'a pas seulement participé en dépêchant un grand nombre de soldats, mais elle a aussi collaboré politiquement et financièrement à sa création.³⁸³ Par exemple, au plus fort des négociations, la Chine aurait encouragé les Khmers rouges à accepter le plan de paix de l'ONU.³⁸⁴ Selon Doyle, la Chine a voulu prendre part au règlement du conflit avec les Khmers rouges et participer à l'APRONUC, parce qu'elle voulait défendre des intérêts diplomatiques prédominants.³⁸⁵ En effet, il ne faudrait pas oublier qu'il existait une longue relation entre la Chine et les Khmers Rouges et la teneur de cette relation explique que les Khmers aient accepté le plan de paix de l'ONU.³⁸⁶

L'impact de l'importante participation chinoise au sein de l'APRONUC a, entre autres, contribué à la stratégie régionale du gouvernement chinois.³⁸⁷ Notamment, la mission a aidé à la normalisation des relations entre le Cambodge et la Chine en plus d'améliorer les relations bilatérales entre la RPC et le Vietnam³⁸⁸ et accroître la réputation de la Chine comme acteur responsable sur la scène internationale.³⁸⁹

³⁸¹ David Shambaugh, «China engage China : Reshaping the regional world order», *International Security*, vol. 29, no. 3 (Winter 2004-2005), p. 64.

³⁸² Friedberg, *loc. cit.*, p. 21.

³⁸³ Pang Zhongying, «China's changing attitude to UN peacekeeping», *International Peacekeeping*, vol. 12, no. 1 (Spring 2005), p. 90.

³⁸⁴ Joseph Cheng, «ASEAN role in Chinese foreign policy framework», In Sharon Siddique et Sree Kumar, 2003, *The 2nd ASEAN Reader*, p. 432, Singapore: Institute of Southeast Asian Studies.

³⁸⁵ Michael W. Doyle, 1995, *UN peacekeeping in Cambodia: UNTAC's civil mandate*, Boulder, CO : Lynne Rienner Publishers, p. 26.

³⁸⁶ Marie Alexandrine Martin. 1989. *Le mal cambodgien*, Paris : Hachette, p. 196.

³⁸⁷ Nassrine De Rham-Azimi et Nassrine Azimi, 1995, *The United Nations Transitional Authority in Cambodia (Untac): Debriefing and lessons*, London : Kluwer Law International, p. 82.

³⁸⁸ Michael Doyle, *op. cit.*, p. 26.

³⁸⁹ Pang Zhongying, *loc. cit.*, p. 86.

L'APRONUC n'est pas le seul exemple où les intérêts de la Chine dominant.

Par exemple, Bates et Reilly croient que le gouvernement chinois a coopéré à la mission au Timor-Oriental à cause des répercussions qu'une telle aide pourrait avoir sur la réputation et le pouvoir de la Chine en Asie.³⁹⁰ Notamment, la participation au sein de l'ATNUTO a su apaiser les sentiments anti-chinois en Indonésie en plus d'améliorer le prestige de la Chine en Asie.³⁹¹ Grâce à ce type d'action, le gouvernement chinois augmente de plus en plus son pouvoir, son influence et sa réputation. Selon Shambaugh : « les pays autour de la Chine commencent à voir Beijing comme un bon voisin ». ³⁹² À ces considérations, il faut ajouter que, probablement, la Chine utilise aussi les OMP pour tenter d'affaiblir ses ennemis potentiels.

Une lutte contre Taiwan

Depuis l'exil du gouvernement nationaliste de Chiang Kai-shek dans l'île de Taiwan, le gouvernement chinois ne reconnaît pas cette autorité comme un gouvernement indépendant, mais plutôt comme un gouvernement rebelle. Depuis plus de quinze ans maintenant s'est ajoutée à la rivalité entre le Parti communiste et le Parti nationaliste la crainte que les Taiwanais ne puissent proclamer leur indépendance.³⁹³ Pour contrer ces ambitions, le gouvernement chinois utilise plusieurs méthodes, certaines plus oppressives que d'autres. L'exemple coercitif notoire demeure les manœuvres militaires et les tirs de missiles chinois dans le

³⁹⁰ Bates Gill et al., *loc. cit.*, p. 50.

³⁹¹ *Id.*

³⁹² David Shambaugh, *loc. cit.*, p. 64.

³⁹³ Friedberg, *loc. cit.*, p. 22.

détroit de Formose en 1995-1996.³⁹⁴ D'autres moyens sont beaucoup plus subtils et difficiles à cerner. Notamment, il est possible de voir que certaines actions du gouvernement chinois au sein des OMP ont été conçues pour réduire la reconnaissance de Taiwan sur la scène internationale.³⁹⁵ Traditionnellement, la Chine a toujours été claire pour expliquer ses décisions de coopérer ou non aux OMP. Pourtant, le gouvernement chinois n'a pas voulu expliquer son choix de participer à la MINUL en 2003, et à L'ONU et à la MINUSTAH en 2004.³⁹⁶ Deux de ces OMP peuvent avoir servi à neutraliser diplomatiquement Taiwan : la mission des Nations Unies au Libéria et Mission des Nations Unies pour la stabilisation à Haïti. Ces deux OMP ont amené la Chine à intervenir au sein de pays avec qui le gouvernement chinois n'entretient aucun lien diplomatique.³⁹⁷ Or, le Libéria et Haïti considéraient, à cette époque, que Taiwan était le seul gouvernement légitime de la Chine.

À l'égard de la MINUL, le but de la participation chinoise au Libéria avait pour objectif de renforcer les liens entre Beijing et Monrovia. Tel que l'expliquait Zhu Feng, professeur à l'institut des Relations internationales de Pékin, à propos de l'envoi possible de troupes au Libéria :

Taiwan sera le facteur majeur dans la décision du gouvernement. S'il y a des casques bleus chinois au Libéria, je crois que cela persuaderait le nouveau gouvernement [libérien] de laisser tomber ses relations avec Taiwan.³⁹⁸

³⁹⁴ John F. Cooper, «The origins of conflict across the taiwan strait», In Chao Suisheng, 1999, *Accross the Taiwan Strait : mainland China, Taiwan and the 1995-1996 crisis.*, p. 42, New York : Routledge.

³⁹⁵ Stefan Staehle, «China's participation in the United Nations Peacekeeping regime», sous la direction de Bruce J. Dickson, Dresden : Technische Universität, Mai 2006, p. 55.

³⁹⁶ *Ibid.*, p. 41.

³⁹⁷ [Anonyme], «Potemkin police», *Far Eastern Economic Review*, vol. 167, no. 41 (14 octobre 2004), p. 6.

³⁹⁸ Ray Cheung, «PLA troops may join UN Lkiberia peace force», *South China Morning Post*, (August 30, 2003), p. 5.

Afin de s'assurer que sa stratégie fonctionne, la Chine a déployé un très large contingent de casques bleus : 558 soldats, quatorze observateurs et vingt-cinq policiers.³⁹⁹ Ceci témoigne du fait que la RPC avait bel et bien de grands intérêts au sein de cette mission. En 2004, son objectif semble s'être réalisé, car le gouvernement libérien a clairement déclaré son appui à la politique de réunification de Beijing et a mis fin aux relations diplomatiques avec Taiwan.⁴⁰⁰

Une situation similaire s'est produite à la MINUSTAH. En juin 2004, l'ambassade chinoise à l'ONU a publié un communiqué affirmant que la décision de participer à la MINUSTAH n'était que pour : « exhiber le rôle pacifique et l'image d'un pays responsable » pour la Chine.⁴⁰¹ Malgré cette rhétorique, l'ambassade fait aussi mention de l'utilité de la mission pour entraîner ses policiers anti-émeutes avant les Jeux olympiques de 2008.⁴⁰² Ceci cherche à démontrer que la Chine utilise bien les OMP comme un outil. Ici aussi, la lutte contre la reconnaissance diplomatique de Taiwan était à l'agenda du gouvernement chinois.

Selon le *Far Eastern Economic Review*, la participation à la MINUSTAH en 2004 avait aussi pour but d'influencer *la perle des Caraïbes* à ne plus reconnaître diplomatiquement Taiwan et ainsi à garantir que le principe « d'une Chine » soit respecté.⁴⁰³ Bien que Haïti n'ait pas changé sa position envers Taiwan, certains

³⁹⁹ [Anonyme], *China's National Defense in 2004*. Information Office of the State Council of the People's Republic of China, (December 2004), Beijing, chapitre 9, [en ligne], <http://english.people.com.cn/whitepaper/defense2004/defense2004.html>, (page consultée le 12 juillet 2005).

⁴⁰⁰ [Anonyme], *Liberian government firmly adheres to «one China» policy*, [en ligne], http://english.peopledaily.com.cn/200410/02/eng20041002_158938.html, (page consultée le 19 octobre 2006).

⁴⁰¹ [Anonyme], *China to send anti-riot peacekeepers for Haiti*, Ambassade Chinoise aux États-Unis, [en ligne], <http://www.china-embassy.org/eng/gyzg/t127817.htm>, (page consultée le 12 novembre 2004).

⁴⁰² *Id.*

⁴⁰³ Edward Cody, «China readies riot force for peacekeeping in Haiti», *Washington Post*, 29 septembre 2004, [en ligne],

experts, dont Drew Thompson, prétendent que l'aide apportée par le gouvernement chinois risque d'influencer Haïti.⁴⁰⁴

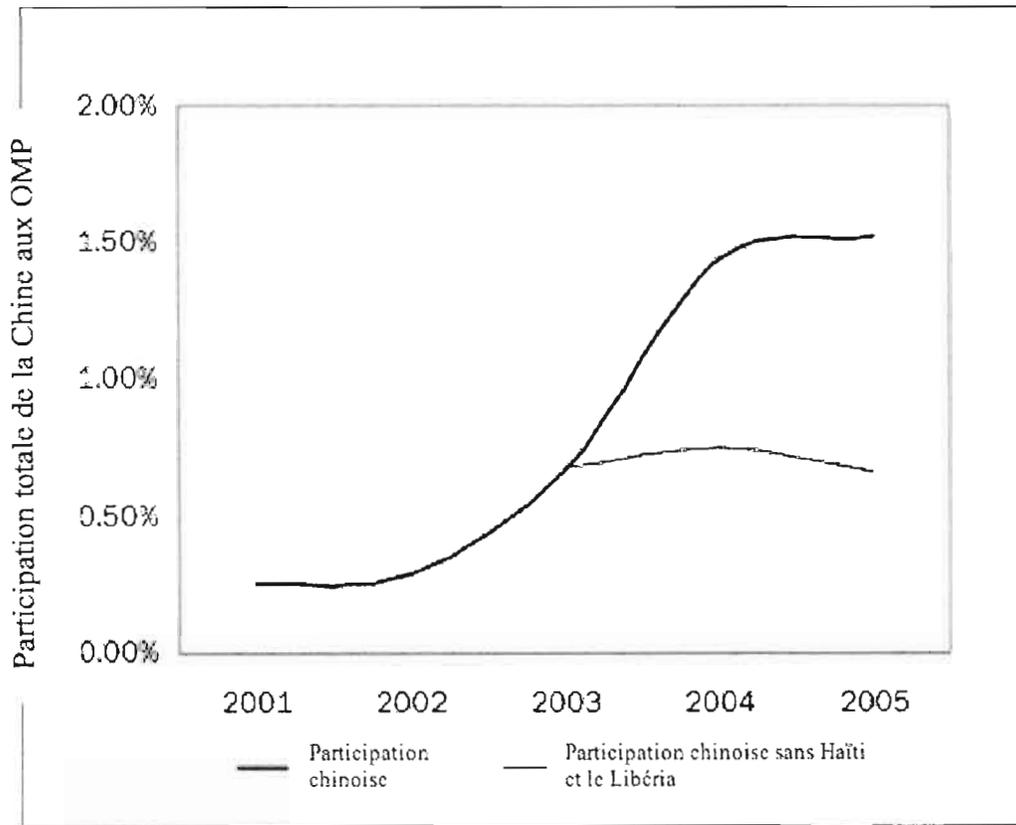
Il importe de vérifier plus précisément la portée de ce facteur dans la participation chinoise aux OMP. Dans les deux cas notoires où Taiwan était la cause principale de la collaboration aux OMP, la Chine a déployé 558 soldats, 14 observateurs et 158 policiers.⁴⁰⁵ Comme la figure 4.3.1 le démontre, vu sous cet angle, le souci chinois d'influencer des pays tiers à ne plus reconnaître Taiwan constitue, depuis 2001, la motivation majeure de l'apport chinois aux besoins des OMP de l'ONU dans près de la moitié des cas.⁴⁰⁶

<http://www.globalpolicy.org/security/issues/haiti/2004/0929chinafirst.htm>, (page consultée le 22 novembre 2005).

⁴⁰⁴ Drew Thompson, «Beijing's participation in UN peacekeeping operations», The Jamestown foundation, [en ligne], http://www.jamestown.org/publications_details.php?volume_id=408&issue_id=3328&article_id=2369731, (page consultée le 30 octobre 2005).

⁴⁰⁵ [Anonyme] China's National Defense in 2004, *loc. cit.*,

Figure 7 :L'impact du facteur taiwanais sur les OMP chinoises



Source : Stefan Staehle, *op. cit.*, p. 115.

Conformément à ce qui précède, il semble que l'analyse des réalistes pessimistes aide à comprendre les véritables intentions incitant la Chine à participer aux OMP. Que ce soit à cause de sa proximité géographique ou des gains économiques, diplomatiques ou de prestige qu'elle peut en soutirer, il semble évident que c'est la quête de gains relatifs qui justifie une grande partie de la participation chinoise aux OMP.

Malgré le caractère plausible de cet argument réaliste pessimiste, une question demeure néanmoins inexplicitée. Si la Chine est vraiment à la recherche de gains

lors de sa participation, pourquoi la RPC ne participe-t-elle pas plus activement aux OMP? Le gouvernement chinois ne devrait-il pas participer sans prendre en considération le type d'intervention? Pourtant, la Chine continue de s'opposer aux missions non traditionnelles et à la protection de la souveraineté étatique. Conséquemment, le comportement de la Chine n'est pas encore entièrement élucidé.

4.3.2 Les possibilités de confrontation

De nombreux experts, dont Economy, continuent de croire que l'attitude chinoise sur la scène internationale demeure très ambiguë.⁴⁰⁷ D'un côté, il est possible de voir que la Chine s'engage peu à peu à l'intérieur d'agences internationales, mais de l'autre le gouvernement chinois redoute toujours ces institutions.⁴⁰⁸ Selon Christensen, cette situation pourrait être expliquée par le fait que la RPC possède encore une vision très puriste du réalisme et par conséquent, le gouvernement chinois continuerait de craindre les institutions internationales et les normes qui y sont préconisées.⁴⁰⁹ Selon Deng, la Chine considère toujours la scène internationale comme anarchique parce que celle-ci demeure gouvernée par la politique des puissances⁴¹⁰ et, dans ces conditions, rien ne peut limiter la compétition entre acteurs.⁴¹¹ En lien avec la participation chinoise aux OMP, les réalistes pessimistes croient que le gouvernement chinois est destiné à confronter, plutôt que coopérer, avec l'ONU.⁴¹²

⁴⁰⁷ Elizabeth Economy, «The impact of international regime on Chinese foreign policy making», In David M Lampton, *The Making of Chinese foreign and security policy in the era of reform, 1978-2000*, p. 232, Stanford, CA : Stanford University Press, p. 232.

⁴⁰⁸ *Id.*

⁴⁰⁹ Thomas Christensen tel que cité par Michael Hunt, 1996, *The Genesis of Chinese Communist Foreign Policy*, New York : Columbia University Press, p. 9.

⁴¹⁰ Yong Deng, 1999, *op. cit.*, p. 58.

⁴¹¹ Frédérick Guillaume Dufour, *op. cit.*, p. 190.

⁴¹² Freidberg, *loc. cit.*, p. 17.

Cette idée que la Chine va confronter la scène internationale ne date pas d'hier. Selon Hunt, cette opposition fut avant tout forgée par les 150 années d'humiliations et les tensions historiques qu'a vécues la Chine dans ses relations avec le monde.⁴¹³ De nos jours, la continuité de cette vision est souvent rattachée à l'essor de la Chine sur la scène internationale. Selon l'approche réaliste, les puissances montantes sont, dans la majorité des cas, tentées de défier l'ordre international et les hiérarchies de prestige qui ont été élaborés lorsque le pays était faible. Notamment, de plus en plus de Chinois croient que le système international actuel n'est pas en accord avec les intérêts nationaux du pays.⁴¹⁴ De son côté, le gouvernement de la RPC considère sérieusement qu'une participation plus active sur la scène internationale va contraindre le développement de la Chine.⁴¹⁵ Dans ces conditions, Zheng croit que « la Chine ne risque pas d'adhérer loyalement au sein du système international... ».⁴¹⁶ Notamment en ce qui a trait à l'ONU, Fravel croit que, malgré une collaboration plus active depuis la fin de la guerre froide, la Chine possède toujours une attitude teintée de méfiance envers l'institution.⁴¹⁷

Ce comportement se reflète aussi dans l'attitude du gouvernement chinois envers les OMP. Même si la Chine a démontré, à maintes reprises, son désir de participer à certaines OMP, elle s'y est plus souvent opposé qu'elle n'y a participé. Ce type d'attitude reste en grande partie explicable par le refus systématique du gouvernement chinois d'accepter les missions d'intervention qui s'écartent du concept traditionnel, car celles-ci contreviennent à sa conception « westphalienne » de la souveraineté étatique.⁴¹⁸ Selon Deng, la Chine se retrouve, au début de ce

⁴¹³ Michael Hunt, 1996, *op. cit.*, p. 9.

⁴¹⁴ Yongnian Zheng, 1999, *Discovering Chinese Nationalism in China: Modernization, Identity, and International Relations*, Cambridge : Cambridge University Press, p. 140

⁴¹⁵ *Ibid.*, p. 129.

⁴¹⁶ *Ibid.*, p. 140.

⁴¹⁷ Taylor Fravel, *loc. cit.*, p. 1120.

⁴¹⁸ Gill et Reilly, *loc. cit.*, p. 41.

nouveau millénaire, avec une conception dépassée de la souveraineté étatique.⁴¹⁹ En effet, la Chine perçoit toujours les OMP comme une « bête » qui devrait demeurer en cage autour d'une conception très lourde de la souveraineté étatique.⁴²⁰ Notamment, le fait que la RPC continue de s'opposer à la vision non traditionnelle des OMP démontre, selon Fravel, une certaine insouciance à propos de la multitude de conflits que le conseil de sécurité doit régler.⁴²¹ Par exemple, la Chine s'est objectée à l'intervention de l'OTAN au Kosovo en 1999, malgré les nombreuses dénonciations du risque de génocide dans la région.⁴²²

Certes, la quantité croissante de missions non-traditionnelles diminue grandement la volonté du gouvernement chinois à prendre part aux OMP. Néanmoins, il existe toujours de nombreuses missions traditionnelles auxquelles la Chine peut collaborer activement. Malgré ceci, Wu Xinbo croit que que tout les ajustements accomplis par le gouvernement chinois pour pouvoir participer aux OMP ne sont que tactiques et superficiels.⁴²³ En effet, les réalistes pessimistes estiment que la croissance de la Chine sur la scène internationale va pousser l'État à abandonner sa participation et confronter l'ONU, car le gouvernement communiste ne pourra pas toujours utiliser les OMP qu'en des termes d'intérêts nationaux.⁴²⁴ De toute évidence, le gouvernement chinois va, un jour, devoir expliquer les contradictions qui entourent sa contribution aux OMP. En effet, la Chine collabore avec des OMP pour des objectifs nationaux tout en continuant de maintenir de grands discours à propos du besoin de neutralité dans les interventions de l'ONU. Déjà, le gouvernement chinois est blâmé par de nombreux pays pour son utilisation partisane des OMP. En

⁴¹⁹ Yong Deng, «Escaping the Periphery », *op. cit.*, p. 47.

⁴²⁰ Taylor Fravel, *loc. cit.*, p. 1120.

⁴²¹ *Ibid.*, p. 1117.

⁴²² Weixing Hu, Gerald Chan et Daojiong Zha, *China's International Relations in the 21st Century: Dynamics of Paradigm Shifts*, Maryland : University Press of America, 2000, p. 2.

⁴²³ Wu Xinbo, «Four Contradictions Constraining China's Foreign Policy Behaviour», *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 27, 2001, p. 61.

⁴²⁴ Pang Zhongying, *loc. cit.*, p. 101.

particulier, plusieurs membres du conseil de sécurité et de l'assemblée générale ont critiqué la Chine d'avoir fait pression pour que l'ONU rapatrie, plus rapidement que prévu, la FORDEPRENU⁴²⁵ pour la simple raison que la Macédoine entretient des relations « illégales » avec Taiwan.⁴²⁶ Voyant qu'elle ne peut faire usage des OMP à sa discrétion, la Chine ne voit pas l'intérêt de collaborer au sein des OMP qui ne lui rapportent aucun avantage. Il semble donc très probable que si le gouvernement chinois ne peut plus utiliser les OMP comme un outil servant sa politique étrangère, il pourrait retirer son soutien aux OMP.

Malgré ceci, les arguments avancés demeurent très spéculatifs. En effet, il reste important de ne pas oublier que la nature anarchique du système punit les acteurs qui tentent de se différencier des autres.⁴²⁷ Même si les arguments des pessimistes aident à comprendre la faible participation chinoise aux OMP, la RPC ne désire pas se mettre au ban de la communauté internationale, car le pays ne veut en aucun cas paraître comme l'un des parias de la scène internationale.⁴²⁸ La perspective de confronter l'ONU aurait des conséquences importantes pour la politique étrangère chinoise. Par ailleurs, la Chine vit à l'heure actuelle sa plus grande période de sécurité depuis le milieu du 19^e siècle depuis qu'elle a été admise au sein de l'ONU.⁴²⁹ Quoique certaines divergences persistent entre la Chine et l'Organisation quant au type d'intervention, la seule chose qui puisse découler d'un hypothétique désaccord serait dans le refus du gouvernement chinois de participer à ce type de mission.

⁴²⁵ Force de déploiement préventif en ex-République Yougoslave de Macédoine.

⁴²⁶ Pang Zhongying, *loc. cit.*, p. 100.

⁴²⁷ Christian Constantin et Evelyne Dufault, «Néo-réalisme», In Alex Macleod et al, *Relations internationales : Théories et concepts*, p. 148, Montréal : Éditions Athéna, 2004.

⁴²⁸ Paul Evans, «China engagement with multilateral security institutions», In Johnston et Ross.1999. *Engaging China*, New York: Routledge, p. 265.

⁴²⁹ Yong Deng, «conception of national interest», *op. cit.*, p. 61.

À ce propos, il demeure important de faire la part des choses entre la rhétorique chinoise qui s'oppose aux OMP et les gestes posés par la Chine sur le terrain. En dépit du fait que le gouvernement chinois semble toujours réticent à l'égard des OMP, les recherches de Gill et Reilly ont confirmé que la Chine démontre un certain degré de flexibilité par rapport à trois aspects des missions non traditionnelles; le niveau acceptable de force, le type d'objectifs convoités par la mission et les situations sujettes à l'intervention de l'ONU.⁴³⁰ Par exemple, lors d'un discours prononcé récemment à la Convention sur les mines antipersonnelles de l'ONU, la délégation chinoise a déclaré que le gouvernement communiste considère à présent le déminage comme une action humanitaire importante au sein de l'ONU.⁴³¹ De plus, la Chine accepte maintenant, au sens strict de la loi, les missions rattachées au chapitre VII de la Charte.⁴³² Par conséquent, il est peu probable que le pays puisse confronter l'ONU comme le prétendent les réalistes pessimistes.

4.4 Conclusion

Contrairement à d'autres théories des Relations internationales, les approches réalistes semblent mieux répondre à la problématique présentée au début de ce mémoire. D'une part, les approches réalistes optimistes permettent de comprendre que l'évolution de la participation chinoise est liée à l'essor des capacités de l'État, tout en étant restreinte par les ambitions modestes du gouvernement chinois. D'autre part, les approches réalistes pessimistes démontrent que la Chine est déchirée entre la possibilité de faire des gains importants grâce à sa participation aux OMP et le malaise que suscitent les missions non traditionnelles utilisées par l'ONU. Quoique

⁴³⁰ Bates et Reilly, *loc. cit.*, p. 44.

⁴³¹ Statement by Ambassador ZHANG Yishan, Deputy Permanent Representative of China at 4th Committee of GA 59th Session on United Nations Peacekeeping Operations, Permanent mission of the People's republic of China to the UN [en ligne], <http://www.china-un.org/eng/xw/t168416.htm>, (page consultée le 20 octobre 2006).

⁴³² Bates et Reilly, *loc. cit.*, p. 44.

chacune de ces deux approches apporte des aspects essentiels pour expliquer les comportements du gouvernement chinois, les réalistes pessimistes semblent offrir les explications les plus convaincantes pour expliquer les motivations chinoises à la participation aux OMP. En effet, la Chine semble retirer beaucoup de bénéfices du fait de sa participation aux OMP. Cependant, cet argument ne peut expliquer à lui seul la politique chinoise dans ce domaine. Certes, l'avantage politique dans la lutte contre Taiwan incite la Chine à collaborer, mais celui-ci ne peut expliquer l'opposition du gouvernement chinois à d'autres types d'interventions.

Sous certains aspects, les pessimistes ne sont pas aptes à élucider la participation relativement faible des Chinois aux OMP. Même si la Chine nourrit encore de profondes divergences avec l'ONU à propos des OMP, il demeure peu crédible que la RPC puisse se retirer d'une organisation qui se veut l'un des piliers essentiels des relations internationales. Ce sont plutôt les arguments des réalistes optimistes qui semblent expliquer le plus précisément les réticences du gouvernement chinois à collaborer aux OMP. Certes, la Chine utilise certaines missions pour l'avancement de ses intérêts nationaux, mais, de façon générale, il est possible de croire que le gouvernement chinois continue d'avoir des ambitions modestes sur la scène internationale. Toutefois, cette modestie de la Chine demeure sujette à débat.

CONCLUSION

L'essor spectaculaire de la Chine sur la scène internationale a permis de constater l'importance de la participation chinoise aux OMP. Celle-ci demeure pourtant difficile à expliquer. Une multitude d'hypothèses a été proposée, mais aucun sinologue n'a pu trouver une réponse faisant l'unanimité. De nombreux facteurs ont été proposés pour tenter d'élucider l'engagement chinois : le développement du commerce, la croissance des capacités de l'État chinois, la crainte que d'autres pays n'améliorent leur position sur la scène internationale à ses dépens, les transformations au niveau des perceptions suscitées par des contacts répétés avec le monde extérieur, les besoins de l'armée populaire de libération pour garantir la sécurité intérieure, et enfin l'existence d'une structure militaire inefficace.

À l'intérieur de ce mémoire, le principal problème à résoudre consistait à évaluer lesquels de ces arguments pouvait le mieux expliquer la position du gouvernement chinois par rapport aux OMP. L'intention de cette analyse était de filtrer les nombreuses affirmations des spécialistes et de souligner les facteurs pouvant aider ou contraindre la Chine à collaborer. Compte tenu des limites de ressources pour la poursuite de la recherche, il a été décidé d'opter pour la concision et d'apporter une attention particulière à la participation chinoise au cours des années 1990, jusqu'à l'opération des Nations Unies au Burundi en juin 2004.

La méthode utilisée pour obtenir une réponse a consisté à comparer les explications offertes par trois théories des relations internationales : le réalisme, le libéralisme et le constructivisme. L'argument avancé a été que si le libéralisme permet de prendre en compte d'importantes dimensions économiques et domestiques et que si le constructivisme aide à mieux comprendre la dynamique des relations entre la Chine

et l'ONU, le pouvoir explicatif du réalisme semble plus convaincant parce qu'il souligne l'importance de la quête d'avantages et les ambitions de la Chine sur la scène internationale. Pour permettre une analyse de la participation chinoise aux OMP tenant compte de la diversité de chacune des approches, chacune a été divisée en deux perspectives, optimiste et pessimiste. Cette division a permis d'étudier de nombreux facteurs qui, selon chaque approche théorique, agissent sur la collaboration chinoise. À travers cette méthode, les optimistes ont examiné les facteurs qui incitent la Chine à collaborer plus activement, tandis que les pessimistes ont analysé les aspects qui réduisent la participation chinoise.

En premier lieu, l'approche libéral optimiste permet de constater que l'importance du commerce demeure un élément qui favorise la participation de la Chine aux OMP. De la même façon, les optimistes ont démontré que l'ONU aide à réduire les effets pernicieux de l'anarchie sur la scène internationale et ainsi encouragent la collaboration chinoise. Malgré la plausibilité de ces deux explications, le manque continu de participation soulève des doutes sur la validité des arguments optimistes.

De leur côté, les pessimistes ont démontré que les problèmes internes en Chine apparaissent importants, mais que ceux-ci ne sont pas assez cruciaux pour pouvoir mettre en jeu la capacité chinoise de déployer des casques bleus. De plus, les pessimistes ont souvent invoqué des difficultés bureaucratiques, des problèmes technologiques et des insuffisances dans les transports pour expliquer la faible participation chinoise. Toutefois, une étude plus approfondie a révélé que les nombreux changements apportés au cours des dernières années a remis en cause la valeur explicative de l'argument pessimiste.

Somme toute, le postulat libéral, qu'il soit optimiste ou pessimiste, n'a pas été apte à expliquer adéquatement la participation chinoise aux OMP. De plus, le libéralisme laisse en suspens de nombreux aspects. Par exemple, la prémisse sur laquelle repose

cette approche théorique considère que le calcul des coûts et bénéfices est fixe. Or, plusieurs sinologues, dont Yong Deng, ont démontré que ce calcul fluctue en raison de l'identité changeante de la Chine sur la scène internationale.⁴³³ L'évolution de l'identité chinoise conduit donc à la nécessité d'examiner l'importance de celle-ci dans le cadre des rapports entre la Chine et l'ONU.

A priori, le constructivisme optimiste permet de comprendre que les interactions répétées entre la Chine, l'ONU et certains pays ont favorisé un apprentissage social ayant facilité la modification de l'identité chinoise.⁴³⁴ Toutefois, le fait que la Chine continue d'adopter une certaine attitude défensive, à l'égard du type d'intervention, confirme que la transformation de l'identité chinoise demeure incomplète. À ce sujet, l'étude de la culture stratégique chinoise n'a pas donné de résultats plus définitifs qui auraient pu résoudre cette ambiguïté. Bien que certains signes démontrent que la RPC se dirige vers une culture stratégique plus confucéenne, rien ne peut, dans le cas présent, indiquer que ce changement sera durable. Cette transformation partielle de l'identité et de la culture stratégique suggère que la RPC a encore des difficultés à repenser les limites de ses anciens concepts.

Pour expliquer cette situation, les constructivistes pessimistes déclarent que la Chine tient à conserver ses caractéristiques propres, car l'État semble toujours satisfait de sa présente identité. Selon Zheng, la Chine continue de protéger son identité, car le

⁴³³ Yong Deng, «Conception of national interest : Realpolitik, liberal dilemma and the possibility of change» In Deng, Yong et Wang Fei-ling, *In the Eyes of the Dragon: China Views the World*, p. 63, Lanham, Maryland : Rowman and Littlefield, 1999.

⁴³⁴ George Segal, «Does China matter?», *Foreign Affairs*, vol. 78, no. 5 (1999), p. 18; Samuel S. Kim, «China and World politics», In Barry Buzan et Rosemary Foot, *Does China matter ? A Reassessment : Essay in memory of Gerald Segal*, p. 52, New York : Routledge.; Yeshi Choedon, 1993, *China and the United Nation*, New Delhi : South Asian publishers, p. 17; Michel Oksenberg, 1999, «Introduction», In Elizabeth Economy et Michel Oksenberg (eds.), *China Joins the World: Progress and Prospects*, p. 22, New York : Council on Foreign Relations Press; Weixing Hu, Gerald Chan et Daojiong Zha, *China's International Relations in the 21st Century: Dynamics of Paradigm Shifts*, Maryland : University Press of America, p. 8; Bates Gill et John Reilly, «Sovereignty, Intervention and Peacekeeping: The View from Beijing», *Survival*, vol. 42, no. 3 (2000), p. 41.

gouvernement chinois croit que la structure actuelle ne correspond pas à l'intérêt national.⁴³⁵ En effet, l'omniprésence de valeurs occidentales, pas toujours compatibles avec celles que défend la Chine au sein des institutions internationales ne l'incite pas à participer aux OMP. Les pessimistes vont même jusqu'à prétendre que l'identité chinoise se trouve renforcée par les pratiques et identités qui s'opposent à celles que défend la Chine. Par exemple, Fravel démontre que le gouvernement chinois a d'énormes réticences à accepter les OMP dites non traditionnelles, car ce type d'intervention érode la souveraineté étatique et amène l'interaction étrangère au sein des affaires internes d'un État.⁴³⁶ En effet, cette situation crée une dissonance cognitive conduisant l'État chinois à résister à tout changement. Décidément, les suggestions des pessimistes contribuent à éclaircir le refus du gouvernement chinois à collaborer aux missions non traditionnelles. Toutefois, les comportements récents de la Chine envers les résolutions du conseil de sécurité faisant appel au chapitre VII de la Charte ont révélé que l'opposition chinoise n'est pas aussi importante que les pessimistes le prétendent.

Somme toute, le constructivisme ne réussit qu'à témoigner de l'ambiguïté qui règne à l'égard de la collaboration chinoise aux OMP, mais ne nous éclaire pas sur les possibles transformations de l'identité. De plus, ce type d'analyse présume que l'univers mental chinois fonctionne conformément à certains concepts post westphaliens du monde occidental. Ce n'est pourtant pas le cas. De nombreux sinologues croient plutôt que la Chine continue d'afficher une perspective réaliste des relations internationales.⁴³⁷

⁴³⁵ Yongnian Zheng, 1999, *Discovering Chinese Nationalism in China: Modernization, Identity, and International Relations*, Cambridge : Cambridge University Press, p. 140.

⁴³⁶ Taylor M. Fravel, «China's Attitude Toward U.N. Peacekeeping Operations Since 1989», *Asian Survey*, vol. 36, no. 11 (November 1996), p. 1116.

⁴³⁷ Samuel S. Kim, 1999, «China and the United Nations», In Elizabeth Economy et Michel Oksenberg (eds.), *China Joins the World: Progress and Prospects*, p. 72, New York : Council on Foreign Relations Press; Yong Deng, 1999, «Conception of national interest : Realpolitik, liberal dilemma and the possibility of change» In Deng, Yong et Wang Fei-ling, *In the Eyes of the Dragon: China Views the World*, p. 47, Lanham, Maryland : Rowman and Littlefield, 1999;

L'analyse des positions chinoises selon les approches réalistes a aidé à la compréhension de la participation aux OMP. Les approches optimistes ont permis de comprendre que l'essor des capacités de la RPC contribue à une participation accrue aux OMP. Cependant, la collaboration du gouvernement chinois demeure très sporadique et n'évolue pas comme les optimistes le croient. Pour expliquer cette situation, les réalistes optimistes ont affirmé que la Chine possède des ambitions modestes sur la scène internationale. Cependant, l'implication importante à l'APRONUC, la MINUL et la MINUSTAH ont remis en cause la validité de cet argument optimiste et soulève des questions sur les véritables intentions de la Chine au sein de ces missions.

À ce sujet, les réalistes pessimistes ont démontré que le gouvernement chinois participe aux OMP dans la crainte que d'autres pays n'améliorent leur position sur la scène internationale à ses dépens. Selon Alden, Lyman et Whittman, la Chine a collaboré maintes fois aux OMP en Afrique afin d'acquérir et de protéger certains intérêts économiques. Outre le facteur pécuniaire, la RPC s'est aussi engagée à l'intérieur des missions pour augmenter son pouvoir et son prestige en Asie. Notamment, Cheng, Doyle et Zhongying croient que la Chine a collaboré à l'APRONUC et l'ATNUTO pour améliorer sa réputation en plus de démontrer que le pays est un acteur responsable sur la scène internationale. Mais surtout, une majeure partie de la participation chinoise aux OMP consiste à affaiblir son principal adversaire : Taiwan. En effet, il a été démontré par que la Chine a participé à la MINUL et la MINUSTAH dans le but d'influencer le Libéria et Haïti à ne plus reconnaître diplomatiquement le gouvernement taiwanais.⁴³⁸

Thomas J. Christensen, «Chinese Realpolitik», *Foreign Affairs*, vol. 75, no. 5 (September/October 1996), p. 38.

⁴³⁸ Stefan Staehle, «China's participation in the United Nations Peacekeeping regime», sous la direction de Bruce J. Dickson, Dresden : Technische Universität, Mai 2006, p. 55; [Anonyme], «Potemkin police», *Far eastern economic review*, vol. 167, no. 41 (14 octobre 2004) p. 6;

Quoique les arguments des réalistes pessimistes aident à comprendre la collaboration chinoise, l'analyse comporte certains manques. En effet, si l'acquisition d'avantages était si importante, le gouvernement chinois n'aurait-il pas cherché à participer sans prendre en considération le type d'intervention? Afin d'élucider cette situation, les réalistes pessimistes croient qu'il demeure vraisemblable que la Chine confronte l'ONU et, par conséquent, que le gouvernement chinois ne désire pas s'engager plus amplement au sein de l'institution. Selon Christensen, cette situation pourrait être expliquée par le fait que la RPC possède encore une vision très puriste du réalisme et par conséquent, le gouvernement chinois continue de craindre les institutions internationales.⁴³⁹ Notamment, le fait que la RPC continue de s'opposer à la vision non traditionnelle des OMP démontre, selon Fravel, une certaine insouciance à propos de la multitude de conflits que le Conseil de Sécurité doit traiter.⁴⁴⁰ Cependant, malgré certaines frictions par rapport au type d'intervention, rien ne prouve que la Chine veut s'opposer aux Nations Unies. En conséquence, le réalisme pessimiste ne peut, à son tour, expliquer de façon convaincante la collaboration chinoise aux OMP.

En définitive, il est possible de constater qu'aucune explication donnée ne peut vraiment dénouer le mystère entourant la participation chinoise aux OMP. Même si la plupart des facteurs recensés jusqu'ici ne peuvent faire la lumière sur cette question, ceux-ci contribuent à définir les limites de la participation chinoise. Le

Edward Cody, «China readies riot force for peacekeeping in Haiti», *Washington Post*, 29 septembre 2004, [en ligne], <http://www.globalpolicy.org/security/issues/haiti/2004/0929chinafirst.htm>, (page consultée le 22 novembre 2005); Drew Thompson, «Beijing's participation in UN peacekeeping operations», The Jamestown foundation, [en ligne], http://www.jamestown.org/publications_details.php?volume_id=408&issue_id=3328&article_id=2369731, (page consultée le 30 octobre 2005).

⁴³⁹ Thomas Christensen tel que cité par Michael Hunt, 1996, *The Genesis of Chinese Communist Foreign Policy*, New York : Columbia University Press, p. 9.

⁴⁴⁰ *Ibid.*, p. 1117.

travail présenté ici suggère que les réalistes semblent proposer les réponses les plus plausibles à la question de recherche. Des études plus approfondies prenant en compte d'autres facteurs, dans le cadre d'une approche libérale ou constructiviste, pourraient remettre en question cette conclusion.

Récemment, l'arrivée de la quatrième génération de dirigeants au pouvoir a inspiré de nouvelles approches au sein de la politique étrangère chinoise pouvant faire toute la lumière sur la collaboration chinoise aux OMP. Par exemple, le concept d'évolution pacifique ou (*Heping Jueqi*), élaboré par Zheng Bijian, maintient que la Chine ne cherche pas l'hégémonie régionale, mais désire plutôt développer un environnement pacifique sur la scène internationale, propice à son développement économique.⁴⁴¹ En 2007, ce concept a été abandonné au profit de celui de «développement pacifique». Au cours des prochaines années, l'analyse de cette politique pourrait bien être la clé de la participation du gouvernement chinois aux OMP.

⁴⁴¹ Zheng Bijian, 2005, *China's Peaceful Rise: Speeches of Zheng Bijian 1997-2005*, Washington : Brookings Institution Press, 88 pages; Zheng Bijian, «China's peaceful rise to great power status», *Foreign Affairs*, vol. 84, no. 5 (septembre/octobre 2005), p. 18-25; Guo Sujian, 2006, *China's "peaceful rise" in the 21st century : domestic and international condition*, Burlington: Ashgate, 272 pages; André Laliberté, «China's peaceful emergence: hegemonic transition or neo-bismarckian moment?» *CANCAPS papers*, no. 38, (August 2005), 12 pages; [Anonyme], «Military diplomacy helps China's peaceful rise», *China Daily*, [en ligne], http://www.chinadaily.com.cn/english/doc/2005-12/29/content_507781.htm, (page consultée le 18 décembre 2005).

BIBLIOGRAPHIE

Monographies

- Bachman, David. 1998. «Structure and Process in the Making of Chinese Foreign Policy». In *China and the World: China's Foreign Policy Faces the New Millennium* (4th ed.), p. 34-54. Boulder and Oxford : Westview Press.
- Baylis, John et Steve Smith. 1997. *The Globalization of World Politics*. New York : Oxford University Press, 852 p.
- Birnback, Nick. 2002. «Asia: Keeping the Peace in East Timor.» In *A Global Agenda: Issues before the 57th General Assembly of the United Nations*, ed. Diana Ayton-Shenker, p.74-80. Lanham: Rowman & Littlefield, 303 p.
- Blasko. Dennis J. 2002. «PLA Ground Forces: Moving Toward a Smaller, More Rapidly Deployable, Modern Combined Arms Force» p. 309-345, In, James C. Mulvenon and Andrew N. D. Yang eds, *The People's Liberation Army as Organization: Reference Volume v1.0*. RAND corporation.
- Boniface, Pascal. 1995. *Relations internationales*, Paris: Éditions Dunod, p.230.
- Boutros-Ghali, Boutros. *An Agenda for Peace: Preventive Diplomacy, Peacemaking and Peace-keeping: Report of the Secretary-General Pursuant to the Statement Adopted by the Summit Meeting of the Security Council on 31 January 1992*. New York: United Nations, 1992. 53p.
- Bowles, Newton R. *The Diplomacy of Hope: The United Nations Since the Cold War*. Ottawa: United Nations Association in Canada, 2001. 205 p.
- Braillard, Philippe et Mahammad-Reza Djalili, 2002. *Les relations internationales*, Paris, (6 éd.), 127 p.
- Brown, Michael. 1995. *The perils of anarchy: contemporary realism and internationale security*, Cambridge, : The MIT Press. 525 p.
- _____. 2000. *The Rise of China*. Cambridge, MA : MIT Press. 275p.

- Bruce, Rodney. 1999. *National Collective Identity: Social Construct and international system*. New York : Colombia University Pres, 194p.
- Buzan, Barry et Rosemary Foot. 2004. *Does China matter? a reassessment : essay in memory of Gerald Segal*. New York : Routledge, 224p.
- Cohen, Andrew. 2003. *While Canada slept: How we lost our place in the world*, Toronto, McClelland & Steward, p. 22.
- Cheng, Joseph. «ASEAN role in chineses foreign policy framework», In. Sharon Siddique et Sree Kumar. 2003. *The 2nd ASEAN Reader*, Singapore: Institute of Southeast Asian Studies. 432 p.
- Cheung Tai ming, 2001. «The influence of the Gun : China's Central military Commission and its relationship with the military, Party, and state decision-making system» In David M Lampton. *The Making of Chinese foreign and security policy in the era of reform, 1978-2000*. p. 61-91. Stanford, CA : Stanford University Press.
- Chi Wen-shun. 1986. *Ideological Conflicts in Modern China: Democracy and Authoritarianism*. New Brunswick, New Jersey: Transaction Books, 367p..
- Choedon Yeshi. 1993. *China and the United Nation*, South Asian publishers, New Dehli, 250 p.
- Choukoune, Leila. 1999. *La Chine et le Maintien de la Paix et de la Sécurité internationale*. Paris : L'Harmattan, 254p.
- Christensen, Thomas J. 1999. «Pride, pressure, and politics : The roots of China's worldview» In Deng, Yong et Wang Fei-ling. *In the Eyes of the Dragon: China Views the World*. p. 239-257 Lanham, Maryland : Rowman and Littlefield.
- Colson, Bruno. « La culture stratégique » In Thierry De Montbrial et Jean Klein, dir, *Dictionnaire de stratégie*, Paris, Presses universitaires de France, 2L», 150 p.
- Cooper, John F. «The origins of conflict accross the taiwan strait», p. 42. Ln Chao Suisheng. 1999. *Accross the Taiwan Strait : mainland China, Taiwan and the 1995-1996 crisis.*, New-york : Routledge.
- David, Charles-Philippe. 2000. *La guerre et la paix*. Paris : Presses de Science Po, 526 p..

- De Crespigny, Rafe. 1995. «Tradition and Chinese Foreign policy» In *China as a Great Power, Myths, Realities and Challenges in the Asia-Pacific Region*, p.28-44. Stuart Harris et Gary Klintworth, eds. St. Martin's Press, New York.
- Deng Yong. et Wang Fei-ling. 2005. *China rising : power and motivation in chinese foreign policy*, New-york, : Rowman and Littlefield, 352p.
- _____. 1999. «Conception of national interest : Realpolitik, liberal dilemma and the possibility of change» In Deng, Yong et Wang Fei-ling. *In the Eyes of the Dragon: China Views the World*. p. 47-73 Lanham, Maryland : Rowman and Littlefield, 1999.
- _____. 2000. «Escaping the Periphery : China National Identity in World Politics».. In Weixing Hu, Gerald Chan et Daojiong Zha. *China's International Relations in the 21st Century Dynamics of Paradigm Shifts*. p. 41-71. Maryland : University Press of America, 2000.
- Diehl, Paul F. 2001. «Forks in the Road: Theoretical and Policy Concerns for 21st Century Peacekeeping.» In *The Politics of Global Governance: International Organizations in an Interdependent World*, Paul F. Diehl, p. 202-28. 2d ed. Boulder: Rienner, 515 p.
- Dittmer, Lowell et Samuel S. Kim. 1993. «In search of a Theory of National Identity». In Lowell Dittmer and Samuel Kim S, *China's Search for National Identity*. p. 1-32. Ithaca : Cornell University Press.
- _____. 2001. «Reform and Chinese Foreign Policy». In Chien-min Chao et Bruce J. Dickson (eds.), *Remaking the Chinese State: Strategies, Society, and Security*, p. 171-89. New York and London : Routledge.
- Doyle, Michael W., 1995, *UN peacekeeping in Cambodia: UNTAC's civil mandate*, Boulder, Colo. : Lynne Rienner Publishers, 117 p.
- _____. 1997. *Ways of war and peace : realism, liberalism, and socialism*, New York, Norton, 557 p.
- Dufour, Frédérick Guillaume. «Réalisme classique», p. 190. In, *Relations internationales : Théories et concepts*, Alex Macleod et al., Montréal, Éditions Athéna, 2004.

- Economy, Elizabeth, «The impact of international regimes on Chinese foreign-policy making : broadening perspective and policies but only to a point». P. 232. In David M Lampton. *The Making of Chinese foreign and security policy in the era of reform, 1978-2000*. Stanford, CA : Stanford University Press.
- Evans, Paul. 1999. «China engagement with multilateral security institutions», In Johnston et Ross, *Engaging China*, New-York: Routledge, p. 265.
- Faust, John R. et Judith Kornberg. 1995. «Chinese politics and ideology». p. 31-71. In John R. Faust et Judith Kornberg (eds.), *China in World Politics*. «s. l.» : Lynne Rienner.
- Fetherston, A. B. 1995. *Towards a Theory of United Nations Peacekeepers*. New York : St. Martin's, 292p.
- Fewsmith, Joseph et Stantley Rosen, 2001. «The domestic Context of Chinese Foreign Policy : Does public opinion matter ?». In David M Lampton. *The Making of Chinese foreign and security policy in the era of reform, 1978-2000*. p. 151-191. Stanford, CA : Stanford University Press.
- Foot, Rosemary. 1996. «The study of China's International Behaviour: International Relation approaches», In Ngaire Woods, ed., *Explaining IR Since 1945*, p. 259-282. London : Oxford University Press.
- Gazano, Antoine, *L'essentiel des Relations internationales*, 2000, Paris: Gualino, 96p.
- Hamrin, Carol Lee. 1995. «Elite Politics and the Development of China's Foreign Relations». In Thomas W. Robinson et David Shambaugh (eds.), *Chinese Foreign Policy: Theory and Practice*, p. 70-112. Oxford : Clarendon Press.
- Harding, Harry. 1995. «China's Cooperative Behaviour». In Thomas W. Robinson et David Shambaugh (eds.), *Chinese Foreign Policy : Theory and Practice*, . Oxford : Clarendon Press.
- Hsü, Immanuel C.Y. 1990. *The rise of modern China*, 4th ed, New york : Oxford University Press, 970 p.
- Hu Weixing, Gerald Chan, et Daojiong Zha. 2000. «Understanding China's Behaviour in World Politics». In Weixing Hu, Gerald Chan et Daojiong

- Zha, *China's International Relations in the 21st Century: Dynamics of Paradigm Shifts*, p. 1-15. Maryland : University Press of America.
- Hunt, Michael. 1996. *The Genesis of Chinese Communist Foreign Policy*. New York : Columbia University Press, 343 p.
- Jasmin, Éric et Éveline Dufault, «Agence/structure », p. 16. In Alex Macleod et al. 2004. *Relations internationales : théories et concepts*. Outremont : Athéna.
- Johnston, Alastair I. 1995. *Cultural realism: strategic and grand strategy in Chinese history*, Princeton University Press : Princeton, p. 40.
- _____. 1998. «International Structure and Chinese Foreign Policy». In Samuel S. Kim, *China and the World; Chinese Foreign Policy Faces the New Millennium*, p. 55-91. : Westview Press.
- Kapur, Harish, 1987. *As China Sees the World : Perceptions of Chinese Scholars*. London : Frances Printer, 1987.200p.
- Kent, Ann E. 1999. *China, The United Nations, and Human Rights: The Limits of Compliance*. Philadelphia : Philadelphia University Press, 328p.
- Kim, Samuel S. 1979. «The Traditional Chinese Image of World Order» In Samuel S. Kim, *China, the United Nations, and World Order*, p.19-49. Princeton : Princeton University Press.
- _____. «China and the Security Council». In Samuel S. Kim, *China, the United Nations, and World Order*, p. 178-237. Princeton : Princeton University Press.
- _____. 1989. «New directions and Old Puzzles in Chinese Foreign policy». In Samuel S. Kim, *China and the World: New directions in Chinese Foreign Relations*, p. 3-31. Princeton University : Westview Press.
- _____ et Lowell Dittmer, 1993. «Whither China's Quest for National Identity?». In Lowell Dittmer et Samuel Kim S, *China's Search for National Identity*. p. 237-291. Ithaca : Cornell University Press.
- _____. 1994. «Sovereignty in the Chinese Image of World Order», p. 425-445 Ln J. Macdonald (ed.) *Essays in Honour of Wang Teiya*, Dordrecht: Martinus Nijhoff.

- _____. 1998. «Chinese Foreign Policy in Theory and Practice». In Samuel S. Kim, *China and the World; Chinese Foreign Policy Faces the New Millennium*, p. 3-34. «s. 1.» : Westview Press.
- _____. 1999. «China and the United Nations». In Elizabeth Economy et Michel Oksenberg (eds.). *China Joins the World: Progress and Prospects*, p. 42-89. New York : Council on Foreign Relations Press.
- _____. 2004. «China in International Society». In Barry Buzan et Rosemary Foot, *Does China matter? A Reassessment : Essay in Memory of Gerald Segal*. p. ? New York : Routledge.
- _____. «China's path to great power status in the globalization era»,p. 376-414. Ln Guoli liu (ed), «Chinese foreign policy in transition», Aldine de Gruyter, New-York, 414p.
- _____. « China and World politics». In Buzan, Barry et Rosemary Foot. *Does China matter ? A Reassessment : Essay in memory of Gerald Segal*. P. 37-54, New York : Routledge.
- Krasner, Stephen D. «Sharing sovereignty : new institutions for collapsed and failing state», *International Security*, Vol. 29, no 2 (Fall 2004), p. 82-120.
- Lampton, David M. *The Making of Chinese Foreign and Security Policy in the Era of Reform, 1978-2000*. Stanford, CA : Stanford University Press, 2001.
- Lieberthal, Kenneth. 1995. *Governing China: From Revolution Through Reform*. New York and London : W.W. Norton, 498p.
- Macleod, Alex et al. 2004. *Relations internationales : théories et concepts*. Outremont : Athéna, 2004. 301p.
- Masson, Isabelle. «Constructivisme», p. 31. In Alex Macleod et al. 2004. *Relations internationales : théories et concepts*, Outremont : Athéna.
- McDougall, Derek. 2003. «Humanitarian Intervention and Peacekeeping as Issues for Asia-Pacific Security.» In *New and Critical Security and Regionalism: Beyond the Nation State*, ed. James J. Hentz and Morten Boas, p.33-53. Burlington, VT: Ashgate, 216 p.
- McRae, Rob et Don Hubert. *Human security and the new diplomacy*. Montréal : McGill-Queen's University Press. 304p.

- Muthiah, Alagappa, 1998. *Asian Security Practice: Material and Ideational Influences*. Stanford University Press, 871p.
- Nathan, Andrew J. et Robert S. Ross. 1997. «China's Place in the World & Legacies». In Andrew J. Nathan et Robert S. Ross, *The Great Wall and the Empty Fortress: China's Search for Security*. p. 3-35. New York : W.W. Norton.
- Ng-Quinn, Michael. «Effects of Bipolarity on Chinese Foreign Policy». *Survey*, vol. 26, no 2 (Spring 1982), p. 102-130.
- Ning Lu, 2001. «The Central Leadership, Supraministry coordinating bodies, state council ministries and party department» In David M Lampton. *The Making of Chinese foreign and security policy in the era of reform, 1978-2000*. p. 39-61. Stanford, CA : Stanford University Press.
- _____. 2000. *The dynamics of foreign policy decision making in China*, Westview Press. 218 p.
- Oksenberg, Michel. 1999. «Introduction». In Elizabeth Economy and Michel Oksenberg (eds.), *China Joins the World: Progress and Prospects*. p. 1-42. New York : Council on Foreign Relations Press.
- _____. et Elizabeth Economy. 1999. *Shaping US-China relation : a long term strategy*, New-york : Council on foreign relations, 81 p.
- Morgenthau, Hans J. 1973. *Politics Among Nations*. New York : Alfred A. Knopf, 688p
- Morrison, Alex. 1993. *The changing face of peacekeeping*, Toronto, : Canadian Institute of Strategic Studies; , 243p.
- Pumphrey, Carolyn W. 2002., *The rise of China : security implication*, Carlisle, Pa., US Army War College, Strategic Studies Institute.
- Quiminal, Catherine. 1975. *La politique extérieure de la Chine*. Paris : François Maspero, 281p.
- Rham-Azimi, Nassrine De et Nassrine Azimi. 1995. *The United Nations Transitional Authority in Cambodia (Untac): Debriefing and lessons*, London: Kluwer law international. 269 p.

- Robichaud, Chantal, «Libéralisme», p. 123. In, *Relations internationales : Théories et concepts*, Alex Macleod et al., Montréal, Éditions Athéna, 2004.
- Robinson, Thomas W. 1994. «Interdependence in China Foreign Relations». In *China and the World: Chinese Foreign Relation in the Post-Cold War Era*, Samuel Kim, (eds.) Boulder, Colorado : Westview Press.
- _____. et David Shambaugh, eds. *Chinese Foreign Policy: Theory and Practice*. Oxford : Clarendon Press, 1994.
- Schweller, Randall L. 1999. «Managing the Rise of Great Powers: History and Theory». In Alastair Iain Johnston et Robert S. Ross (eds.), *Engaging China: The Management of an Emerging Power*, p. 1-31. New York and London: Routledge.
- Sha Zukang. 1995. «A Chinese View of the World Situation and the New International Order». In *China as a Great Power, Myths, Realities and Challenges in the Asia-Pacific Region*, p.?. Stuart Harris et Gary Klintworth, eds. St. Martin's Press : New York.
- Shambaugh, David 2002. *Modernizing China's military : progress, problems and prospects*, Berkeley : University of California Press, 374 p.
- Song Xinning et Gerald Chan. 2000. «International Relations Theory in China». In *China's International Relations in the 21st Century: Dynamics of Paradigm Shifts*. p. 15-41. Weixing Hu, Gerald Chan et Daojiong Zha. Maryland: University Press of America.
- Staeble, Stefan. 2006. «China's participation in the United Nations Peacekeeping regime», sous la direction de Bruce J. Dickson, Dresden : Technische Universität, 116 p.
- Swaine, Micheal D. et Ashley J. Tellis. 2000. «China Faces the Future : The Far Term». In *Interpreting China Grand strategy : Past, Present, and Future*. p. 151-231. Santa Monica, California : RAND Corporation.
- Todd Whitman, Christine et al. 2003. *More Than Humanitarianism- a strategic U.S. approach toward Africa*, Council on Foreign Relations, p. 43
- Thalakada, Nigel. 1997. «China's Voting Pattern in the Security Council, 1990-1995». In Bruce Russett (ed.), *The Once and Future Security Council*, p. 83-118. New York : St. Martin's Press.

- Tsang, Steven. 2006. *If China attacks Taiwan : military strategy, politics and economics*. New York : Routledge, 215 p.
- Unger, Jonathan. *Chinese Nationalism*. New York : M.E. Shappe, 1996.
- Van Ness, Peter. 1993. «China as a Third World State : Foreign Policy and Official National Identity».. In Lowell Dittmer and Samuel S. Kim, *China's Search for National Identity*. p. 194-215 Ithaca : Cornell University Press.
- Wang Fei-Ling. 1999.«Self-image and strategic intentions : national confidence and political insecurity». In Yong Deng et Wang Fei-ling. *In the eyes of the dragon : China views the world*. P. 21-47, Lanham, Maryland : Rowman and Littlefield.
- Wang, James C. F. 1999. «China's Role in World Politics». *Contemporary Chinese Politics: An Introduction*. p. 325-273. James C. F. Wang, Upper Saddle River, NJ : Prentice Hall.
- Wang Jianwei.1999. «Managing Conflict : Chinese perspective on multilateral diplomacy and collective security». In Yong Deng et Wang Fei-ling. *In the eyes of the dragon : China views the world*. P. 73-97, Lanham, Maryland : Rowman and Littlefield.
- Wang Qingxin. 2000. «Cultural Norms and the Conduct of Chinese Foreign Policy».. In Weixing Hu, Gerald Chan et Daojiong Zha, *China's International Relations in the 21st Century Dynamics of Paradigm Shifts*. p. 143-171. Maryland : University Press of America.
- Wendt, Alexander. 1999. *Social Theory of International Politics*. Cambridge : Cambridge University Press, 449p.
- Whiting, Allen S. 1989. «Chinese Foreign Policy Options in the 1990's». In Samuel S. Kim, *China and the World: New directions in Chinese Foreign Relations*, p. 297-313. Princeton University: Westview Press.
- _____. 1998. «Chinese Foreign Policy: Retrospect and Prospect». In Samuel S. Kim, *China and the World; Chinese Foreign Policy Faces the New Millennium*, p. 287-309. «s. l.» : Westview Press.
- Wu, David Y.1998. «The Cultural Mission of the Chinese Intelligentsia: A Second Look at the Cultural Fever». In Virginia R., Dominguez et David Y. H.

Wu, *From Beijing to Port Moresby : The Politics of National Identity in Cultural Policies*. p. 247-263.«s. 1.» : Gordon and Breach publishers.

Yang Haiou. 1998. «Cultural Fever: A Cultural Discourse in China Post-Mao Era». In Virginia R., Dominguez et David Y. H. Wu, *From Beijing to Port Moresby : The Politics of National Identity in Cultural Policies*. p. 207-247. Gordon and Breach publishers.

Zhao Quansheng. 1996. *Interpreting Chinese Foreign Policy*. Oxford : Oxford University Press, 281p.

Zhao Suisheng. 2004. *Chinese foreign policy : pragmatism and strategic behaviour*, New-York : East gate, 319 p.

Zheng Yongnian, 1999. *Discovering Chinese Nationalism in China: Modernization, Identity, and International Relations*. Cambridge : Cambridge University Press, 185 p.

Articles de périodiques

Acharya, Amitav. «Conclusion: Asian norms and practices in UN peace operations». *International Peacekeeping*, vol. 12, no 1 (Spring 2005), p. 146–151.

Bellamy, Alex. J. and Paul Williams, «Who's keeping the peace? : regionalization and contemporary peace operation», *International Security*, Vol. 29, no 4 (Spring 2005), p. 157-195.

Brooks, Stephen C. et William C. Wohlforth, «Hard time for soft balancing», *International Security*, Vol. 30, no 1 (Spring 2005), p. 72-108.

Brown, Robert, B., *The Chinese Military: Attempting to change?*, National War college, 10 p.

Carney Christopher P, «The (not so) long march? China's pace of change», *Asian Affairs*, Vol. 25, No 4, (Winter 1999) p. 236-248.

Chen Qimao. «New approaches in China's Foreign Policy: the Post-Cold War Era». *Asian Survey*, vol. 33, no 3 (March 1993), p. 237-251.

- Christensen, Thomas J. «Chinese Realpolitik». *Foreign Affairs*, vol. 75, no 5 (September/October 1996), p. 37-52.
- _____. et Jack Snyder, «Chain gangs and passed bucks : predicting alliance pattern in multipolarity», *International Organisation*, Vol. 44, no2, (spring 1990), p. 137-168.
- Copeland, David C. «The constructivist challenge to structural realism», *International Security*, Vol. 25, no 2 (September 2000), p. 187-212.
- _____. «The Chinese Conception of National Interest in International Relations». *The China Quarterly*, vol. 154 (June 1998), p. 308-329.
- _____. «Peacekeeping, Conflict Resolution and Peacebuilding: A Reconsideration of Theoretical Frameworks.» *International Peacekeeping*, Vol. 7 (Spring 2000): p. 190-218.
- Dittmer, Lowell, 2001. «Reform and Chinese Foreign Policy». In Chien-min Chao et Bruce J. Dickson (eds.), *Remaking the Chinese State: Strategies, Society, and Security*, p. 180. New York and London : Routledge.
- Fravel, M. Taylor. «China's Attitude Toward U.N. Peacekeeping Operations Since 1989». *Asian Survey*, vol. 36, no 11 (November 1996), p. 1102-1122.
- Friedberg, Aaron. L. «The future of US.-China relations: is conflict inevitable?», *International Security*, Vol. 20, no 3 (Fall 2005), p. 7-45.
- Gertz, Bill. «China will send troops to Haiti». *The Washington Times*, 6 septembre 2004.
- Gill, Bates and James Mulvenon, «Chinese Military-Related Think Tanks and Research Institutions», *The China Quarterly*, vol 171, (2002), p. 617-624.
- _____. et John Reilly. «Sovereignty, Intervention and Peacekeeping: The View from Beijing». *Survival*, vol. 42, no 3 (2000), p. 41-59.
- Glasner, Charles L. «Realist as optimist». *International Security*, vol. 19, no 3 (1994/1995), p.50-90.
- Goldstein, Andrea. 2006. *The Rise of China and India : What's in for Africa*, OECD,

- Goldstein, Avery. «Great Expectations: Interpreting China's Arrival». *International Security*, vol. 22, no 3 (1997-1998), p. 36-73.
- _____. «The Diplomatic Face of China's Grand Strategy: A Rising Power's Emerging Choice». *China Quarterly*, vol. 168 (December 2001), p. 835-64.
- Hopf, Ted. «The premise of constructivism in International Relations». *International Security*, vol. 23, no 1 (1998).
- Ishizuka Katsumi. "Peacekeeping in East Timor: The Experience of UNMISSET [United Nations Mission of Support in East Timor]." *International Peacekeeping*, Vol. 10 (Autumn 2003): 44-59.
- Jervis, Robert, «Realism, neoreliberalism and cooperation : understanding the debate», *International Security*, Vol. 24, no 1 (June 1999), p. 42-63.
- Johnston, Alastair I. «Thinking about Strategic Culture». *International Security*, vol. 19, no 4 (1995). P. 32-64.
- _____. «Is China a Status Quo Power?». *International Security*, vol. 27, no 4 («s. l.»), p. 4-56.
- _____. et Robert Ross. 1999. *Engaging China : the management of an emerging power*. London : Routledge. p. 258.
- Kane Thomas, « China's Foundations: Guiding Principles of Chinese Foreign Policy » *Comparative Strategy*, Vol. 20, no 1 (Janvier 2001), p. 45-55
- Kang, David C. «Getting Asia Wrong: The Need for New Analytical Frameworks». *International Security*, vol. 27, no 4 (2003), p. 57-85.
- _____. «Hierarchy, balancing and empirical puzzles in Asian international relations», *International Security*, Vol. 28, no 3 (Winter 2003/2004), p. 165-180.
- Kaplan, Robert D. 2005. «Vers une nouvelle guerre froide», *Courrier International*, no 777, jeudi 22 septembre 2005, p. 50.
- Manning, Robert A et Paula Stern, The myth of the Pacific community, *Foreign Affairs*; Vol. 73, No. 6, (novembre/Decembre 1994) p.79-93.

- Medeiros, Evan S. et M. Taylor Fravel. «China's New Diplomacy». *Foreign Affairs*, vol. 82, no 6 (2004), p. 22-35.
- Morphet, Sally. «China as a Permanent Member of the Security Council: October 1971-December 1999». *Security Dialogue*, vol. 31, no 2 (June 2000), p. 151-66.
- O'Shea, Brendan. "The Future of UN Peacekeeping." *Studies in Conflict and Terrorism* vol. 25 (March-April 2002), p. 145-48.
- Pang Zhongying. «China's changing attitude to UN peacekeeping». *International Peacekeeping*, vol. 12, no 1 (Spring 2005), p. 87-104.
- Paul, T.V., «Soft balancing in the age of U.S. primacy», *International Security*, Vol. 30, no 1 (Summer 2005), p. 46-71.
- Peng Yuan, «La "menace chinoise" vue de... Pékin», *Courrier international*, no. 777, Jeudi 22 septembre 2005, p. 46.
- Pye, Lucian W. «How China's Nationalism was Shanghaied». *Australian Journal of Chinese Affairs*, vol. 29 (January 1993), p. 107-133.
- Richardson, James L., «Asia-Pacific : The case for geopolitical optimism», *National Interest*, no 38, (winter 1994/1995) p. 28-39.
- Ross, Robert S. «China II: Beijing as a Conservative Power». *Foreign Affairs*, vol. 76, no 2 (March-April 1997), p. 33-44.
- Rozman, Gilbert. «China's Quest for Great Power Identity», *Orbis*, Vol. 43, No. 3, (Summer 1999), pp. 383-402
- Sae-Liu, Robert. «China Rethinks UN Role». *Jane's Defence Weekly*, vol. 37, no 21 (May 8, 2002).
- Segal, Gerald. «Does China matter?» *Foreign Affairs*, vol. 78, no 5 (1999), p. 24-37.
- _____. «China Changing Shape». *Foreign Affairs*, vol. 73, no. 3 (May/June 1994), p. 43-59.
- Shambaugh, David, «China engage China : Reshaping the regional world order», *International Security*, Vol. 29, no 3, Winter 2004-2005, p. 64-99.

- _____. «China International Relation Think Tank: Evolving Structure and Process». *The China Quarterly*, vol. 171, no 1 (September 2002), p. 575-596.
- Scheweller, Randall L., «Neorealism's Status-Quo Bias: What Security Dilemma?» *Security Studies*, Vol. 5, No. 3 (Spring 1996), p. 99.
- Sutter, Robert «China's recent approach to Asia : seeking long term gains » *NBR analysis*, vol. 13, no 1, (avril 2002), p. 13- 37.
- Thakur, Ramesh. "Cambodia, East Timor and the Brahimi Report." *International Peacekeeping*, Vol. 8 (Autumn 2001), p. 115-24.
- Tzou, Byron, N.. «The PRC's Policy toward UN Peacekeeping Operations». *Issues & Studies*, vol.34 (May 1998), p. 102-122.
- Warren, Cohen. «China's Strategic Culture». *The Atlantic Monthly*, vol. 279 (March 1997),
- Wayman Frank W. et Paul F. Diehl. 1994. *Reconstructing Realpolitik*. Detroit : University of Michigan Press, 304p.
- Wendt, Alexander. «Anarchy is what states makes of it : the social construction of power politics». *International Organisation*, vol. 46, no 2 (1992). P. 391-425.
- Whiting, Allen S. «Assertive Nationalism in Chinese Foreign Policy». *Asian Survey*, vol. 23 (August 1993), p. 913-933.
- _____. «The PLA and China threat perception» *The China quarterly*, no 146 (juin 1996), p. 596-618.
- Wohlforth, William C., «The stability of an unipolar world», *International Security*, Vol. 24, no 1 (June 1999), p. 5-41.
- Wu Xinbo. «Four contradiction constraining Chinese foreign policy behaviour», *Journal of Contemporary China*, (1 May 2001), vol. 10, no. 27, p.293-301.
- Yahuda, Michael. «China's Foreign Relations: The Long March, Future Uncertain». *China Quarterly*, vol.159 (September 1999). p. 650-9.

Yeomans Matthew, «Crude politics: The United States, China and the race for oil security» *Atlantic Monthly*, vol. 295, no3 (April 2005) p. 48. et Chris Alden op. cit

Zhu Tianbiao, «Nationalism and China Foreign policy» *The China review*, vol. 1 , no 3 (fall 2001), p. 1-29

Publications en ligne

Agence canadienne de développement international, *China Country Development Programming Framework (2004-2009)*, [En Ligne], <http://w3.acdi-cida.gc.ca/CIDAWEB/webcountry.nsf/VLUDocEn/China-ProgrammingFramework> (Page consultée le 20 Février 2005).

_____, *China Country Development Programming Framework (2004-2009)*, [En Ligne], <http://w3.acdi-cida.gc.ca/CIDAWEB/webcountry.nsf/VLUDocEn/China-ProgrammingFramework> (Page consultée le 20 Février 2005).

Alden Chris, « Leveraging the Dragon : toward an Africa that can say no», *Yale Global*, [En ligne]. <http://yaleglobal.yale.edu/display.article?id=5336> , (page consultée le 16 juillet 2005)

Andrew, Martin, «Power Politics : China, Russia, and Peace mission 2005», *The Jamestown foundation*, [En ligne], http://www.jamestown.org/publications_details.php?volume_id=408&issue_id=3474&article_id=2370274, (page consultée le 30 octobre 2005)

Binnendijk, Hans et Ronald N. Montaperto. 1998. «Strategic Trends in China». *Institute for national strategic studies in national defense university*, [En Ligne], <http://www.ndu.edu/inss/books/books%20-%201998/Strategic%20Trends%20in%20China%20-%20June%2098/chinacont.html>, (page consultée le 18 février 2006)

Blasko, Dennis J. «Chinese military logistics : the GLD system», *The Jamestown foundation*, vol.4 no 19, [En ligne], http://www.jamestown.org/publications_details.php?volume_id=395&issue_id=3090&article_id=2368614 , (page consultée le 10 Mai 2006)

- Christensen, Thomas J. «China», *Strategic Asia*, Seattle (WA), National Bureau of research, 2001, p. 27-70. [En ligne], www.strategicasia.nbr.org (page consultée le 12 janvier 2006)
- Cliff, Roger, «China's Military Modernization and the Cross-Strait Balance», *RAND corporation*, September 2005, [En Ligne], http://www.rand.org/pubs/testimonies/2005/RAND_CT247.pdf, (page consultée le 12 février 2006).
- _____. «Modernizing China's military : Opportunities and Constraints», *RAND corporation*, September 2005, [En Ligne], <http://www.rand.org/pubs/monographs/MG260-1/>, (page consultée le 12 février 2006).
- Cody, Edward, «China readies riot force for peacekeeping in Haiti», *Washington Post*, 29 septembre 2004. [En ligne], <http://www.globalpolicy.org/security/issues/haiti/2004/0929chinafirst.htm>, (page consultée le 22 novembre 2005).
- Crane, Keith et al., «Modernizing china's military: opportunities and constraints», *RAND corporation*, [En ligne], <http://www.rand.org/pubs/monographs/MG260-1/index.html>, (page consultée le 12 février 2006)
- Harris, Stuart « The PRC's quest for Great power status : a long and Winding road », Working paper No. 1998/4, National Library of Australia, [En Ligne], <http://rspas.anu.edu.au/ir/working%20papers/98-4.pdf>, (page consultée le 12 juillet 2005)
- Lyman, Princeton N. «China's rising role in Africa», *Council on Foreign relation*, [En ligne], http://www.cfr.org/publication/8436/chinas_rising_role_in_africa.html, (page consultée le 20 février 2006)
- Marquand, Robert. «China's secretive military», *Christian Science monitor*, [En ligne], <http://www.csmonitor.com/2005/1018/p01s03-woap.html> (page consultée le 18 février 2006). p.2
- Santoli, Al, «China's New War Fighting Skills: Emerging Threats to the U.S.», *India, Taiwan and the Asia/Pacific Region, American Foreign Policy Council*, <http://www.afpc.org/pubs/thailand.shtml>, (page consultée le 18 janvier 2006)

Scobell, Andrew. «China and Strategic Culture. Carlisle», *Army War College*, 2002, [En ligne]. <http://handle.dtic.mil/100.2/ADA402402> (page consultée le 4 janvier 2005).

Scott-Tanner, Murray, «Chinese government response to rising social unrest». RAND, [En ligne]. <http://www.rand.org/pubs/testimonies/CT240/> (page consultée le 10 novembre 2005). p.3

Sun Xiaoqin et al., Background : UN peacekeeping operation, Chinese peacekeepers in Action, PLA daily, http://english.chinamil.com.cn/site2/special-reports/2004-09/13/content_12906.htm, (page consultée le 18 octobre 2005)

_____. «Chinese peacekeepers in Action», *China military*, [En ligne]. http://english.chinamil.com.cn/site2/special-reports/2004-09/13/content_12906.htm, (page consultée le 16 juillet 2005)

_____. History of UN peacekeeping operation, Chinese peacekeepers in action, [En ligne], http://english.chinamil.com.cn/site2/special-reports/2004-09/13/content_12903.htm, (page consultée le 8 février 2005).

Thompson, Drew, «Beijing's participation in UN peacekeeping operations», *The Jamestown foundation*, [En ligne], http://www.jamestown.org/publications_details.php?volume_id=408&issue_id=3328&article_id=2369731, (page consultée le 30 octobre 2005)

Yeh, K.C. «China economic growth : recent trends and prospects», RAND corporation, [En ligne], http://www.rand.org/pubs/monograph_reports/MR1300/MR1300.ch5.pdf, (page consultée le 20 Octobre 2006).

Articles en ligne

[Anonyme], «Ancient philosophy guides China's modern diplomacy», *People's Daily Online*, [En ligne], http://english.people.com.cn/200509/05/eng20050905_206471.html, (page consultée le 5 septembre 2005)

- [Anonyme], «Chapitre VII : Action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression », Chartes de Nations Unies, [En ligne], <http://www.un.org/french/aboutun/charte7.htm> , (page consultée le 20 juillet 2005)
- [Anonyme], «Chartes des Nations Unies, Nations Unies», *Nations Unies*, [En ligne], <http://www.un.org/french/aboutun/charte1.htm> (page consultée le 18 janvier 2005)
- [Anonyme], China airborne force, *Sino Defense*, [En ligne] <http://www.sinodefence.com/airforce/orbat/airborne.asp>, (page consultée le 18 mai 2006)
- [Anonyme], «China oil firm in Unocal bid war», *BBC world service*, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/4121830.stm> (page consultée le 16 juillet 2005)
- [Anonyme], «China's involvement in Sudan : arms and oil», *Human Rights Watch*, [En ligne], <http://www.hrw.org/reports/2003/sudan1103/26.htm>, (page consultée le 10 juin 2006)
- [Anonyme], «Changing patterns on the use of veto in the security council», *Global policy.org*, [En ligne], <http://www.globalpolicy.org/security/data/vetotab.htm>, (page consultée le 13 juillet 2005)
- [Anonyme], «China plays part in UN peacekeeping operations», *CCTV*, [En ligne], <http://www.cctv.com/lm/124/41/86422.html>, (page consultée le 22 novembre 2005)
- [Anonyme], «China takes active part in UN peacekeeping operations», *People's Daily Online*, [En ligne], http://english.people.com.cn/200509/13/eng20050913_208332.html, (page consultée le 13 octobre 2005)
- [Anonyme]. «China to send anti-riot peacekeepers for Haiti», *Chinese Embassy to the United states*, [En ligne]. <http://www.china-embassy.org/eng/gyzg/t127817.htm> (page consultée le 12 novembre 2004).

- [Anonyme], Chinese Defense Today, sinodefense.com [En ligne], <http://www.sinodefence.com/army/default.asp>, (page consultée le 20 février 2006)
- [Anonyme], «China's Experience in Mine Clearance», *Permanent mission of the People's republic of China to the United Nations in Geneva and other international organisation in switzerland*, [En ligne], <http://www.china-un.ch/eng/cjjk/cjjblc/jhhwx/t85332.htm> , (page consultée le 29 septembre 2005).
- [Anonyme]. «China's Independent Foreign Policy of Peace», *Ministère des Affaires étrangères chinois*, [En ligne]. <http://www.fmprc.gov.cn/eng/wjdt/wjzc/t24881.htm> (page consultée le 2 décembre 2004).
- [Anonyme], «China's prospective : Congo Peacekeeping mission», *Virtual Information Center*, [En ligne]. http://www.vic-info.org/_0a256ae00012d183.nsf/0/cd816ff43024a8ed0a256ccb000a0b23?OpenDocument, (page consultée le 16 juillet 2005)
- [Anonyme] «China's military diplomacy forging new ties», *Xinhua*, [En ligne], http://news.xinhuanet.com/english/2002-10/28/content_611043.htm,(page consultée le 13 février 2005)
- [Anonyme], «China's military diplomacy in 2004: Foster an image of big power with frequent joint military exercises» , *People's Daily Online*, [En ligne], http://english.people.com.cn/200412/21/eng20041221_168166.html , (page consultée le 24 octobre 2005)
- [Anonyme]. «China's National Defense in 2004». *Information Office of the State Council of the People's Republic of China*, (December 2004), Beijing. Chapitre 9. [En ligne] <http://english.people.com.cn/whitepaper/defense2004/defense2004.html>, (page consultée le 12 juillet 2005)
- [Anonyme], *China to send anti-riot peacekeepers for Haiti*, Ambassade Chinoise aux États-Unis, [En ligne]. <http://www.china-embassy.org/eng/gyzg/t127817.htm> (page consultée le 12 novembre 2004).
- [Anonyme], «China takes active part in UN peacekeeping operations», *People's Daily Online*, [En ligne],

http://english.people.com.cn/200509/13/eng20050913_208332.html,
(page consultée le 13 octobre 2005)

[Anonyme], «Interview: China's rise no zero-sum game», *People's Daily Online*,
[En ligne],
http://english.people.com.cn/200509/01/eng20050901_205848.html ,
(page consultée le 24 octobre 2005)

[Anonyme], Les cinq principes de coexistence pacifique, Xinhuanet, [En ligne]
http://www.french.xinhuanet.com/french/2005-04/23/content_106918.htm, (page consultée le 12 février 2006)

[Anonyme], Liberian government firmly adheres to «one China» policy, [En ligne],
http://english.peopledaily.com.cn/200410/02/eng20041002_158938.html,
(page consultée le 19 Octobre 2006).

[Anonyme], «Military diplomacy helps China's peaceful rise», *China Daily*, [En ligne],
http://www.chinadaily.com.cn/english/doc/2005-12/29/content_507781.htm, (page consultée le 18 décembre 2005)

[Anonyme], «Military diplomacy scores progress in 2003», *Chinese government official Web portal*, [En ligne], http://english.gov.cn/2005-08/18/content_24345.htm, (page consultée le 14 septembre 2004)

[Anonyme], «Peacekeeping Operations of the UN», *Permanent mission of the People's republic of China to the United Nations*, [En ligne]
<http://www.china-un.org/eng/zghlhg/hphaq/whxd/t29393.htm>, (page consultée le 8 août 2005)

[Anonyme], «Peacekeeping: Why China Gets Involved», *Strategy page*, [En ligne],
<http://strategypage.com/fyeo/howtomakewar/default.asp?target=htun>,
(page consultée 31 janvier 2004)

[Anonyme], PLA army, Federation of American scientist [En ligne],
<http://www.fas.org/nuke/guide/china/agency/pla.htm>, (page consultée le 18 mars 2006) p.1

[Anonyme], «Potemkin Police», *Far Eastern Economic Review*, Vol. 167, no. 41,14
octobre 2004,

[Anonyme], Ranking of military and Police contributions to UN Operations, United Nation Peacekeeping department, [En ligne],
http://www.un.org/Depts/dpko/dpko/contributors/2006/jan06_2.pdf (
 page consultée le 15 février 2006)

[Anonyme]. Resolution 2758 : Restoration of the lawful rights of the PRC in the UN, General Assembly, [En ligne].
<http://www.un.org/documents/ga/res/26/ares26.htm>, (page consultée le 12 septembre 2006)

[Anonyme], «Six Chinese servicemen died in UN peacekeeping operations: white paper», *People's Daily Online*, [En ligne],
http://english.people.com.cn/200412/27/eng20041227_168796.html ,
 (page consultée le 4 décembre 2005)

[Anonyme] Statement by Ambassador ZHANG Yishan, Deputy Permanent Representative of China at 4th Committee of GA 59th Session on United Nations Peacekeeping Operations, Permanent mission of the People's republic of China to the UN [En ligne], <http://www.china-un.org/eng/xw/t168416.htm> (page consultée le 20 octobre 2006)

[Anonyme], systemic corruption: Something rotten in the state of China, *The Economist*, [En ligne],
<http://www.globalpolicy.org/nations/corrupt/2002/0215china.htm>, (page consultée le 18 septembre 1996.

[Anonyme], United nations peacekeeping operation fact sheet, United Nation Peacekeeping department, [En ligne],
<http://www.un.org/depts/dpko/dpko/bnote.htm> (page consultée le 30 mars 2006)

[Anonyme], «We Come for Peace: Speech of Assistant Minister of Foreign Affairs Shen Guofang», *Ministry of foreign affairs of the People's Republic of China*, [En ligne],
<http://www.fmprc.gov.cn/eng/wjb/zygy/gyhd/t169530.htm>, (Page consultée le 22 septembre 2005)

[Anonyme], «Wu: China to stick to road of peaceful development», *People's Daily Online*, [En ligne],
http://english.people.com.cn/200509/08/eng20050908_207345.html,
 (page consultée le 4 décembre 2005)

Articles de journaux

Cheung, Ray. «PLA troops may join UN Lkiberia peace force», *South China Morning Post*, August 30th 2003.

Chua Chin Hon. 2006. «La Chine, une puissance économique atypique», *The Straits Time* (Singapour), *Courrier international*, no. 792, jeudi 5 janvier 2006, p. 43.

Kristof, Nicholas D., «China and sudan blood and oil», *New-York Times*, Sunday April 23 2006.